

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ASSIMILATION
DES
MALADIES PROFESSIONNELLES

AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL
AU POINT DE VUE DE LA PROTECTION LÉGALE

*« Ce n'est pas seulement avec la froide
raison et la pure logique, mais, c'est aussi
avec le cœur qu'il faut aborder l'étude des
problèmes sociaux ».*

DESCHANEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 12 décembre 1907, à 2 heures 1/2.

PAR

Odilon de PAOLI

Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Etudiant en médecine

Président : M. PERREAU, professeur.

*Suffragants : { MM. JAY, professeur.
TRUCHY, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE L'ASSIMILATION
DES
MALADIES PROFESSIONNELLES

AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL
AU POINT DE VUE DE LA PROTECTION LÉGALE

*« Ce n'est pas seulement avec la froide
raison et la pure logique, mais, c'est aussi
avec le cœur qu'il faut aborder l'étude des
problèmes sociaux ».*

DESCHANEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 12 décembre 1907, à 2 heures 1/2.

PAR

Odilon de PAOLI

Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Etudiant en médecine



Président : M. PERREAU, professeur.

*Suffragants : { MM. JAY, professeur.
TRUCHY, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553017_0052

BIBLIOGRAPHIE

- BELLEM. — De la responsabilité en matière d'accidents du travail. Paris, 1 vol., 1899.
- BELLOM. — Les lois d'assurances ouvrières à l'étranger. Assurances contre les maladies et les accidents. Rousseau, 1899-1903, 6 vol. in-8.
- CAPEL. — La maladie professionnelle et la législation ouvrière, *Thèse Paris*, 1902.
- JAY. — Cours 1904-1905. Législation industrielle. « *Les assurances ouvrières* ».
- G. FOUQUET. — La responsabilité patronale en matière de maladies professionnelles. (*Revue socialiste*, avril 1904).
- ANDRÉ LACROIX. — La maladie professionnelle et l'assurance contre les accidents (*Revue politique et parlementaire*, 10 juillet 1904).
- GEORGES TOUCHARD. — Maladies professionnelles (*Revue socialiste*, juillet 1905).
- C. OLLIVIER. — Le Congrès de l'hygiène des travailleurs et des ateliers (*Revue socialiste*), décembre 1905.
- PAUL RAZOUS. — La prévention des maladies professionnelles. — *Revue scientifique*, 29 septembre 1906.
- SACHET. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail, 3^e édition. Paris, Larose, 1904, 2 vol.
- VAILLANT. — La législation ouvrière et l'hygiène. Rapport

présenté au Congrès international d'hygiène et de
démographie, Paris. *Bibliothèque socialiste*, 1902.

**Collection de documents sur les accidents du travail
réunis par le Ministère du Commerce.**

1^o Assurances sociales en France de 1889 à 1905.

2^o Maladies professionnelles, n^o 13. Rapport préparatoire
au comité consultatif des assurances contre les
accidents du travail.

3^o Répertoire bibliographique sur la législation relative
aux accidents du travail, n^o 15. A. Daguin,
juin 1904.

Maladies professionnelles. — Étude technique sur leur as-
similation aux accidents du travail. 1 fascicule 1903.

Poisons industriels, 1 vol. Paris, 1901, publié par l'Office
du travail.

INTRODUCTION

Dans l'histoire de la médecine, on trouve éparses des observations qui prouvent que les praticiens, à quelque époque qu'ils appartiennent, avaient été frappés de voir que certaines professions développaient, chez les ouvriers qui les exerçaient, des troubles locaux ou généraux de la santé dont la répétition indiquait l'origine. Mais, ces faits isolés et en petit nombre, relatifs aux maladies des artisans, que les médecins avaient répandus dans leurs ouvrages, ne pouvaient être que d'une utilité médiocre, si un travailleur infatigable de Modène, Ramazini, avec le génie du médecin hardi et novateur et avec la bonté et la générosité d'un cœur compatissant aux souffrances humaines, n'avait entrepris, pour remédier à ces maux, de lier ces faits, d'y joindre ses observations personnelles et d'en faire un corps complet d'ouvrage qui put instruire les médecins et leur faire ouvrir les yeux, trop longtemps fermés, sur le sort malheureux des artisans.

« Il faut convenir, dit l'illustre médecin italien, que les métiers deviennent une source de maux pour ceux qui les exercent et que les malheureux artisans, trouvant les maladies les plus graves là où ils espéraient puiser le soutien de leur vie et celle de leur famille, meurent en maudissant leur vie et celle de leur ingrate profession. »

Ce jugement, porté sur la salubrité des professions manuelles au commencement du XVIII^e siècle est encore applicable à l'ouvrier de nos jours malgré les louables efforts faits dans tous les pays pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes ouvrières. Il est, peut-être même, d'une actualité plus poignante. Depuis, en effet, que la grande industrie se substitue de plus en plus aux petits métiers des siècles précédents, que chaque jour voit naître de nouveaux procédés et mettre en œuvre de nouveaux produits, la liste des maladies d'origine professionnelle ne cesse de s'allonger, correspondant aux différentes étapes du développement industriel.

De nos jours, ces maladies professionnelles ont été étudiées dans la plupart des traités classiques. Elles sont devenues la préoccupation constante des hygiénistes soucieux de pallier les maux de celui qui, victime de sa profession, est, avant tout, un blessé social méritant, par conséquent, la sympathie et la protection de l'État et des lois.

Déjà, par la loi du 9 avril 1898, le législateur a

résolu, dans le sens de l'équité et de la justice, la question de réparation des accidents du travail, réalisant ainsi un progrès en faveur des travailleurs. Mais, il s'est borné à réparer les seuls accidents du travail laissant ainsi de côté toutes les maladies professionnelles.

Il n'est, cependant pas douteux que les conséquences de la maladie sont tout au moins aussi cruelles et aussi terribles pour l'ouvrier malade que pour l'ouvrier blessé. Nous pourrions même dire que les victimes des maladies professionnelles sont plus dignes d'intérêt que celles des accidents du travail. Car, si ces derniers peuvent être la conséquence de l'imprudence de l'ouvrier, les premières sont, presque toujours, le résultat de la négligence du patron, qui n'exécute pas soigneusement les prescriptions hygiéniques réglementaires, de la mauvaise installation des ateliers ou des usines, ou encore, de l'emploi de substances toxiques que les progrès de la chimie moderne devraient faire rejeter pour d'autres similaires ou inoffensives.

La loi du 9 avril 1898 a donc créé, pour les ouvriers de certaines industries, une inégalité choquante.

C'est pour faire disparaître cette inégalité que nous voudrions voir s'accomplir l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail.

Cette question fera l'objet de notre étude.

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE DU RISQUE PROFESSIONNEL S'APPLIQUE AUX MALADIES PROFESSIONNELLES COMME AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Le développement de la grande industrie a eu pour conséquence le développement de l'insécurité des travailleurs. Dans nos grandes usines, avec des machines à vapeur, à électricité, au milieu de toutes sortes de poussières nocives et de vapeurs délétères, l'ouvrier est beaucoup plus sujet qu'autrefois à des accidents qui ne sont dus ni à sa faute ni à celle du patron, mais à la faute de l'industrie, de sorte qu'il est bien difficile d'établir une responsabilité quelconque. C'est pourquoi, on a cherché à remplacer, dans la doctrine, la thèse délictueuse de l'article 1382 du Code civil (faute ou quasi-délit commis par le patron) par une responsabilité contractuelle. Le patron devient un débiteur de sécurité ; il doit, selon la formule de MM. Sainctelette et Sauzet « pouvoir restituer l'ouvrier, le rendre à lui-

même valide comme il l'a reçu. Si le patron ne rend pas l'ouvrier sain et sauf, il manque à ses obligations et en doit réparation à moins qu'il ne prouve qu'aucune faute ne lui est imputable. »

Cette responsabilité contractuelle n'aboutit, en somme, qu'au renversement de la preuve : c'est au patron à prouver le cas fortuit ou la faute de l'ouvrier ou, tout au moins, qu'il avait mis à la disposition de son personnel un outillage parfait.

Puis, dans les dernières années, qui ont précédé le vote de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, a surgi une nouvelle théorie dite : *de la responsabilité légale ou du fait des choses*, à laquelle s'est rapidement ralliée une partie de la jurisprudence et qui a son fondement dans l'article 1384 du Code civil. Cet article ne vise pas, comme l'article 1382, une responsabilité ayant son principe dans une faute imputable à tel ou tel individu : il se réfère à un fait matériel, objectif, le fait d'un dommage causé par une chose inanimée, et déclare le propriétaire de la dite chose responsable de plein droit, *ex lege*, du fait de sa chose.

Ainsi, l'idée du risque créé se substitue à l'idée de faute. Le patron répond de l'accident, non parce qu'il est en faute, mais parce que sa chose, son outillage a créé le risque. Il répond même du cas fortuit. L'ouvrier victime d'un accident a droit à une indemnité en toute occurrence à moins, toutefois,

que l'accident provienne de sa faute propre ou d'un cas de force majeure.

On est arrivé ainsi à la théorie du risque professionnel que l'on peut résumer dans la formule suivante : « La production industrielle exposant le travailleur à certains risques, c'est à celui qui recueille le profit de cette production, c'est-à-dire au patron que doit incomber l'obligation d'indemniser la victime en cas de réalisation du risque, abstraction faite de savoir si le patron a commis une faute susceptible d'engager sa responsabilité. » En un mot, la réparation de tous les dommages que les ouvriers ont à subir dans l'exercice de leur profession doit rentrer en principe dans les frais généraux de l'entreprise et, par conséquent, être supportée par le chef d'industrie au même titre que les détériorations des machines qu'il emploie.

Presque toutes les législations récentes l'ont compris ainsi et depuis trente ans un courant irrésistible a entraîné les parlements de la plupart des pays civilisés dans cette voie. Aussi, M. Cheysson a-t-il pu écrire que « le risque professionnel a vaincu ou va achever de vaincre tous les obstacles qui voulaient arrêter son essor foudroyant tant il répond à un besoin universellement ressenti et comme à une sommation de la conscience humaine. » Or, c'est précisément ce risque professionnel, qui n'est qu'une forme du droit à l'existence, que nous voudrions

voir étendre au moins aux maladies qui ont leur origine dans le travail habituel de la profession de l'ouvrier.

Notre loi du 9 avril 1898 n'a pas osé aller si loin.

L'étude de cette loi ne rentre pas dans le cadre de notre sujet et nous n'en avons parlé qu'incidemment pour voir si cette idée de risque professionnel ne devait pas être étendue aux maladies professionnelles.

Il y a, en effet, des industries qui usent tous les ans régulièrement un certain nombre d'hommes, soit qu'elles les fassent mourir prématurément, soit qu'elles les rendent infirmes et incapables de travailler. Mais, ces industries n'usent pas que des hommes. Elles usent aussi des machines, des outils, des chevaux. Et lorsque ce matériel est usé, l'industriel le renouvelle en en achetant un neuf.

Mais, les hommes, on les remplace simplement par de nouveaux sans rien déboursier sitôt que leur organisme, épuisé par le travail ou la maladie contractée au travail, ne leur permet plus de faire un service rémunérateur pour l'entrepreneur ou l'industriel.

Qui pourrait prétendre que cette situation soit équitable et logique ? Le principe du risque professionnel admis pour l'accident ne s'étend-il pas tout aussi normalement aux maladies particulières qui sont la résultante des professions dans lesquelles l'ouvrier est obligé de préparer ou d'utiliser des pro-

duits dont la fabrication est dangereuse et même toxique.

M. Numa Droz, ancien président de la Confédération Suisse, a, dans son rapport au Congrès des accidents de Berne, en 1891, admis ce principe qui a été également reconnu par M. Ernest Tabouriech, dans son excellente étude sur les accidents du travail. M. Duboin, dans son discours sur la législation industrielle, prononcé dans la séance de rentrée de la Cour de cassation du 16 octobre 1900, s'exprimait ainsi: « En bonne règle, la maladie ou l'invalidité résultant de l'exercice de la profession devrait être assimilée à l'accident du travail. »

CHAPITRE II

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES. LA MALADIE PROFESSIONNELLE CONSIDÉRÉE COMME UNE SÉRIE D'ACCIDENTS RÉPÉTÉS.

Au premier abord, il semble bien qu'il y ait une grande analogie entre les accidents du travail et les maladies professionnelles. L'un et l'autre ont leur cause originelle dans le travail. L'accident, comme la maladie, est toujours constitué par une lésion de l'organisme avec, pour conséquences, un chômage plus ou moins long, une infirmité ou invalidité plus ou moins absolue, la mort plus ou moins prématurée de la victime sans oublier la misère des veuves et des enfants de ces ouvriers que leur travail a ruinés ou tués.

A cause de ces analogies, la non-assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail, paraît plus injuste encore lorsqu'on remarque que la loi a organisé tout un système de réparation pour les accidents. « Le législateur, dit M. Duboin, n'a pas

voulu entrer dans cette voie en raison sans doute des difficultés multiples dans la recherche de la cause de la maladie ou de l'invalidité. » Et il fallait établir une distinction entre la maladie et l'accident pour que le juge puisse appliquer la loi. On est ainsi arrivé à dire que ce qui caractérisait l'accident c'était son extériorité. L'accident est dû à une cause extérieure dont l'action est le plus souvent soudaine, violente et déterminée dans le temps. « Dans l'accident, dit M. Lacroix, il y a toujours une part de funeste hasard. L'ouvrier tire un mauvais numéro à une triste loterie où il est forcé de prendre un billet (1). » La maladie, au contraire, est une atteinte au corps humain dont la cause est purement interne et inhérente au corps lui-même. Elle est un état continu et durable, née d'une cause également continue et durable, conséquence lointaine des fatigues ou des insalubrités du métier.

La distinction, ainsi posée, paraît avoir une certaine netteté ; dans la pratique, cependant, elle est parfois bien difficile à appliquer ; ce qui le prouve c'est que si l'on consulte la jurisprudence, qui s'est établie sur la loi du 9 avril 1898, on y voit que certains états pathologiques sont considérés ou non comme accident suivant que le même état pathologique morbide est apparu peu à peu sous l'influence de

1. *Revue politique et parlementaire*, 1904.

causes nocives, successives, prolongées ou suivant que le même état pathologique est apparu soudain sous l'influence d'une cause extérieure saisissable. Le directeur d'un établissement métallurgique établi dans la ville de Vienne avait l'habitude de faire chaque soir une tournée dans l'établissement pour constater si tout était en règle. Un soir, au cours de sa tournée, il se trouve soudainement saisi par les émanations méphitiques et nocives qui se dégagent des fours ; il est subitement intoxiqué et depuis lors il ne retrouve pas sa pleine capacité de travail ; c'est un état permanent d'incapacité de travail qui a été la suite de cette intoxication soudaine et le tribunal de Vienne, dans un jugement en date du 24 janvier 1903, décide que cette intoxication saturnine soudaine constitue un accident du travail. Par conséquent, le directeur reçoit une pension.

Si, au lieu d'une intoxication soudaine qu'on a pu constater s'être réalisée un certain soir et tout d'un coup, le directeur avait peu à peu, par suite de son contact avec les fours, été frappé par cette intoxication, il n'eût jamais pu obtenir une indemnité. Si l'affection charbonneuse se produit tout d'un coup à la suite de manipulations de peaux contaminées dans une usine, si l'ouvrier tanneur est au soir d'une journée pendant laquelle il a manipulé ces peaux, frappé d'une affection charbonneuse, la jurisprudence verra dans l'événement un accident du travail. La Cour de

cassation a eu à se prononcer dans cette dernière hypothèse et voici comment elle a donné son opinion dans un arrêt du 3 novembre 1903. Elle pose, en principe que si la loi de 1898 ne s'applique pas aux maladies professionnelles auxquelles « on ne saurait assigner une origine et une date déterminée et qui ne sont que les conséquences de l'exercice habituel d'une certaine industrie, il en est autrement des affections pathologiques accidentelles qui, bien que contractées dans l'accomplissement du travail industriel, prennent leur origine et leurs causes dans un fait ne rentrant pas dans les conditions normales de l'exercice de ce travail. »

Il faut bénir, à certains égards, la jurisprudence de la Cour de cassation qui permettra, aux ouvriers et à leurs familles, d'obtenir des indemnités bien nécessaires, mais ce n'est pas pour ce que sa thèse, au point de vue du risque professionnel, contient de paradoxal et de choquant. Voici, en somme cette thèse : Si la maladie est le produit de l'exercice habituel de la profession et le résultat de causes inhérentes à l'exercice normal de cette profession dans un milieu de production donné, point d'indemnité. Mais, si la maladie n'est pas le résultat normal et habituel de l'exercice de la profession, en un mot si elle est le résultat d'un événement anormal de la profession, il peut y avoir réparation. Pour ne devoir aucune indemnité aux malheureux qu'il empoisonne,

il suffira donc à un patron de rendre son industrie à tel point insalubre et dangereuse que tous les cas d'intoxication puissent être considérés comme la conséquence de l'exercice habituel de son industrie. Si au contraire, toutes les précautions de préservation ouvrière étant prises, un fait accidentel « ne rentrant pas dans les conditions normales de l'exercice du travail industriel » provoque l'empoisonnement d'un travailleur, le patron trop prévoyant devra à ce dernier l'indemnité prévue par la loi.

C'est bien le sens, malheureusement, qui a toujours prévalu dans le langage courant et, à défaut d'une intention formellement exprimée du législateur, nous n'avons pas le droit de penser qu'il a entendu détourner les mots de leur signification ordinaire.

Prenons un exemple.

Le chauffeur d'un navire s'expose au froid pendant son travail ; une pneumonie se déclare ; il n'aura pas idée de dire qu'il y a eu un accident et, pourtant, le début de la pneumonie a une date soudaine, bien précise ; mais elle s'est produite à l'occasion d'un acte habituel pendant le travail ; donc pas de réparation. Au contraire, en vidant les escarbilles, le même chauffeur tombe à la mer et ce refroidissement provoque une pneumonie. Ici, nous trouvons le fait *Anormal* constitutif de l'accident et, par conséquent, réparation.

Ainsi en contradiction flagrante avec les faits, la

loi sur les accidents du travail présente cette lacune et cette particularité fâcheuses de ne pas protéger les ouvriers qui souvent devraient être les premiers à se réclamer d'elle. Aussi, M. le professeur Louis Lewin de Berlin a-t-il cherché à démontrer qu'on pourrait, en obéissant à des considérations et à des observations d'ordre purement scientifique, obvier à cette lacune de la loi sur les accidents sans ébranler les bases de cette législation.

Limitant, à dessein, sa démonstration aux maladies survenant à la suite d'intoxications industrielles, il dit : « Dans l'intoxication professionnelle, le trouble fonctionnel provoqué par l'accumulation des poisons représente soit l'effet totalisé d'accidents distincts semblables ou dissemblables provoqués par une ou plusieurs causes dans une étendue de temps limitée, soit l'action isolée d'une cause unique développant ses effets dans l'organisme suivant cette loi qu'un trouble fonctionnel une fois produit ne tend pas à se corriger mais à s'aggraver. »

« Quand les toxiques ont agi non pas une fois, mais des centaines de fois, des milliers de fois sur les ouvriers et ont amené une réduction de leur capacité de travail, l'opinion courante voit, dans l'issue finale, la conséquence d'une action continue du toxique tandis que cette issue finale représente une série d'accidents accumulés dont chacun engendre une

prédisposition croissante donnant chaque fois plus de prise aux actions subséquentes (1). »

« En effet, quand un décapeur de cuivre ou de bronze, par exemple, a laissé pénétrer dans ses poumons des vapeurs d'acide hypoazotique, c'est là, sans aucun doute un accident qui diminue dans une certaine mesure l'intégrité de l'organe. La seconde aspiration qui suit de près la première augmente le dommage jusqu'à ce qu'enfin une aspiration ultérieure entraîne une hémorragie résultant de la corrosion des vaisseaux sanguins attaqués par les accidents précédents. »

Dans l'espèce considérée, chaque aggravation de l'état du sujet correspond à un accident exactement circonscrit dans le temps, Si l'ouvrier voulait donner à cette idée une expression pratique il lui suffirait après chaque séance pendant laquelle il aurait absorbé une certaine dose de poison de faire sa déclaration, c'est-à-dire de se porter demandeur de la rente-accident en indiquant le moment même de l'absorption.

Les conditions sont identiques pour l'action d'autres produits donnant origine à des maladies dites professionnelles, que ce soit des poisons industriels, des poussières, des gaz ou des buées.

Certes, il faut reconnaître que cette théorie du pro-

1. *Journal de thérapeutique*, de 1902.

fesseur Léwin présente un certain mérite d'ingéniosité. Mais il nous semble préférable d'aborder franchement la question d'un point de vue plus large et plus socialement juste en posant le principe du droit à *la protection du travail* au nom duquel tout patron doit à l'ouvrier la garantie de sa capacité de travail, que de vouloir la résoudre insidieusement en quelque sorte sur un point qui peut être très discuté.

Ce principe nous conduira à assimiler les maladies professionnelles aux accidents du travail.

CHAPITRE III

Section I

SITUATION ACTUELLE DES OUVRIERS VICTIMES DE MALADIES PROFESSIONNELLES

Sous le régime antérieur à la loi du 9 avril 1898 l'ouvrier invalide, blessé ou atteint de maladie d'origine professionnelle, ne pouvait obtenir une réparation qu'en s'appuyant sur les dispositions du droit commun du Code civil. Il n'obtenait gain de cause que s'il parvenait à prouver que son invalidité était le résultat d'une faute commise par le chef d'entreprise en se basant sur les articles 1382 et suivants. Un tel régime s'appliquait indistinctement à toutes les actions en réparation, quelle que fût la nature du dommage, quelles que fussent les personnes en cause. Il n'y avait pas lieu, par conséquent, de distinguer juridiquement les invalidités suivant leur origine professionnelle ou non, ou suivant leur nature accident ou maladie. Ces distinctions n'apparaissent

qu'avec la loi du 9 avril 1898 qui n'accorde une réparation qu'à l'ouvrier blessé durant l'exercice de son travail excluant ainsi du bénéfice de la loi l'ouvrier atteint de maladie professionnelle proprement dite. De sorte qu'aujourd'hui, l'ouvrier victime de maladie professionnelle n'a pas d'autres moyens d'obtenir la réparation des conséquences que produisent ces maladies que celui que lui donnent les articles 1382 et suivants du Code civil. Il s'ensuit qu'il lui faut prouver d'abord l'existence de la faute du chef de l'entreprise ou de son préposé et ensuite que le fait de cette faute du patron a été la cause de la maladie. Ces exigences ont, par elles-mêmes, les conséquences les plus fâcheuses. L'ouvrier doit faire la preuve de la faute du patron, il doit fournir des raisons tendant à établir cette faute qui peut se présenter sous des formes diverses. Ce sera un outillage imparfait, une installation dangereuse, insalubre, une absence de précautions. Or, cette preuve est toujours très difficile à établir, plus difficile évidemment à l'ouvrier malade sans ressources, le plus ordinairement sans instruction et sans relations qu'à tout autre. Cela n'est pas plus commode à la veuve et aux orphelins laissés dans la misère par l'ouvrier victime de l'insalubrité de son métier. Enfin, l'action judiciaire qu'il est nécessaire d'engager est toujours coûteuse, incertaine et dure parfois très longtemps.

Que peut devenir l'ouvrier et sa famille pendant

cette période d'incertitude ? Voilà quelques-unes des conséquences qu'entraîne nécessairement pour l'ouvrier le système qui lui impose la preuve de la faute patronale et l'exclusion de la loi de 1898 des maladies professionnelles, lesquelles constituent en réalité de terribles accidents de travail. « Il y a, dit en effet M. Breton, une véritable anomalie à considérer d'une part comme accidents du travail donnant droit à une juste réparation pour l'ouvrier toutes les blessures reçues durant la période de travail, quelles que soient les causes qui les ont provoquées, même si elles résultent d'une imprudence incontestable de la victime et d'exclure d'autre part du bénéfice de la loi les empoisonnements souvent infiniment plus graves résultant de la manipulation de substances vénéneuses, manipulation qui constitue pourtant l'essence même du travail de l'ouvrier. »

Toutefois, si les ouvriers atteints de maladie n'ont pas d'autres recours que l'article 1382, il n'est pas douteux que s'ils étaient mieux renseignés et mieux conseillés, ils pourraient dans certains cas obtenir une réparation effective des dommages qui leur sont causés par les maladies professionnelles en invoquant les dispositions des articles 1382. Ainsi, la Jurisprudence française offre déjà plusieurs exemples de condamnations prononcées en faveur des ouvriers.

Un jugement du Tribunal de Nantes (1) du 6 juillet 1891, confirmé par un arrêt de la Cour de Rennes, en date du 25 avril 1892, a condamné un patron à payer 2.000 francs de dommages et intérêts à la veuve d'un ouvrier et 1.000 francs à chacun des enfants. Cet ouvrier avait succombé à une pneumonie aiguë causée par l'inhalation des poussières de scories alors qu'il travaillait dans une usine où, selon les experts, les conditions de travail étaient déplorables.

Dans le même ordre d'idées, la cinquième Chambre du tribunal civil de la Seine a rendu un jugement qui condamnait un patron à 8.000 francs de dommages et intérêts (2).

Il s'agissait d'un ouvrier qui travaillant depuis trois mois dans un atelier de préparation de couleurs fut atteint d'intoxication saturnine.

« Attendu, dit le tribunal, qu'il appert que Husson (3) présente les stigmates non douteux de l'intoxication saturnine et que sa valeur professionnelle peut être considérée comme définitivement réduite des trois quarts ; qu'avant son entrée chez ses patrons il a exercé pendant deux ans, sans difficultés, le dur métier de paveur ; qu'entré bien portant à l'usine le 30 juillet 1901, il a été subitement pris de coliques

1. *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, année 1893, t. 29.

2. J. *La Loi*, 19 avril 1904.

3. *Husson contre Hardy, Milory, Rémond et Cie*.

de plomb avec stigmates saturnins le 11 novembre suivant. »

« Que si la seule infraction aux règlements constitue une faute au point de vue pénal et civil, l'observation de ces mêmes règlements ne suffit pas à elle seule pour dégager nécessairement la responsabilité du patron ; que les règlements administratifs se modifient au fur et à mesure des transformations de l'industrie et l'apparition des dangers qu'elle comporte ; que le fait de n'avoir point entouré l'ouvrier de toutes les précautions pratiquement réalisables et susceptibles de réduire au minimum les dangers qui le menacent constitue une faute suffisante pour entraîner la responsabilité civile du patron. »

Mais, l'œuvre de la jurisprudence ne s'arrête pas là.

La jurisprudence a notablement élargi le sens du mot accident. « Les tribunaux, dit M. Paulet, ont une tendance manifeste à étendre la notion d'accident jusqu'à ses extrêmes confins de façon à ne laisser au dehors que les maladies professionnelles ne s'y rattachant à aucun degré. »

C'est ainsi que différentes décisions judiciaires ont rangé dans la catégorie des accidents du travail :

1° Les maladies de nature syphilitique lorsqu'elles sont déterminées par un traumatisme consécutif à un accident (Justice de paix de Lyon, 4 juillet 1902) ou bien, lorsque, comme dans les opérations de soufflage du verre, c'est l'instrument du travail qui a été

pour l'ouvrier l'agent de la propagation du virus (Tribunal de Montbrison, 21 février 1903)

2° L'intoxication éthylique, lorsque l'accident, l'ébranlement physique et moral qu'il a occasionné, l'inaction à laquelle il a condamné la victime ont été la cause des manifestations de l'intoxication (Cour de Paris, 6 novembre 1902).

3° L'inoculation charbonneuse s'il s'agit de pustule due à une inoculation accidentelle (Tribunal de Rennes, 8 mars 1901), c'est-à-dire d'infection contractuelle en manipulant des peaux contaminées dans l'usine du patron, etc.

On peut donc dire que dans l'état actuel de la jurisprudence, les maladies professionnelles causées, déterminées, ou directement aggravées par un accident, si léger soit-il, rentrent dans le domaine de la réparation légale, à l'exclusion des affections pathologiques d'origine imprécise ou successive.

Section II

SITUATION SPÉCIALE FAITE A CERTAINES CATÉGORIES D'OUVRIERS

Il existe dans la législation française certaines catégories d'ouvriers qui jouissent d'un traitement de faveur et qui obtiennent la réparation des domma-

ges qui leur sont causés par les maladies contractées dans leur profession.

Déjà, l'ancien article 262 du Code de commerce, celui de 1807 posait, en principe, que le matelot est payé de ses loyers, traité et pansé aux frais du navire sans assigner aucun terme à l'obligation de l'armateur. Dans ces conditions les tribunaux avaient admis que les salaires étaient dus jusqu'au retour du navire en France, le voyage durât-il plusieurs années, et que les frais de maladie incombaient indéfiniment aux armateurs si l'homme ne guérissait pas. D'après le nouveau texte (loi du 12 août 1885) le marin laissé malade à terre continuera à être traité et rapatrié aux frais du navire; mais le matelot débarqué pour cause de maladie n'a droit à ses salaires que pendant quatre mois seulement.

Par ces dispositions, le législateur a donc bien voulu rendre l'homme indemne des conséquences, soit de la blessure qu'il a reçue, soit de la maladie qu'il a contractée en lui assurant son traitement et ses salaires jusqu'au moment où il est en mesure de gagner de nouveau sa vie par son travail. Cette assimilation de la maladie du matelot au service d'un armateur à la blessure du matelot frappé au cours de la manœuvre, est admise par toutes les législations étrangères.

Une autre réglementation spéciale est celle qui est faite aux ouvriers atteints de maladies occasionnées par

les travaux sur les chantiers de l'État. Cette réglementation spéciale résulte des propositions combinées d'un arrêté du ministre des Travaux Publics du 15 décembre 1848 modifié et complété par une circulaire ministérielle du 22 octobre 1851 et de l'article 16 du cahier des clauses et conditions générales de l'administration des Ponts et Chaussées du 16 novembre 1866 modifié le 16 février 1892.

Cette législation est particulièrement intéressante à rappeler, car elle a précédé la loi du 9 avril 1898 qui s'est manifestement inspirée de certaines de ses dispositions. Mais, le point le plus intéressant pour notre sujet est la disposition de l'article 3 de cet arrêté du 15 décembre 1848 qui assimile les maladies aux blessures occasionnées par les travaux : « Les ouvriers atteints de blessures ou de maladies occasionnées par les travaux après avoir reçu les premiers secours de l'art seront soignés gratuitement à l'hôpital ou à domicile. » L'article 6 ajoute : « Lorsqu'un ouvrier marié ou ayant des charges de famille aura succombé à la suite soit de blessures, soit d'une maladie occasionnée par les travaux, sa veuve ou sa famille aura droit à une indemnité de 300 francs.

Comme on le voit, la maladie est ici mise sur le même pied que la blessure suite d'accident et dans la réparation il n'y a pas lieu de tenir compte s'il s'agit d'un accident ou d'une maladie.

La même réglementation fut mise en œuvre dans

le cahier des clauses et conditions générales des Ponts et chaussées du 16 novembre 1866. « Quant aux ouvriers malades, y est-il dit, leur situation est demeurée réglée sur les chantiers des Ponts et chaussées par toutes les dispositions de l'arrêté du 15 décembre 1848, qui leur étaient applicables et, par conséquent, là encore, la maladie est assimilée aux accidents. Mais, en 1898, on pouvait se demander ce que deviendrait cette législation, étant donné que la nouvelle loi sur les accidents repoussait l'assimilation des maladies de la profession aux accidents du travail. Or, le ministre des Travaux Publics, par un arrêté en date du 28 septembre 1899 précisa les choses ainsi : « Aucune des dispositions de la loi du 9 avril 1898 ne vise les ouvriers malades » et l'arrêté du 15 décembre 1848 a continué de régir jusqu'à ce jour leur situation.

Signalons, d'autre part, qu'en 1894 il fut incorporé un crédit de 211.000 francs dans le projet de budget présenté aux Chambres, au chapitre intitulé « Institutions destinées à améliorer la situation des préposés et ouvriers des manufactures de l'État ».

Ainsi qu'il était dit dans l'exposé des motifs, ce crédit devait permettre de « garantir contre la misère, non plus la vieillesse ; mais, la maladie de l'ouvrier ». Il s'agissait de venir en aide aux ouvriers travaillant les tabacs et les allumettes. Les crédits furent votés par la Chambre le 15 mars 1895 et le premier règle-

ment, relatif à la participation des ouvriers des manufactures de l'État à « l'institution d'un service d'assistance en cas de maladie, » fut approuvé par le ministre, le 16 juillet 1895 (1).

Un autre cas de réparation de la maladie d'origine professionnelle concerne les mineurs. Ceux-ci sont obligatoirement assurés par la loi du 29 juin 1894 contre les risques de maladie, de vieillesse et d'incapacité. Aux termes de cette loi, chaque exploitation minière doit avoir une caisse de secours-maladie qui est alimentée par les cotisations des patrons et des ouvriers.

Ce sont ensuite les inscrits maritimes. Ceux-ci étaient déjà obligatoirement assurés par la Caisse des invalides de la marine contre les risques de vieillesse et d'invalidité prématurée. Or, la loi du 21 avril 1898, qui a pour objet la création d'une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et les accidents de leur profession, prévoit, outre la réparation de ces accidents, celle des maladies ayant leur cause directe dans un accident survenu pendant la durée de leur dernier embarquement. Ainsi, les familles des inscrits qui sont tués ou qui meurent par suite des blessures ou des maladies susdites reçoivent une pension.

1. Il faut ici remarquer que les maladies occasionnées par la grossesse ou la délivrance donnent droit à l'assistance au même titre que toute autre maladie d'origine professionnelle.

La loi du 21 avril 1898 ne précisait pas quelles étaient ces maladies ayant leur cause directe dans un accident du travail ou dans un risque de la profession. Il s'agit, disait l'exposé des motifs du projet de loi, d'indemniser « non seulement ces graves affections endémiques qui déciment des équipages entiers ; mais, même ces maladies ayant bien le caractère d'accidents professionnels par les conditions dans lesquelles elles se contractent. »

Cette loi mécontenta tout le monde. Elle ne s'appliquait pas à la totalité de la population maritime, mais aux inscrits maritimes seulement. Les indemnités étaient inférieures à celles allouées par la loi du 9 avril 1898, ce dont se plaignaient amèrement les marins. Ceux-ci reprochaient à cette loi du 21 avril 1898, de les obliger à payer une cotisation à la caisse de prévoyance, tandis que leurs camarades de terre étaient, de par la loi du 9 avril 1898, indemnisés sans qu'ils aient quoi que ce soit à déboursier. De leur côté, les armateurs se plaignaient de ce que la loi du 21 avril 1898 avait maintenu les rigueurs du droit commun qui, en cas de faute lourde de leur part, permettait aux marins d'invoquer les articles 1382 et suivants du Code civil.

Tous ces inconvénients eurent pour résultat d'amener le vote, le 29 décembre 1905, d'une nouvelle législation dont l'article 5, seul, intéresse notre sujet. Le voici : « Les participants, qui sont atteints de

blessures ou de maladies ayant leur cause directe dans un accident ou un risque de leur profession survenu pendant la durée d'un embarquement sur un navire français ou s'y rattachant étroitement, ont droit soit à une pension viagère d'infirmité, soit à une indemnité journalière fixée conformément au tarif annexé à la présente loi. »

Un autre cas de réparation des maladies professionnelles concerne les sapeurs-pompiers.

La loi de Finances du 13 avril 1898 accorde aux communes des subventions pour le service des sapeurs-pompiers et le règlement d'administration publique du 12 juillet 1899 établit que les sapeurs-pompiers « qui dans un service commandé auront reçu des blessures ou contracté une maladie, entraînant une incapacité absolue et permanente de travail, ont droit à une pension viagère. Quand un sapeur-pompier meurt, soit de blessures reçues, soit de maladie contractée au service commandé, ou quand il meurt après avoir été pensionné, soit pour blessures, soit pour maladies, sa veuve a droit à une pension. »

Enfin, dans le même ordre d'idées, aux termes de la loi du 8 décembre 1905, la notion du risque professionnel a été étendue au profit des veuves de militaires marins ou assimilés dont la mort a été causée soit par des événements de guerre, soit par des maladies contagieuses ou endémiques aux influences

desquelles ils ont été soumis par les obligations de leur service.

Pour être complet, disons que le 23 mars 1907 M. Ghesquière déposa un projet de loi ayant pour objet l'extension et l'adoption des principes essentiels de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail à la réparation pécuniaire des accidents et maladies dont les soldats sont victimes par le fait ou à l'occasion du service militaire.

Telle est actuellement la situation de l'industrie française en ce qui concerne la réparation des maladies professionnelles et qui, réserve faite de l'interprétation jurisprudentielle de quelques faits, ne comporte pas de réparation organisée pour les maladies professionnelles.

CHAPITRE IV

DIVERSES PROPOSITIONS DE LOI TENDANT A ASSIMILER LES MALADIES PROFESSIONNELLES AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Section I

Avant la loi du 9 avril 1898.

Plusieurs fois, au cours de l'élaboration si longue de la loi du 9 avril 1898, la question des maladies professionnelles a été soumise à la Chambre des Députés. Le 28 juin 1888, au cours de la discussion du projet de loi concernant les accidents du travail, M. Raspail déposa un amendement qui se bornait à déclarer la maladie professionnelle assimilée à l'accident. « Il est certain, disait-il, que la maladie est un accident comme l'accident a pour conséquence la maladie. » Cet amendement fut rejeté à la suite de l'intervention de M. Félix Faure, rapporteur de la loi. Sans contester, précisément, le bien-fondé du principe posé par l'amendement, M. Félix Faure fit observer que pour aboutir, il fallait laisser le projet

concernant les accidents, limité à son objet primitif et ne pas l'étendre à une matière assez différente qui n'avait pas fait jusqu'ici l'objet des études du Parlement. Il ajouta, en outre, que la proposition de M. Raspail trouverait mieux sa place dans une loi en préparation sur l'hygiène publique. Celui-ci se rendit à ces observations et retira son amendement.

La question fut reprise, lorsque, en 1893, la loi sur les accidents du travail, après avoir été soumise aux délibérations du Sénat, retourna devant la Chambre. Le député Fairé déposa et soutint dans la séance du 3 juin un amendement conçu sensiblement dans les mêmes termes que celui de M. Raspail. Il demanda qu'on ajoutât à l'article 3 de la loi, qui édicte la réparation des incapacités de travail et des décès causés par des accidents du travail, le paragraphe suivant: « Il en est de même de l'incapacité de travail et du décès causés par des maladies dites professionnelles. » Il ajoutait pour défendre sa proposition: « Je ne vois pas de différence pour mon compte entre les risques qu'un ouvrier peut courir dans un atelier par suite d'une explosion et le risque que font courir à l'ouvrier fabricant d'allumettes les émanations qui au bout de quelques années ou de quelques mois peuvent le rendre victime d'une maladie peut-être mortelle (1). »

1. Séance du 3 juin 1893. *J. off. Chambre*, p. 1589.

« Je crois qu'il y a entre les deux cas une identité absolue, complète. »

En effet, quelles que soient les différences d'espèce qui séparent la maladie professionnelle de l'accident du travail, on n'aperçoit aucune raison de les traiter différemment au point de vue de leurs conséquences et de faire jouer seulement ici et non pas là le principe de la responsabilité patronale. « Vous devez, disait M. Fairé, aux ouvriers qui ont été frappés par une explosion dans une usine, une réparation; vous en devez une de même nature calculée de la même façon à l'ouvrier frappé dans une fabrique d'allumettes par la maladie professionnelle qui l'a rendu impropre au travail. »

La fabrication des allumettes ne présente plus aujourd'hui les mêmes dangers qu'autrefois pour les ouvriers, mais, on pourrait remplacer cet exemple par un autre et l'argumentation n'en resterait pas moins vraie et malgré ces bonnes raisons l'amendement Fairé fut repoussé. Le Dr Armand Desprès, député de la Seine et M. Paul Guieysse, président de la commission, qui combattirent l'amendement n'ont produit contre lui aucun argument sérieux.

« La nécrose et certaines autres maladies professionnelles, dit le Dr Desprès, peuvent être combattues avec assez de succès par certaines précautions hygiéniques prises par les ouvriers et les chefs d'industrie et elles tendent à devenir de plus en plus

rare. » Mais est-ce une raison pour laisser sans secours ceux qui viennent cependant à en être les victimes ? Il est vrai, comme le dit encore le D^r Desprès, qu'il est souvent difficile d'apprécier la cause d'une maladie qui peut résulter beaucoup plus du tempérament de l'ouvrier que de la nature de la profession. Mais, la question n'est pas là. Est-ce que quand une maladie apparaît comme nettement professionnelle, elle devra être ou non, comme l'accident du travail, la source de réparations pécuniaires ? Tel est le seul problème à résoudre. Or, contre l'assimilation de la maladie à l'accident le D^r Desprès n'apporte aucune raison probante.

Les arguments de M. Guieysse sont moins sérieux encore. « Une différence, dit-il, doit être faite entre la maladie professionnelle qui est la conséquence d'une cause à laquelle l'ouvrier est exposé d'une façon continue, qui constitue, pour ainsi dire, un risque certain et l'accident proprement dit, qui résulte d'un événement imprévu auquel on ne peut se soustraire. » Mais, pourquoi cette différence absolue doit-elle être faite ? M. Guieysse ne le dit pas et nous n'en découvrons pas bien la raison. Il nous semble, au contraire, que la continuité, la certitude du risque devrait le rendre plus digne encore de la protection légale. Cependant, M. Guieysse, tout en repoussant l'amendement de M. Fairé reconnaît que le Parlement devait bientôt s'occuper des maladies pro-

fessionnelles, mais ajoutait-il, « je suis persuadé qu'il faut traiter d'un côté les différentes maladies dont le travailleur peut être atteint, les cas pathologiques qui constituent les maladies professionnelles, et, de l'autre les accidents et la vieillesse. Il adjura donc, la Chambre, suivant sa propre expression, de « ne pas charger davantage le projet de loi sur les accidents du travail soumis à ses délibérations ».

Enfin, dans la séance de la Chambre des Députés du 28 octobre 1897, M. Goujon tentait d'introduire dans la loi, toutes les intoxications quel que soit leur caractère ; mais, d'accord avec le ministre du Commerce et M. Léon Bourgeois, il prenait soin d'établir une distinction entre l'intoxication amenant un accident et l'intoxication lente causant une maladie.

Le Parlement se refusait donc à assimiler à l'accident du travail, les maladies d'origine professionnelle qui, d'après les débats parlementaires, étaient intentionnellement exclues du bénéfice de la législation nouvelle.

Dans leur hâte d'en finir avant l'expiration de leur mandat, avec une loi depuis longtemps promise à la classe ouvrière, les Députés se préoccupèrent, avant tout, de circonscrire la sphère d'application de la législation initiale sur le risque professionnel aux accidents du travail afin de faire voter une loi qui rencontrait de vives oppositions.

Obéissant aux considérations politiques du moment,

ils n'hésitèrent pas à faire une œuvre incomplète qui donnait en partie satisfaction aux principaux intéressés.

Section II

Après la loi du 9 avril 1898.

Depuis la loi du 9 avril 1898 la question des maladies professionnelles a été de nouveau soulevée par M. Vaillant et par d'autres députés dans le très remarquable exposé des motifs de leur projet de loi sur l'assurance sociale. Ils faisaient observer qu'en attendant l'application du système complet qu'ils préconisaient et qui devait englober tous les risques sociaux des travailleurs, il y avait lieu d'améliorer la loi du 9 avril 1898 notamment « en comprenant la maladie professionnelle parmi les accidents du travail.

Persistant dans son idée, M. Vaillant, dans la séance du 3 juin 1901, à l'occasion de la discussion sur divers compléments ou modifications de la loi du 9 avril 1898, déposa un amendement ainsi conçu : « Les maladies professionnelles sont comprises dans les accidents du travail et visées comme telles par la présente loi : la tuberculose de l'ouvrier et de l'employé est tenue pour maladie professionnelle. »

L'amendement fut renvoyé à la commission d'as-

surance et de prévoyance sociales à la suite de trois courtes observations de MM. Mirman et Borne. M. Mirman, après avoir reconnu qu'il était indispensable de s'occuper promptement de la question des maladies professionnelles faisait très justement remarquer que : « S'il est possible de rendre tel chef d'entreprise responsable de l'accident arrivé dans son usine ou dans son atelier, il est clair que sa responsabilité ne peut être définie de la même façon quand il s'agit d'une maladie professionnelle contractée par un ouvrier et qui s'est développée dans les différents ateliers similaires où il est passé. » « Il y a une organisation tout à fait différente à instituer en ce qui concerne la maladie professionnelle. Ce n'est point le dernier entrepreneur, le dernier employeur, le dernier patron chez lequel l'invalidité de l'ouvrier résultant de la maladie professionnelle s'est caractérisée, est devenue aiguë, qui doit être rendu seul responsable. Ce ne peut être que l'ensemble de l'industrie dangereuse dont les différents ateliers ou les différentes usines ont occupé l'ouvrier et à travers lesquels s'est développé le germe de sa maladie. Il y a donc là toute une organisation corporative à créer. »

En terminant ses observations M. Mirman disait : « Je demande à M. Vaillant, tout en reconnaissant la haute importance politique et sociale de la proposition qu'il nous soumet, si cette proposition ne trouverait pas mieux sa place dans la loi sur les caisses

de retraites de la vieillesse. » Or, dans tous les projets concernant les retraites, les cotisations de l'ouvrier sont un élément des ressources. Cela est équitable lorsqu'il s'agit de subvenir à la vieillesse; cela le serait encore s'il s'agissait d'une assurance obligatoire pour les maladies provenant de causes quelconque de celles qui atteignent aussi bien le travailleur que le désœuvré. Mais, quand, au contraire, on envisage les maladies particulières provoquées par telle ou telle industrie malsaine, on se trouve en présence d'un élément du risque professionnel au même titre que l'accident du travail; par suite, la charge doit être supportée entièrement par l'industrie et l'ouvrier ne doit contribuer en aucune façon à la constitution des sommes qui seraient allouées à lui ou à ses ayants droit en raison de l'insalubrité de l'industrie qu'il exerce.

M. Jourde déclara accepter le premier paragraphe de l'amendement Vaillant mais non le deuxième concernant la tuberculose. « Demain, disait-il, vous verriez les industriels à la porte de leurs usines exiger de tous ceux qui s'y présentent un certificat médical constatant qu'ils ne sont pas tuberculeux. »

Le D^r Borne répliqua que la tuberculose peut être une maladie professionnelle et il cita les tailleurs de meules comme la contractant très fréquemment par suite de leur travail. Il terminait en demandant qu'une étude sérieuse fût faite en vue de la

réparation des maladies d'origine professionnelle.

Quelques mois plus tard, le 5 décembre 1901, une nouvelle discussion se produisit à la Chambre des Députés, à l'occasion d'un projet de loi présenté par M. J.-L. Breton, député du Cher. Ce projet tendait à assimiler aux accidents du travail les maladies d'origine professionnelle, c'est-à-dire des empoisonnements aigus ou chroniques résultant de la fabrication ou de l'emploi de certaines substances énumérées dans la proposition de loi. Il ne s'agissait donc plus de l'extension de la loi du 9 avril 1898 à toutes les invalidités du travail ; mais, à un certain nombre seulement de maladies professionnelles proprement dites.

C'est à l'occasion du dépôt de cette proposition qui, du reste, bénéficia d'un vote d'urgence, que M. Mirman a fait très heureusement remarquer que le renvoi à la commission parlementaire d'assurance et de prévoyance sociales n'aboutirait pas à une solution parce que cette commission ne disposait pas des indications techniques suffisantes. En particulier, elle se déclarait incompétente pour dresser une liste des maladies professionnelles. Il est nécessaire, dit M. Mirman, que cette liste soit dressée par une commission nommée spécialement à cet effet. « Il ne suffit pas que cette liste soit dressée, il faut encore rechercher quelles sont les professions où les maladies se manifestent et, dans chaque profession, quelle est la pro-

portion qui existe entre le nombre de victimes de chaque maladie et le nombre des ouvriers de la corporation. » Il eut alors l'heureuse idée de déposer une motion, immédiatement adoptée par la Chambre, qui invitait le gouvernement à « constituer une commission extra-parlementaire, composée de membres du Parlement, de savants, de représentants des patrons et des ouvriers, chargée de dresser :

« 1° La liste des maladies professionnelles, c'est-à-dire, de celles dont l'exercice continu de la profession est la cause organique exclusive ou essentielle ;

« 2° La liste des professions correspondantes avec pour chacune d'elle, le coefficient de risque spécial d'invalidité ou de morbidité résultant desdites maladies. »

M. Millerand, alors ministre du Commerce, pensa toutefois que la question à élucider avait deux aspects : l'un médical et l'autre juridique qui devaient être étudiés séparément. Il estima donc qu'il valait mieux au lieu de procéder à la création d'une nouvelle commission extra-parlementaire spéciale, confier l'étude de ces deux aspects à deux commissions déjà existantes et préparées par leurs travaux antérieurs à la tâche nouvelle qui leur serait demandée. D'une part, la Commission d'hygiène industrielle, composée de savants et de techniciens du plus grand mérite, élaborerait les prescriptions qu'il convient d'imposer à certaines industries ou à certains modes de travail, présentant

des causes particulières de danger pour les ouvriers qui y sont employés. Elle est donc toute désignée pour entreprendre l'étude préalable des maladies d'origine professionnelle, étude nécessaire à l'élaboration d'un projet de loi assimilant ces maladies aux accidents du travail.

D'autre part, pour l'élaboration du projet de loi basé sur les conclusions techniques de la Commission d'hygiène industrielle et destiné à être soumis à la Chambre, M. Millerand comptait faire appel au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, dans les attributions duquel rentrent les questions soulevées par l'application de la loi du 9 avril 1898.

Le ministre répondit dans ce sens au président de la Chambre des députés le 29 janvier 1902 et saisit de la question la Commission d'hygiène industrielle l'invitant à mettre à son ordre du jour :

1° L'étude des maladies exclusivement engendrées ou nettement provoquées par un travail professionnel.

2° La composition de la liste des industries susceptibles d'engendrer ou de provoquer ces maladies;

Celle-ci, après de longues discussions générales, partagea l'étude des maladies professionnelles en dix rapports particuliers qu'elle adopta successivement et qui furent résumés dans un rapport général.

Le 3 juillet 1903, M. Breton mettant à profit les travaux de la Commission d'hygiène industrielle,

déposa une deuxième proposition de loi sur le même sujet que sa proposition précédente du 5 décembre 1901 ; mais, beaucoup plus étudiée et plus développée.

Le 17 décembre 1903, le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail fut à son tour chargé d'utiliser les conclusions d'ordre technique présentées par la commission d'hygiène industrielle en vue de l'élaboration d'un projet de loi sur la réparation des maladies professionnelles.

Plustard, dans la séance du 12 mars 1904, M. Georges Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales, présenta à ce Comité consultatif un rapport préparatoire dont les conclusions ont inspiré le législateur dans le projet de loi qui fut, une première fois, déposé sur le bureau de la Chambre le 16 mai 1905 par M. Dubief, ministre du Commerce. Le législature s'acheva sans qu'il fût discuté.

C'est ce même projet qui vient d'être repris avec quelques modifications très légères de détail et déposé à nouveau à la séance du 14 juin 1906 par M. Gaston Doumergue, ministre du Commerce et M. Poincaré, ministre des Finances.

De son côté, M. Breton qui, en juillet 1903, avant même que le Comité consultatif ne fût saisi avait déposé son second projet de loi sur la question, déposa un troisième projet le 13 juillet 1906 qui n'est autre que celui de 1903, comprenant plus de déve-

loppements et plusieurs modifications qui lui ont été suggérées par le projet gouvernemental et le projet anglais.

Disons enfin, que le 22 mars 1907 M. Breton a déposé son quatrième projet de loi d'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail.

CHAPITRE V

LA QUESTION DES MALADIES PROFESSIONNELLES

A L'ÉTRANGER

On le voit, la question n'a pas encore été résolue en France. A l'étranger elle ne l'est pas davantage, sauf cependant en Angleterre et principalement en Suisse.

Section I

En Allemagne.

L'Allemagne est la première nation qui se soit occupée de la législation ouvrière. Désireux de favoriser les travailleurs, le prince de Bismarck fit voter le 15 juin 1883 la première grande loi d'assurance ouvrière sur la maladie qu'est venue compléter ensuite celle du 10 avril 1892.

Mais, la réparation des maladies professionnelles échappe à la législation sur les accidents, c'est-à-dire

qu'il existe comme en France une distinction fondamentale entre l'accident du travail et la maladie professionnelle. De sorte que l'obligation d'indemniser qui incombe aux syndicats professionnels ne s'applique qu'aux accidents survenus à l'occasion de l'exploitation ; et, sous ce terme d'accident, la jurisprudence ne comprend que les événements de production soudains se réalisant isolément, déterminés dans le temps, s'accomplissant dans une durée relativement courte et liés au fait du travail.

Cependant, si la législation exige la condition de soudaineté pour que l'événement morbide soit indemnisé, il est à remarquer que l'Office impérial des assurances interprète cette idée de soudaineté d'une façon très large. Dans nombre de décisions de l'Office impérial des assurances on rencontre une conception conduisant à admettre que l'événement déterminé dans le temps qui a constitué l'état morbide de l'individu a été considéré comme tombant sous la définition légale alors même qu'il y a eu une durée appréciable fort éloignée de l'instantanéité. Ainsi, on a admis comme rentrant dans la notion d'accident du travail un événement résultant d'une série d'actions nocives semblables ou dissemblables en dépendance réciproque s'étant prolongées pendant une période de travail de plusieurs jours. Telles : « l'intoxication par le plomb survenue dans l'intervalle d'une quinzaine de jours ; l'intoxication par le

sulfure de carbone survenue dans un intervalle de quatre jours (1). »

Cette interprétation de l'Office impérial apporte donc en quelque sorte une légère atténuation à la lacune de la législation allemande qui n'assimile pas les maladies professionnelles aux accidents du travail. Il n'en reste pas moins vrai qu'aucune indemnité n'est remise à titre de réparation du dommage causé aux travailleurs, qui, exposés à des intervalles plus ou moins rapprochés, d'une manière répétée à une influence toxique, qui, sans être victimes d'un accident aigu dans le sens légal adopté et sans avoir fait de déclaration immédiate d'accident, sont atteints au bout d'un temps plus ou moins long non seulement d'une maladie temporaire par empoisonnement ; mais encore d'une véritable infirmité. Pour cette catégorie de travailleurs, la loi allemande est sans effet, s'ils sont atteints d'une maladie professionnelle. Ils peuvent avoir recours soit à l'assurance générale contre toutes les maladies, soit à l'action en réparation civile contre le chef d'entreprise au service duquel ils ont contracté leur infirmité.

Les caisses d'assurances contre les maladies payent, en effet, des indemnités dans les cas de maladies professionnelles comme dans le cas de maladies ordinaires ; mais ces caisses, qui subissent, du

1. *Bulletin général de thérapeutique*, année 1902, t. CXLIII

fait de cette assimilation des maladies professionnelles aux maladies ordinaires, des charges fort lourdes qui ne devraient être supportées que par l'industrie responsable, accordent seulement des secours aux ouvriers malades pendant un temps limité et fixé ordinairement à treize semaines sans qu'ils ne puissent en aucun cas dépasser une année.

Puis, l'indemnité allouée n'est pas en rapport avec le dommage que subit l'ouvrier victime de sa profession. Celui-ci, du reste, supporte le poids de l'assurance en versant les deux tiers de la prime prélevée sur son salaire, tandis que le patron paye l'autre tiers.

Quant à l'action en réparation civile contre le chef d'entreprise, elle est ouverte dans les conditions déterminées par l'article 618 du Code civil allemand ainsi conçu :

« Le chef d'entreprise doit installer et entretenir les locaux, dispositifs ou appareils nécessaires à l'exploitation et régler l'exécution des travaux accomplis sur ses instructions et sous sa direction de façon que la vie et la santé de l'employé soient protégées dans la mesure compatible avec la nature du travail. »

Pour que l'indemnité soit acquise à l'ouvrier celui-ci doit donc rapporter la preuve que le dommage corporel éprouvé par lui résulte d'une omission

délictueuse des mesures de protection. Ces moyens sont insuffisants, car il est hors de doute que dans bien des entreprises les mesures sont prises et que, cependant, les ouvriers peuvent être atteints parce qu'en l'état actuel de la technique, le caractère particulier de beaucoup de substances toxiques ne permet pas de soustraire les ouvriers à l'influence de ces substances.

En pareil cas, la preuve à administrer par l'ouvrier rend illusoire le bienfait des dispositions du Code civil. Le texte même de la loi apporte aussi une grave limitation à la possibilité qu'aurait l'ouvrier d'obtenir quoi que ce soit par ce moyen.

La condition formulée en ces termes : « dans la mesure compatible avec la nature du travail » interdit, de prime abord, et presque à coup sûr, à des catégories entières de travailleurs l'espérance de se faire allouer une compensation pour le dommage résultant de leur profession malsaine. Cette clause place les ouvriers dans une sphère où il ne leur est possible ni de se réclamer de la loi d'assurance contre les accidents ni de profiter des avantages de l'article 618. Il ne leur reste au mieux des choses que la vague perspective des faibles secours de l'assurance-maladie d'abord, et, ensuite, d'une misérable rente de l'assurance-invalidité.

Ainsi, la non-assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail est en Allemagne,

comme d'ailleurs en France, la cause de situations pénibles pour les travailleurs subissant les conséquences fatales de leur profession. Et, il faut le dire, malgré l'institution de l'assurance-maladie en général, la question des maladies professionnelles n'en continue pas moins à préoccuper l'opinion. Déjà, en 1902, le professeur L. Lewin de Berlin, à propos des poisons industriels, demandait « qu'à l'importance spéciale, que présentent ces différents produits de l'industrie, corresponde soit la faculté d'appliquer plus largement les lois existantes, soit des dispositions nouvelles et spéciales. »

Quoi qu'il en soit, on est obligé de convenir que grâce aux assurances — maladie, accident, invalidité — la situation du travailleur est relativement meilleure en Allemagne qu'en France où, l'ouvrier, frappé de maladie, n'est pas secouru et n'a d'autres ressources que de s'adresser à l'Assistance publique pour ne pas mourir de faim. Mais, il n'en est pas moins vrai qu'en ce qui concerne les maladies professionnelles le système allemand est très inférieur à l'assimilation aux accidents du travail qui, en vertu du principe du risque professionnel, met entièrement à la charge des patrons la réparation des infirmités temporaires ou permanentes causées par l'exercice du travail industriel.

Section II

En Belgique (1).

Les maladies professionnelles ne font pas non plus, en Belgique, l'objet d'une législation spéciale. Au cours de la discussion de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail, de nombreux amendements ont été proposés qui tendaient à assimiler les maladies professionnelles aux accidents du travail. Tous ont été vivement combattus et rejetés. La législation belge se trouve donc exactement dans la même situation que la législation française au point de vue de la réparation des maladies professionnelles.

Section III

En Italie.

La législation italienne du 17 mars 1898 ne parle pas non plus des maladies professionnelles. Nous tenons cependant à signaler une communication de la plus haute importance qui fut faite au Congrès international des accidents du travail et des assu-

1. *Revue du travail* de 1904.

rances sociales (1) par M. le commandeur Magaldi (2) sur l'application de cette loi italienne de 1898 sur les accidents du travail. Il parle tout d'abord de la définition juridique de l'accident d'après un arrêt du tribunal civil de Naples (10 avril 1901). Cet arrêt dispose que l'assurance doit être faite pour tous les cas de mort ou de lésions corporelles provenant d'accidents qui ont une cause violente et qui sont produits à l'occasion du travail à condition que les conséquences de cet accident aient eu une durée de plus de cinq jours. Cet arrêt a, ainsi, admis que l'infection charbonneuse contractée par un ouvrier occupé dans une tannerie constitue un accident du travail. De sorte que, dit en substance M. Magaldi, si la jurisprudence venait de s'établir dans ce sens, la loi s'appliquerait également à des maladies professionnelles, qui, par la production de leur manifestation et par la production de leurs effets désastreux, peuvent bien être assimilées aux causes violentes que la loi vise comme l'élément essentiel et nécessaire de l'accident.

L'Italie paraît donc s'engager, timidement sans doute, dans la voie de l'assimilation de l'accident du travail et de la maladie professionnelle. Or, cet essai

1. 6^e session. Dusseldorf, 17 au 24 juin 1902.

2. Directeur de la division du crédit et de la prévoyance au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce d'Italie.

nous semble d'autant plus heureux qu'il a une portée moins générale que l'assimilation que nous verrons dans un instant dans le système suisse et, par là, il paraît avoir une signification plus précise.

On doit, toutefois, faire une réserve importante, car, l'interprétation donnée par les juges napolitains à la loi du 17 mars 1898, bien qu'inspirée par un sentiment humanitaire très élevé sera forcément restreinte à une catégorie seulement d'affections graves. Les autres maladies ne profiteraient pas des bienfaits de cette interprétation.

Quoi qu'il en soit, il est à souhaiter que la jurisprudence italienne consacre définitivement les termes de l'arrêt du 10 avril 1901, car, ce dernier constitue un réel progrès en même temps qu'il apporte une amélioration sensible à la situation des ouvriers d'un grand nombre d'industries. M. Magaldi parle ensuite de la noble initiative du ministre du Commerce, l'illustre professeur Guido Baccelli qui se propose d'étudier les maladies des classes ouvrières et d'en préparer les remèdes.

Après avoir reconnu que les salariés occupés dans des ateliers industriels et qui manipulent certaines substances dangereuses sont exposés à contracter des maladies spéciales appelées maladies professionnelles, il annonce que le ministre Bacelli a nommé, sous sa présidence, une commission composée de médecins et d'hygiénistes éminents dans le but de

rechercher et d'étudier les causes intrinsèques des maladies que les ouvriers peuvent contracter par la nature du travail qu'ils accomplissent dans les ateliers industriels et de proposer les mesures les plus efficaces pour éviter ces maladies.

La Commission, à la suite du décret royal du 19 décembre 1901 l'instituant, a commencé ses travaux en étudiant quelques maladies professionnelles qui dérivent d'infections et d'intoxications de caractère presque violent et qui sont dues directement et exclusivement au germe de travail industriel. Cette Commission a déjà consigné les premiers résultats de ses travaux dans un rapport préparatoire des plus intéressants. M. Georges Paulet en donne une analyse succincte (1). Après avoir reconnu qu'il peut être difficile dans beaucoup de cas de démontrer qu'une maladie « a été contractée en travaillant » la Commission constate qu'il existe néanmoins des industries dans lesquelles « la relation entre les substances employées ou les modes d'emploi et les maladies de l'ouvrier n'est pas moins nette et claire que celle existant entre le fonctionnement d'un moteur et une blessure produite par ce dernier ». Elle fait, d'autre part, valoir avec une force singulière que les maladies infectieuses et les empoisonnements méritent plus encore que les accidents la qualification de ris-

1. Rapport préparatoire, au Comité d'assurance contre les accidents du travail, sur les maladies professionnelles.

ques professionnels : « 1° parce que ces affections sont très souvent inévitables, indépendamment de la prudence et de l'attention vigilante de l'ouvrier.

2° Parce que leur gravité peut être atténuée par les soins de l'industriel qui modifiera la méthode de travail ou prendra d'autres mesures de précaution appropriées bien plus facilement que pour des accidents se manifestant par des blessures. » — Elle conclut donc que l'exclusion des maladies professionnelles au régime, établi pour les accidents par la loi du 17 mars 1898, constitue une grave lacune qu'il importe de combler d'urgence et propose de considérer dès maintenant comme accident du travail :

1° Les infections du charbon et de la morve ;

2° Les intoxications par le phosphore, le plomb, le mercure, l'arsenic, le sulfate de carbone, la benzine, la nitrobenzine et les gaz toxiques et irrespirables. »

Par suite de considérations d'ordre parlementaire on ne jugea pas opportun d'introduire dans la proposition italienne sur les accidents du travail les dispositions suggérées par la Commission et relatives aux maladies professionnelles mentionnées. Toutefois, le ministre Bacelli accepta un ordre du jour de la Chambre, par lequel on l'invitait à présenter un projet de loi pour l'assurance des ouvriers contre les maladies. Il faut noter enfin que la Commission royale, dans la seconde période de ses travaux, a décidé d'instituer une statistique de la fréquence des

maladies parmi les ouvriers et de recueillir les éléments susceptibles de déterminer la nature et l'intensité des maladies professionnelles auxquelles les ouvriers des ateliers sont exposés ainsi que ceux qui sont employés à certains travaux agricoles.

Comme on le voit, il s'agit ici d'une vaste recherche qui fournira au législateur et à l'hygiéniste les données indispensables pour préparer les mesures préventives exigées par les progrès de la science moderne.

Section IV

En Angleterre.

La législation industrielle anglaise s'est beaucoup préoccupée, dans ces quinze dernières années, de la protection des travailleurs et, au sujet des maladies professionnelles, elle contient, depuis 1895, des dispositions qui concernent non leur assimilation aux accidents du travail, mais leur déclaration au service de l'inspection des fabriques et ateliers.

D'après l'article 73 du Factory act de 1901 :

« 1^o Tout médecin qui soigne ou qui est appelé auprès d'un malade atteint de charbon ou d'intoxication par le plomb, le phosphore, l'arsenic, le mercure, est tenu d'en faire une déclaration à l'inspecteur en chef des fabriques. »

« La déclaration n'est obligatoire que lorsque le médecin présume que la maladie a été contractée dans une fabrique ou un atelier. Elle doit contenir outre l'indication de la maladie le nom et l'adresse exacte du malade. La rémunération des médecins, pour chaque déclaration, est de 2 schillings 6 pence. Une amende de 4 schillings pour le cas de négligence du médecin est prévue. »

« 2° Tout patron est tenu, lorsqu'un cas des maladies indiquées ci-dessus survient dans sa fabrique ou son atelier, d'envoyer une déclaration écrite au médecin certificateur et à l'inspecteur des fabriques du district. »

« Au reçu de cette déclaration, le médecin certificateur doit, comme après une déclaration d'accident, visiter l'endroit où le cas s'est déclaré ; voir le malade et adresser à l'inspecteur un rapport sur la nature et la cause de la maladie. »

« 3° Une ordonnance spéciale du secrétaire d'État peut étendre les dispositions précédentes à toute autre maladie survenant dans les fabriques et ateliers. »

« Toutes les déclarations vérifiées et contrôlées par les enquêtes des médecins certificateurs et des inspecteurs sont centralisées au Home Office entre les mains du médecin inspecteur. »

« En outre, par suite d'une entente avec le Registrar général les officiers de l'état civil, chargés d'enregistrer les décès, doivent fournir à l'inspecteur en

chef des fabriques le double des certificats de décès attribués directement ou indirectement aux maladies soumises à la déclaration. »

Tous ces éléments d'information forme la base du rapport annuel du médecin inspecteur. Ils sont, en outre, le point de départ d'enquêtes spéciales plus approfondies.

Ce système de déclaration pouvait avoir quelques avantages au point de vue des mesures protectrices de la santé des travailleurs. Il pouvait être le moyen le plus sûr de juger de l'efficacité des moyens mis en œuvre pour cette protection. Mais, il ne donnait pas de solution à la question de l'assimilation. Ce fut seulement en 1906 que la question fut résolue. Le 27 février, Sir H. Samuel déposait un bill en vue de modifier la loi sur les accidents du travail où il était parlé de l'extension de la loi sur les accidents aux maladies professionnelles. Un mois plus tard, le Gouvernement présenta à la Chambre des communes un nouveau bill à peu près dans le même sens que celui de Sir H. Samuel en vue de modifier la législation sur les accidents du travail de 1897 et d'étendre le bénéfice de la réparation aux maladies professionnelles suivantes : anthrax, empoisonnement par le plomb, le mercure, le phosphore, l'arsenic et l'ankylostomiasie.

D'après ce projet, si l'ouvrier se trouve hors d'état de gagner son plein salaire ou une même partie de

son salaire par suite d'une de ces maladies et si la maladie résulte du travail auquel il a été occupé pendant les douze mois précédents, la réparation sera due par l'employeur au service duquel il s'est trouvé en dernier lieu. Si l'employeur établit que l'ouvrier a contracté la maladie pendant qu'il travaillait pour un autre patron, il y aura responsabilité partagée. Le Gouvernement se réservait le droit d'étendre cette dernière à d'autres maladies par voie d'ordonnance.

Or, la Chambre des Communes, dans les séances des 5, 11 et 25 avril, adopta après une longue discussion et, seulement en troisième lecture, le bill présenté par le Gouvernement en vue d'étendre la législation sur les accidents du travail. Cette nouvelle législation est en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1907 et le Gouvernement s'est déjà servi du droit qu'il se réservait d'étendre la loi à la septicémie charbonneuse.

C'est là un premier pas vers l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail qui, il faut l'espérer, sera suivi de beaucoup d'autres.

Section V

En Suisse.

De tous les pays, la Suisse mérite une mention spéciale; car, elle a été la première et la seule pendant longtemps à s'être occupée de la maladie pro-

fessionnelle et que, de plus, elle a été sur le point de l'assimiler complètement à l'accident du travail par le projet de loi du 5 octobre 1899.

Il est intéressant d'étudier la lente évolution suivie par la législation suisse qui part de la responsabilité civile pour aboutir à une tentative malheureuse d'assurance obligatoire.

Sous le régime de la responsabilité civile, l'ouvrier devait prouver pour être indemnisé que le dommage était imputable à une faute du patron.

Ce système était très critiquable et créait un antagonisme violent entre le capital et le travail.

Les lois de 1875 sur les chemins de fer et de 1877 sur les fabriques sont venues apporter la première dérogation au système pratiqué jusqu'alors. Le patron est déclaré responsable du dommage dont sont victimes les ouvriers pendant leur travail et à l'occasion de ce travail, sauf le cas de faute volontaire ou grossière des ouvriers. Ainsi se trouvait posé le principe du risque professionnel.

La loi fédérale du 23 mars 1877, concernant le travail dans les fabriques, étendit l'application des nouveaux principes à certaines maladies professionnelles. Après avoir formulé la responsabilité du propriétaire de la fabrique en cas d'accident du travail entraînant des lésions corporelles ou la mort d'un ouvrier, l'article 5 de cette loi indique dans son paragraphe *d* que « le conseil fédéral désignera en outre

celle des industries dont l'exercice suffit à engendrer certaines maladies graves auxquelles s'étendra la responsabilité prévue pour les accidents ». Cette loi du 23 mars 1877 fut modifiée par la loi du 25 juin 1881. Or, l'article 3 de cette dernière loi précise à nouveau que : « Dans les industries que le conseil fédéral désigne comme engendrant des maladies graves, le fabricant est responsable du dommage causé à un employé ou à un ouvrier par une de ces maladies lorsqu'il est constaté qu'elle a exclusivement pour cause l'exploitation de la fabrique. »

L'article 9 de cette même loi en conférant au patron la faculté de se libérer par voie d'assurances de la responsabilité qu'il encourait vis-à-vis de ses ouvriers faisait, pour la première fois, une assimilation entre la maladie et l'accident du travail.

Le conseil fédéral usa longuement de la compétence que lui donnait l'article 3 de la loi de 1881 : en 1882, pour la fabrication des allumettes phosphoriques qui engendre la nécrose ; en 1884, pour les établissements industriels où fonctionnent des métiers Jacquard munis de poids en plomb.

Enfin, en exécution de l'article 4 de la loi du 23 mars 1877 sur le travail dans les fabriques, l'arrêté fédéral du 19 décembre 1887 désigna, comme engendrant certainement et exclusivement des maladies déterminées, les industries dans lesquelles on emploie ou produit les substances suivantes :

1° LE PLOMB, ses combinaisons (*litharge, céruse, minium*)(*sucré de saturne, etc.*) et alliages (*métal d'imprimerie*);

2° LE MERCURE, ses combinaisons (*sublimé, etc.*);

3° L'ARSENIC, ses combinaisons (*acide arsénique, acide arsénieux, etc.*);

4° LE PHOSPHORE (*variété jaune*). Oxychlorure de phosphore, chlorure de phosphore et hydrogène phosphoré ;

5° GAZ IRRESPIRABLES (*acide sulfureux, acide hypoazoteux, acide azoteux et vapeurs d'acide azotique, acide chlorhydrique. Chlore, brome, iode, acide fluorhydrique, acroléine*);

6° GAZ VÉNÉNEUX (*hydrogène sulfuré, sulfure de carbone, oxyde de carbone, acide carbonique*) ;

7° CYANOGENÈNE et ses combinaisons ;

8° BENZINE ;

9° ANILINE ;

10° NITROGLYCÉRINE ;

11° VIRUS de la variole, du charbon, de la morve.

Cette liste d'ailleurs incomplète est révisable et, de fait, la « révision des substances toxiques figure d'une façon permanente à l'ordre du jour de toutes les conférences des inspecteurs ne fût-ce que, *pro memoria*, car cette liste peut devenir incomplète d'un jour à l'autre » (1).

1. Extrait d'une lettre adressée par M. Bauer, directeur de l'*Office international du travail*, à M. R. Jay.

Il est bon de remarquer toutefois que la situation de l'ouvrier atteint d'une maladie professionnelle n'est pas si favorisée qu'on pourrait le supposer.

Si, en effet, la loi suisse impose au patron : 1° le traitement gratuit de la maladie de l'ouvrier ; 2° le paiement de la journée du travail pendant toute la durée de la maladie, il résulte, d'autre part, des termes mêmes de la loi du 19 décembre 1887, qu'il est nécessaire pour que l'ouvrier puisse valablement recourir contre son patron :

1° Qu'il ait contracté une maladie « grave et nettement déterminée » ;

2° Que cette maladie ait été provoquée d'une manière certaine et absolue par l'emploi ou la présence des substances énumérées plus haut. Ne seront donc réparées que les maladies causées par un travail dangereux. Il faudra que le médecin puisse dire : cette maladie est causée par l'exercice de telle profession et n'a pas d'autre cause. Si l'ouvrier avait travaillé ailleurs il n'eût pas été malade et il devait fatalement être malade s'il travaillait là.

Ce sont là deux circonstances de fait qui mettent, le plus souvent, obstacle aux récriminations des intéressés et qui laissent ces derniers complètement désarmés. « Plutôt que d'intenter, écrit M. Bauer, un procès dont l'issue serait douteuse et qui pourrait lui coûter sa place, l'ouvrier préfère s'arranger avec le patron qui porte alors ce fait à la connais-

sance des autorités cantonales ou de l'inspecteur du travail. Les intéressés trouvant que la loi n'a pas été appliquée demandent quelquefois aux autorités judiciaires d'intervenir d'office et gratuitement, mais, parfois l'autorité judiciaire refuse d'accorder la gratuité (1). »

« C'est en somme un état de choses très peu satisfaisant et qui ne pourra guère s'améliorer tant que l'*onus probandi* incombera à l'ouvrier. »

Enfin par le projet de loi du 5 octobre 1899, la Suisse envisageait comme nécessaire « la fusion complète de l'assurance-maladie et de l'assurance-accident, comme répondant à une seule et même notion qui est la réparation de tous les dommages causés à la personne à la situation économique, soit du malade ou du blessé, soit de ses ayants droit par l'accident ou la maladie (2). »

Cette introduction simultanée de la double assurance — maladie et accident — dans ce projet de loi, adopté par les chambres à l'unanimité moins une voix, et que le plébiscite du 20 mai 1900 repoussa à une forte majorité, nous intéresse en ce sens que, dans l'esprit du législateur, il posait nettement le principe que ces deux risques ont entre eux une corrélation si intime qu'il est permis de les confondre dans leurs effets et

1. Extrait d'une lettre adressée à M. Jay.

2. STUSSY. *Der Bund und das Versicherungswesen*.

que devant l'impossibilité d'établir une démarcation quelconque entre les causes de la maladie et celles de l'accident, il confirmait au point de vue pratique et juridique l'assimilation de ces deux risques.

Disons, enfin, que, depuis le rejet du projet de 1899, un nouvel arrêté du conseil fédéral du 18 janvier 1901 a refondu et complété la liste arrêtée en décembre 1887. Cette liste comprend désormais 34 numéros au lieu de 11.

Telle est, à l'heure actuelle, l'état de la législation étrangère sur cette importante question de l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents de travail.

Nous verrons qu'en France le législateur s'est inspiré à différentes reprises des améliorations qui ont été apportées à l'étranger à la protection légale de l'ouvrier par l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail.

CHAPITRE VI

LA QUESTION DES MALADIES PROFESSIONNELLES EN FRANCE

Section I

Première proposition Breton.

Nous avons déjà dit qu'au cours de la discussion de la loi sur les accidents du travail qui fut votée le 9 avril 1898, plusieurs propositions avaient été faites en vue de l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail. Nous avons vu également que M. Vaillant, en juin 1901, avait déposé sur le bureau de la Chambre un amendement formel touchant cette même question. Mais, il ne s'agissait dans ces différentes propositions que d'une extension pure et simple de la loi du 9 avril 1898 à toutes les invalidités du travail. Aucun texte de loi spéciale n'était déposé. Ce fut seulement en décembre 1901 que M. Breton eut l'idée de résumer en quelques articles un projet de loi sur l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail.

Voici ce projet : il se compose de trois articles seulement. Le premier pose le principe : « Les maladies professionnelles seront assimilées aux accidents de travail visés par la loi du 9 avril 1898. » L'article deuxième décide que : « Seront considérées comme maladies professionnelles aiguës ou chroniques résultant de la fabrication ou de l'emploi des substances suivantes :

- 1° Le PLOMB et ses composés ;
- 2° Le MERCURE et ses composés ;
- 3° L'ARSENIC et ses composés ;
- 4° Le CYANOGENE et ses composés ;
- 5° Le PHOSPHORE ;
- 6° Le SULFURE DE CARBONE ;
- 7° LA NICOTINE ;

8° LES HYDROCARBURES (*benzine, nitrobenzine, aniline, pétrole, goudron, essence de térébenthine, vaniline, essences odorantes, acide picrique, esprit de bois*) ;

9° GAZ IRRESPIRABLES et vénéneux (*acide sulfureux, acide hypoazoteux, vapeurs d'acide azotique, acide chlorhydrique, chlore, brome, iode, acide fluorhydrique, acide carbonique, hydrogène sulfuré, oxyde de carbone*) ;

10° VIRUS de la variole, du charbon et de la morve ;

11° POUSSIÈRES diverses. »

Enfin, l'article 3 prévoyait que des décrets, rendus après avis du Comité consultatif des arts et manu-

factures et du Comité d'hygiène publique, pourraient au fur et à mesure des faits constatés étendre la liste de ces substances toxiques, dont l'usage provoque des maladies professionnelles.

Il n'est pas douteux que M. Breton se soit inspiré de la loi fédérale suisse du 19 décembre 1887, car, si l'article 1^{er} du projet de loi de M. Breton déclare d'une manière générale que les maladies professionnelles sont assimilées aux accidents du travail visés par la loi du 9 avril 1898, il ne résulte pas moins de l'article 2 un système de détermination limitée des maladies professionnelles semblable au système suisse avec cette différence toutefois qu'il n'exige pas une preuve aussi absolue de l'origine de la maladie. L'article 3 prévoit, en outre, comme le veut le législateur suisse, la possibilité d'augmenter la liste des maladies dites professionnelles.

Il ne s'agit donc pas, dans ce projet de loi, d'une assimilation pure et simple mais d'une sorte d'adaptation ingénieuse des principes de la loi de 1898 aux maladies professionnelles et l'on voit de suite quel est le défaut de ce système de demi-assimilation. Il y aura des maladies professionnelles qui ne seront pas réparées parce que les substances toxiques qui les provoquent ne figurent pas dans l'énumération de la loi. C'est là un reproche et ce reproche, on peut l'adresser également au système suisse.

De plus, M. Breton se contente d'assimiler les

maladies professionnelles aux accidents du travail sans donner aucune indication sur la manière dont cette assimilation doit se faire. La question, certes, est embarrassante et pleine de difficultés. M. Breton s'en rendit bien compte, mais, comme il le dit lui-même, plus tard, cette proposition était plutôt destinée à « amorcer qu'à résoudre cette grave question ».

La question était bien amorcée.

En effet, la proposition de M. Breton bénéficia d'un vote d'urgence et, pour la rendre applicable, la Chambre, sur une motion de M. Mirman, vota l'institution d'une commission extra-parlementaire chargée précisément de résoudre la difficulté de la détermination scientifique des maladies professionnelles.

Ce fut la Commission d'hygiène industrielle qui fut chargée de cette étude.

Section II

Les questions à résoudre.

On ne se figure pas, au premier abord, ce qu'une question de ce genre comporte de difficultés de toutes sortes. « Il semble bien, dit M. Jay (1), quand on veut assimiler les maladies professionnelles aux accidents du travail qu'il n'y a rien de plus simple, mais

1. M. JAY à son cours 1904-1905.

dès qu'on y réfléchit un peu, dès que l'on cherche à se faire une idée exacte de ce qu'est une maladie professionnelle et de ce qu'exigerait l'application de la loi de 1898 à ces maladies, les difficultés apparaissent nombreuses et sérieuses. Il suffit pour se rendre compte de ces difficultés de faire remarquer quelles sont les questions que le juge aurait à trancher le lendemain du jour où l'on aurait étendu purement et simplement aux maladies professionnelles la loi de 1898. »

La première question qu'il lui faudrait nécessairement résoudre est celle de savoir si la manifestation morbide constatée chez l'ouvrier a bien pour origine une maladie professionnelle, car, il est de toute justice, que le patron ne soit responsable que des maladies ayant leur cause manifeste dans les conditions du travail. Il est nécessaire aussi qu'une fois que la maladie est reconnue être le résultat immédiat de l'exercice de la profession, il n'y ait aucun doute sur le lien de cause à effet qui peut exister entre l'occupation journalière de la victime et le mal dont il souffre.

Or, dans l'état actuel de la science ce lien de cause à effet est difficile à établir : « Il n'est pour ainsi dire pas de maladies professionnelles, écrit le Dr Fauquet (1), qui s'observent exclusivement chez les

1. *Revue socialiste*, 1904.

ouvriers d'une profession déterminée et qui ne puissent s'observer, quoique plus rarement, chez d'autres personnes exerçant d'autres professions ou n'en exerçant aucune. Par suite, dans chaque cas, le lien de cause à effet entre la maladie et l'occupation du malade pourrait être discuté. »

Telle est une première difficulté qui a une très grande importance puisqu'il s'agit de poser un critérium sur l'affection que l'on sera en droit ou non de regarder comme une maladie se rattachant à la profession.

Voici une autre difficulté à résoudre :

La responsabilité telle qu'elle résulte de la loi du 9 avril 1898 est une responsabilité individuelle. Elle pèse sur un patron déterminé. Il est donc de toute nécessité de savoir quel est le patron responsable. Voilà la seconde question que le juge aurait à trancher si l'on étendait purement et simplement les dispositions de la loi de 1898 aux maladies professionnelles.

Or, cette seconde question est au moins aussi embarrassante à résoudre que la première : l'ouvrier malade a pu travailler et, souvent, il aura travaillé dans plusieurs établissements. Comment déterminer, puisqu'il s'agit de maladie lente dont le point de départ reste inconnu, dans lequel de ces ateliers il a contracté le germe de la maladie dont il demande réparation ?

Comment déterminer quel est le patron vraiment responsable? Cette difficulté dans les conditions actuelles du travail est assurément très grande ; cependant, elle ne se pose pas avec le même degré de difficulté, quand il s'agit d'un accident du travail, celui-ci ne pouvant résulter par définition que d'une cause brutale et soudaine.

En quittant l'usine, l'ouvrier se met à l'abri de l'accident de sorte qu'il est naturel que le patron soit dégagé de toute responsabilité par suite du départ de son ouvrier. Mais, quand il s'agit de maladies professionnelles, la question est bien différente. Ce qui se produit, le plus fréquemment, c'est l'empoisonnement lent de tout l'organisme ou la lésion d'une organe par le produit industriel toxique.

L'affection suit alors une progression continue pour aboutir à l'incapacité de travail, à l'invalidité ou à la mort.

D'autres fois comme, par exemple, lorsqu'il s'agit de coliques de plomb ou de dermatoses, l'ouvrier, après une première atteinte, guérit, mais reste prédisposé et la continuation de la profession amène des rechutes fatales de plus en plus graves.

Il quitte alors son métier et c'est, beaucoup plus tard, que les lésions qu'il y avait contractées se développent, entraînant de graves conséquences qu'il ne songe pas à rattacher à leur cause première et qui cependant sont de véritables maladies professionnelles.

S'agit-il de l'intoxication par le plomb ? « Il y a ceci de particulier pour le plomb, dit M. Brouardel (1), qu'il se fixe dans les organes à l'état d'albuminate de plomb. Une fois sous cette forme, il séjourne dans les organes pendant un temps indéfini. Alors que des individus ont cessé de pouvoir être intoxiqués par des préparations à base de plomb, et cela pendant plusieurs années, cependant sous une influence que nous ne pouvons pas déterminer, il peut se faire que cet albuminate reste en embuscade dans leur économie redevenu nocif et donne naissance à des accidents même aigus. »

« A partir du moment où un individu est intoxiqué par le plomb toute son économie foie, reins, moelle, cœur, artères, tout est pris. »

« Il y a donc toute une série d'intoxications qui portent sur l'individu et sur sa descendance et qui témoignent bien qu'un trouble profond est causé par le plomb dans la physiologie de cet individu. »

Des observations du même genre peuvent être faites pour les intoxications ayant une autre cause que le plomb. « Les accidents mercuriels et, surtout le tremblement, peuvent persister longtemps après la cessation du travail de sorte qu'il peut être difficile de rattacher les accidents à leur vraie cause. La difficulté est encore plus grande dans ces faits curieux

1. Déposition du 17 janvier 1906. Rapport de M. TREILLE.

où les premières manifestations se déclarent chez l'ouvrier plus ou moins longtemps après qu'il a quitté sa profession (1). »

« L'albuminurie par néphrite chronique peut apparaître chez des sujets longuement intoxiqués alors qu'ils ont depuis assez longtemps renoncé au métier qui les a rendus malades (2). »

« Les Pneumokonioses et, surtout les tuberculoses conséquentes, peuvent se déclarer très longtemps après la cessation du travail dangereux (3). »

Donc des maladies professionnelles peuvent évoluer lentement, avoir des conséquences lointaines, causer des accidents qui trompent le médecin le plus exercé par leur ressemblance avec les maladies que l'on rencontre souvent en dehors même de la profession incriminée. Mais, dans presque la totalité des cas, précisément pendant la durée d'évolution de la maladie, l'ouvrier aura été dans plusieurs établissements industriels. Or, en équité élémentaire, ce n'est pas le patron de l'établissement où il se trouve lorsqu'il sera frappé de mort ou que l'invalidité définitive l'atteindra qui doit en supporter les conséquences pécuniaires. C'est la série des patrons successifs auxquels il aura donné, non pas seulement, comme les travailleurs d'une industrie saine, son

1. Rapport du Dr JOSIAS.

2. Rapport du Dr BOURGES.

3. Rapport de M. LECLERC DE PULIGNY.

temps et ses forces ; mais, encore, sa santé et sa vie.

Telles sont les difficultés qui se présentent quand il s'agit de connaître les origines de la maladie et lorsqu'il s'agit d'établir la responsabilité patronale.

Section III

La commission d'hygiène industrielle, et les poisons industriels.

I

C'est donc avec l'idée de rendre applicable la proposition de loi de M. Breton que la commission d'hygiène se mit au travail. Elle confia à sept de ses membres la rédaction de dix rapports techniques successivement adoptés au cours de douze séances de discussion. Ces rapports ont trait aux maladies causées par les principaux poisons industriels : le plomb, le mercure, l'arsenic et leurs composés, le sulfure de carbone, la benzine, la nitrobenzine, l'aniline et les essences diverses, l'hydrogène sulfuré, les vapeurs et les gaz vénéneux ou caustiques, les virus de la variole, du charbon, les poussières à pneumonie et les dermatoses d'origine professionnelle. Ils ont été condensés par M. Leclerc de Puligny dans un rapport général qui sert de conclusion à la commission d'hygiène industrielle.

En somme, comme le dit M. Leclerc de Puligny :
« L'énumération qui a été adoptée diffère peu de celle
qui est jointe au projet de loi de M. Breton et la liste
fournie par l'arrêté fédéral suisse du 17 décembre
1887. »

Chacun de ces rapports s'est placé à un quadruple
point de vue :

1° Diagnostic des accidents. — a) *Quels sont les
accidents par lesquels se manifeste l'intoxication ? —*
b) *Quels sont ceux qui peuvent provenir ordinairement
et exceptionnellement avec les mêmes symptômes d'au-
tres causes ? — c) Avec quelle certitude chacun d'eux
peut-il être rattaché à l'action du poison ? — d) Dans
quel délai à partir de l'origine légale qui suivrait ?*

2° Conséquences des accidents ;

3° Délais de révision et de prescription ;

4° Liste des professions correspondantes,

La commission, qui examinait la question de l'as-
similation des maladies professionnelles aux accidents
du travail, a fait une étude et un exposé complet du
diagnostic des accidents et de leurs conséquences.

Nous allons passer en revue quelques-uns de ces
poisons industriels en les classant d'après leur gra-
vité relative.

Le plomb et ses composés.

De toutes les substances toxiques, il n'en est pas
une qui soit d'un usage plus journalier et plus cou-

rant que le plomb. La multiplicité innombrable de ses applications, la diversité des circonstances dans lesquelles peut se produire l'intoxication saturnine donnent une importance toute particulière à l'étude de ce corps envisagé au point de vue de l'hygiène. Mais ce qui augmente l'intérêt de cette étude, c'est que l'empoisonnement par le plomb présente, surtout au début, des caractères insidieux qui peuvent souvent le faire méconnaître. La ruine de l'organisme arrive peu à peu sans mettre en défiance l'ouvrier qui n'est prévenu par aucun des accidents typiques salivation et diarrhée de l'empoisonnement par le mercure, par exemple. L'attention du médecin doit sans cesse être éveillée de ce côté-ci pour rattacher ces accidents à leur véritable cause.

Le plomb est moins nocif par lui-même que par ses composés dont les plus dangereux sont la litharge, le minium et la céruse. Les affections saturnines constituent un des chapitres les plus importants de la pathologie professionnelle, tant par la gravité que par la variété des accidents que l'intoxication saturnine engendre.

On peut énumérer du reste de la façon suivante les divers troubles et symptômes pathologiques qui constituent les manifestations les plus communes du saturnisme.

Les voies d'absorption sont au nombre de quatre :
Peau, muqueuses, voies respiratoires, et tube diges-

tif. Mais c'est cette dernière qui est la porte d'entrée essentielle.

En pénétrant par le nez ou par la bouche le plomb arrive en plus ou moins grande quantité dans l'estomac, où les sels, grâce à l'acidité des sucs passent de l'état solide à l'état liquide et passe ainsi par les vaisseaux sanguins dans toute l'économie où il va exercer son action sur tous les organes.

Mais avant la généralisation de son action, il produit un effet local sur les organes avec lesquels il se trouve en contact direct, notamment la surface interne du tube gastro-intestinal et c'est alors qu'éclate la colique de plomb qui est la première manifestation de l'intoxication et dont les phénomènes horriblement douloureux lui ont valu le nom de colique de miserere.

En dehors de cet accident dramatique, et d'une constipation opiniâtre symptomatique, due à une véritable paralysie portant sur le système nerveux qui préside aux mouvements des intestins et sur les fibres musculaires de ces derniers, et due aussi à l'influence exercée par le poison sur les fonctions des organes annexes du tube digestif et particulièrement du foie, certains stigmates peuvent déceler la maladie du plomb. Tel est le liseré gingival qui est comme le cachet et la signature organiques, constants et inévitables de l'absorption du poison.

A ces signes caractéristiques de l'intoxication se

joignent ceux de l'anémie, d'où pâleur de la face. A ce facies viennent s'ajouter l'essoufflement, les palpitations plus ou moins violentes la fatigue constante, la perte d'appétit, la soif vive et quelquefois des vomissements et de l'ictère.

A côté de ces symptômes fondamentaux il existe toute une série de troubles organiques des plus variés.

Du côté de la sensibilité on observe des phénomènes douloureux plus ou moins généralisés, mais se localisant plus particulièrement dans les articulations et aussi dans les muscles sous forme de crampes.

Du côté du mouvement, c'est l'affaiblissement plus ou moins marqué pouvant aller jusqu'à l'abolition des mouvements et à leur paralysie, mais localisée dans certains groupes musculaires toujours les mêmes, qui donne lieu à une forme de paralysie spéciale, caractéristique de l'intoxication saturnine, c'est la paralysie des muscles extenseurs des bras, frappant ce groupe de muscles avec une prédominance telle que leur action se trouvant plus ou moins affaiblie ou anéantie les muscles fléchisseurs l'emportent de façon à forcer et à maintenir les doigts dans une flexion permanente qui donne à la main l'aspect d'une griffe.

Cette paralysie se compliquent rapidement de l'amaigrissement consécutif, de l'atrophie des mus-

cles de la main, atrophie qui en accroit singulièrement l'impuissance.

Dans le cortège des accidents d'origine nerveux il faut signaler également la gravité des troubles cérébraux qui se présentent sous trois formes principales : délirante, convulsive, comateuse, phénomènes qui traduisent une lésion anatomique due à l'imprégnation de la substance nerveuse par le plomb.

Quant aux accidents chroniques, ils traduisent une imprégnation profonde de l'organisme par le plomb. Ce sont l'anémie saturnine, la cachexie et la néphrite saturnine et la dégénérescence des artères et leur induration chronique qui évolue graduellement avec des effets désastreux sur le cœur, les reins, le cerveau sur l'ensemble de l'économie qu'elle frappe de déchéance profonde.

Arsenic.

L'arsenicisme existe sous plusieurs formes :

L'arsenicisme suraigu qui se manifeste chez les ouvriers soumis à un abondant dégagement d'hydrogène arsénié. Cet accident cause la mort dans un tiers des cas. Lorsque la victime ne meurt pas elle subit une incapacité temporaire totale pouvant s'élever à deux mois et elle peut rester sous le coup d'une incapacité permanente totale par suite de paralysie.

Il existe aussi une forme d'arsenicisme chronique résultant d'intoxication lente : elle se manifeste par

une céphalalgie très intense et tenace qui est parfois le seul symptôme. Les autres signes peuvent être : embarras gastrique persistant, coryza, épistaxis, aphonie, catarrhe laryngé et bronchique, simulant la grippe, une dyspnée qui rappelle l'asthme.

Ces accidents sont sans gravité et ne fixent l'attention que par leur persistance ou leur coexistence avec d'autres troubles. L'incapacité du travail en résultant varie de une à quatre semaines. Si l'intoxication est un peu plus grave ces symptômes sont suivis de troubles cutanés tout à fait analogues aux accidents cutanés locaux signalés ci-dessous.

Les troubles chroniques peuvent également aboutir, mais rarement, et lorsque l'ouvrier ne cesse pas momentanément le travail, à de la paralysie qui peut durer plusieurs années, il persiste de l'atrophie, ou des contractions et des rétractions. Elle a comme conséquence une incapacité permanente partielle ou totale.

Dans le cas d'un empoisonnement prolongé très longtemps, on constate de la néphrite et de la cachexie qui peuvent causer la mort, et qui provoquent toujours chez ceux qui y survivent, une incapacité d'abord partielle puis totale.

L'intoxication arsenicale se manifeste aussi fréquemment, par des accidents locaux assez légers dans la généralité des cas qui affectent principalement la peau et parfois aussi les muqueuses, conjonc-

tivité ou stomatite légères. Les accidents cutanés sont très nombreux et variables : œdème simple, éruptions érythémateuses, papuleuses, purpuriques, pustuleuses pouvant aboutir assez souvent à des ulcérations susceptibles de s'infecter secondairement.

Dans ce cas il peut rester une certaine incapacité de travail permanente et partielle.

Dans l'arsenicisme suraigu, l'intoxication présente une série de symptômes assez spéciale, bien qu'ils ne soient pas spécifiques (céphalalgie, anéantissement, dyspnée, soif ardente, extrême petitesse du pouls, douleurs épigastriques, vomissements, ictère, diarrhées) et elle se manifeste assez rapidement après l'absorption du poison pour permettre de la rattacher à sa cause. On peut souvent retrouver l'arsenic dans les urines, les selles diarrhéiques, ou les matières vomies. Cependant cette recherche ne réussit pas à coup sûr et parfois lorsqu'on le rencontre l'arsenic peut provenir d'un traitement médical : il n'y a donc pas là un signe absolu. Le diagnostic peut être rendu difficile également, parce que les dégagements d'hydrogène arsénié se constatent dans des industries où rien ne permet de les prévoir et où ils sont dus à des impuretés contenues dans des matières traitées : le médecin risque alors d'écarter *a priori* l'idée d'intoxication arsenicale. Il y aura donc lieu pour lui lorsqu'il se trouvera en présence de l'ensemble symptomatique ci-dessus rappelé de recher

cher, si l'on n'utilisait pas au cours des travaux où l'ouvrier a été frappé des matières susceptibles de contenir de l'arsenic.

L'idée de l'empoisonnement par l'arsenic devra aussi se présenter à son esprit, lorsque l'accident qui le préoccupe s'est produit après le nettoyage des hauts fourneaux, dans lesquels ont été brûlés des charbons, toujours susceptibles de contenir de l'arsenic, ou après l'explosion d'un creusot ou d'une chaudière : en ce cas les vapeurs qui se dégagent peuvent donner de l'hydrogène arsenié au contact de l'arsenic contenu dans les charbons ardents.

Le diagnostic est beaucoup plus difficile pour toutes les autres formes de l'arsenicisme. Aucun des accidents pris isolément, ne permet de l'établir d'une manière certaine par suite de leur ressemblance avec des manifestations analogues provenant d'autre cause. Les ulcérations peuvent notamment prêter à confusion avec des lésions syphilitiques.

On ne peut guère asseoir une opinion que lorsque plusieurs des symptômes sont réunis et surtout lorsque leur intimité augmente ou diminue suivant que l'ouvrier reprend ou cesse sa besogne accoutumée, reconnue dangereuse ; ou encore lorsqu'il peut être avéré que le sujet observé n'a jamais eu de maladies occasionnant des manifestations semblables.

Les industries plus particulièrement exposées, en

dehors de celles qui ont été signalées à propos des intoxications suraiguës sont :

a). — Les fabriques de couleurs d'aniline produisant ou utilisant la rosantine arséniatée et les fabriques de verts arsenicaux.

b). — La fabrication ou l'emploi des papiers et étoffes teints avec des verts arsenicaux teinturiers, apprêteurs d'étoffes, fabrication des papiers peints et coloriés, fabrication des fleurs et feuillages artificiels.

c). — Les corroyeurs, mégissiers, empailleurs, qui manipulent des produits arsenicaux.

d) La fabrication des cristaux et émaux où l'on emploie l'arsenic.

L'hydrogène sulfuré.

L'intoxication par l'acide sulfhydrique se manifeste presque toujours par un accident soudain aigu, mortel. C'est ce que les ouvriers qui y sont exposés appellent le coup de plomb; il se caractérise par les signes suivants : énorme dilatation de la pupille, perte de la sensibilité, contracture des membres dans l'extension, ralentissement du cœur, grande amplitude des mouvements respiratoires, suivie d'une diminution, convulsions dans les membres, coma et mort. Le décès survient très rapidement. Toutefois, si l'ouvrier est retiré à temps de l'atmosphère délétère, on peut quelquefois le rappeler à la vie, même quand il est déjà dans le coma, par la respiration

artificielle et les tractures rythmées de la langue. Si ces tentatives réussissent, la victime se rétablit très vite, mais le plus souvent le sujet ne se ranime que pour quelques heures et succombe rapidement.

Le coup de plomb se produit presque uniquement chez les vidangeurs ; il en est cependant d'assez nombreux exemples chez des garçons de laboratoires de chimie où on utilise fréquemment le gaz hydrogène sulfuré.

L'intoxication lente et chronique par ce gaz a été signalée dans un grand nombre de professions ; mais il est à remarquer que dans toutes, les ouvriers sont exposés simultanément à l'action d'autres gaz nocifs.

L'oxyde de carbone.

L'oxyde de carbone est un gaz très toxique ; c'est un poison hématique qui agit sur les globules du sang en s'emparant de leur oxygène.

On connaît indiscutablement une intoxication aiguë et une intoxication lente due à ce gaz.

L'intoxication lente se traduit par de la faiblesse, une tendance marquée aux courbatures, comme dans l'anémie, des paralysies motrices et de l'anesthésie, de la glycosurie.

Ces symptômes sont trop peu caractéristiques pour permettre un diagnostic : l'intoxication lente par l'action de l'oxyde de carbone est cependant certaine.

Il en va autrement pour l'intoxication aiguë : elle donne lieu à des symptômes de gravité différente, mais nettement caractérisés :

a). — Cas légers : céphalalgie, bourdonnement d'oreilles, vomissements, faiblesse musculaire.

b). — Cas sérieux : la face se cyanose après avoir été d'abord rouge, puis pâle ; on constate de l'anesthésie, de l'impuissance musculaire, parfois la paralysie des sphincters.

c). — Cas graves : la démarche est chancelante, l'ouvrier tombe comme foudroyé et montre une violente dyspnée ; d'autres fois, à la céphalalgie, accompagnée de compression des tempes, aux vertiges et aux bourdonnements d'oreilles succèdent des troubles de la vue, une tendance marquée au sommeil, puis le coma. La respiration devient anxieuse et le cœur saccadé, le pouls s'affaiblit, et la mort survient avec ou sans convulsions et accidents épileptiformes.

Si les malades échappent à la mort qui est fréquente, ils peuvent être atteints de congestion pulmonaire, d'hémoptysie de diabète, d'albuminurie, de paralysie, de névrites, de lésions cutanées graves (zona, gangrène) de troubles cérébraux (paralysie générale), etc.

Le rétablissement est possible dans beaucoup de cas ; cependant lors même que la mort ne survient pas immédiatement, elle peut se produire assez long-

temps après. Lorsque la personne atteinte survit définitivement, elle peut rester atteinte d'une incapacité de travail très longue qui peut devenir permanente et totale.

L'empoisonnement par ce gaz s'observe notamment chez les ouvriers des fabriques de chaux, de plâtre, de ciment, chez les mineurs après les explosions de grisou.

Chlore.

Il arrive qu'au cours des opérations où le chlore se dégage en excès il s'en produit brusquement des volumes très importants ; les ouvriers occupés à ces travaux risquent, dans ces conditions, d'en inspirer de grandes quantités : ils subissent alors une intoxication massive et tombent comme foudroyés, avec des phénomènes de dyspnée intense ; on constate de la cyanose, des sueurs froides, des vomissements, une forte diminution du pouls, une grande prostration à laquelle peut succéder la mort.

L'effet le plus général produit par l'inspiration du chlore est passager : coryza, céphalalgie, gonflement de la face, larmolement, conjonctivité, vomissements, picotements de la gorge, toux sèche, suffocation avec sensation de serrement de la poitrine et hémoptysie d'où peut résulter la nécessité d'une interruption du travail.

Le chlore provoque ainsi une intoxication lente

chez les sujets ayant travaillé plusieurs années dans une atmosphère qui en contient normalement : leur teint prend une pâleur verdâtre et ils vieillissent d'une manière précoce.

Un grand nombre de ces ouvriers tombent malades tous les ans de catarrhe aigu des voies respiratoires ou de gastralgie avec pyrosis.

L'intoxication par le chlore se rencontre en particulier dans la fabrication de l'eau de javelle, dans le blanchiment de la pâte à papier.

Vapeurs nitreuses.

Les vapeurs nitreuses sont formées d'un mélange d'acide azoteux, d'acide hypoazotique et de divers oxydes d'azote. Ces vapeurs provoquent une intoxication aiguë et massive très grave ; elles occasionnent une vive irritation des bronches et des poumons pouvant faire apparaître une congestion pulmonaire ou une bronchite capillaire. Le malade souffre d'une toux violente avec une très forte dyspnée et peut succomber à la suffocation.

Ces accidents sont observés surtout dans les usines où l'on fabrique l'acide picrique, la nitro-benzine chez les affineurs de métaux, les étameurs.

Sulfure de carbone.

L'intoxication par le sulfure de carbone présente une forme aiguë et une forme chronique.

L'intoxication aiguë est surtout caractérisée par des

phénomènes nerveux avec maux de tête intenses, éblouissements, vertiges, loquacité, hallucination pâleur de la face, frissons et sueurs profuses, oppression, palpitations, nausées et vomissements.

Le sulfo-carbonisme chronique est causé par des inhalations longtemps répétées de faibles doses ; il affecte des formes bénignes et des formes graves, caractérisées toutes deux par des troubles digestifs (anorexie, flatulence, vomissements, diarrhée), puis par des troubles nerveux (troubles de la sensibilité, troubles de la motilité, troubles sensoriels et troubles psychiques).

Ces troubles peuvent se présenter isolément, se succéder ou même coexister.

On ne meurt pas de sulfo-carbonisme ; mais il peut abréger la vie, compromettre la santé ; mais si l'intoxication est légère, récente, et si le malade cesse aussitôt de s'y exposer, les troubles ainsi produits peuvent disparaître sans laisser de trace.

Parmi les industries où les ouvriers sont exposés à cette intoxication il y a lieu de citer ; la fabrication du sulfure de carbone, la vulcanisation du caoutchouc, la fabrication de la viscosse (soie artificielle).

Mercure.

En France dans les industries utilisant soit le mercure, soit ses composés, les intoxications mercurielles sont de trois ordres :

1° Troubles de la nutrition ; perte d'appétit, digestions altérées, amaigrissement ;

2° Troubles nerveux : diminution de la force musculaire et tremblement mercuriel ;

3° Stomatite.

On ne meurt pas d'hydrargyrisme professionnel en France ; mais cette maladie professionnelle comme la plupart des autres peut compromettre la santé, débilitier l'organisme et faciliter l'éclosion des maladies infectieuses (tuberculose, etc.)

Toutefois ce ne sont là que des cas extrêmes et, de façon générale, les accidents légers sont fréquents, les accidents graves sont rares.

Les industries où se rencontre cette intoxication sont : le secrétage des peaux ; la fabrication et la manipulation des chapeaux de feutre, le travail des fourrures et pelleteries, la dorure et la miroiterie, la fabrication de certains accumulateurs, la fabrication de lampes à incandescence.

II

Voici quelques maladies professionnelles dont on parle peu soit que leurs conséquences ne présentent pas un caractère de gravité particulière, soit qu'elles aient pour origine des conditions nouvelles de travail ou l'emploi de substances plus récentes ou plus nocives que celles en usage jusqu'ici dans la fabrica-

tion des mêmes produits, mais, qui, cependant, ont des conséquences fâcheuses pour les ouvriers qui en sont atteints.

« GALE DE CUIVRE ». — Dans des usines où l'on travaille le cuivre comme matière première, il n'est pas rare de voir quelques ouvriers être atteints d'une maladie particulière, qu'ils ont appelée : la « Gale de cuivre ». Cette maladie n'offre, par elle-même, aucune gravité : mais, ce qui la rend dangereuse, c'est, assurément, l'intoxication plombique concomitante déterminée par l'impureté du cuivre utilisé. Les symptômes extérieurs de cette intoxication ne peuvent être pris que difficilement comme signes révélateurs d'une intoxication, chronique, car, ils disparaissent relativement vite.

Quoiqu'il en soit, on remarque un liséré rouge aux gencives, parfois le déchaussement des dents et surtout la coloration verte de la peau et des cheveux qui contraste avec la pâleur cutanée déterminée par le saturnisme. Ce sont là, évidemment, des faits particuliers qui doivent être attribués à l'influence de la matière travaillée.

« GALE DE LA PARAFFINE ». — Ce sont particulièrement les ouvriers plus spécialement employés à la fabrication de la paraffine ou aux abords de cette fabrication qui en sont les victimes et surtout ceux qui sont chargés de la compression de la paraffine, du nettoyage des cornues de distillation, du remplissage

ou du nettoyage des bidons. Les femmes qu'on emploie, quelquefois, à ces dernières opérations ne sont pas épargnées ; mais, elles sont atteintes d'une façon moins prononcée.

L'affection est une simple dermatite localisée aux parties en contact avec la paraffine au cours du travail, et elle ne présente généralement aucune gravité. Pour se préserver autant que possible, les ouvriers se recouvrent soigneusement le corps, notamment le bas des jambes, de sorte que l'éruption affecte seulement les avant-bas à nus pour la commodité du travail. Il semble que pour cette dernière maladie, les mesures prophylactiques seraient assez simples : lavages fréquents des parties du corps découvertes, bains périodiques, port de gants. Pour les raisons que nous savons les chefs d'entreprise laissent le travail se faire dans les conditions que nous avons décrites.

« GALE DE LA CRÉOSOTE. » — Cette affection se rencontre chez les ouvriers chargés de créosoter les traverses de bois de chemins de fer et chez ceux préparant les pavés de bois. Ces ouvriers travaillent les bras et la poitrine nus, à l'étuve, et, par conséquent, manient directement la créosote qui les couvre de petits boutons, appelés par eux : « gale de la créosote ». Pour combattre cette gale, les ouvriers se servent d'une pommade appelée « yaline. » Celle-ci est un excellent remède ; cependant, il n'est pas rare que malgré son emploi l'affection persiste et

généralement l'amputation du membre blessé est de rigueur dans ce cas.

« LYMPHANGITE DES SUCRIERS » — La maladie, connue sous le nom de lymphangite des sucriers, se produit dans les fabriques où se fait la cristallisation dans les emplois, opération obligeant les travailleurs à descendre les jambes nues dans les bacs de mélasse, ou encore dans les cuves où se pratique le clair cage à l'eau froide pulvérisée. L'opération à chaud déterminait plus facilement la macération de l'épiderme que celle qui est faite à froid.

« MALADIE DU SESQUISULFURE DE PHOSPHORE » . — La préparation du sesquisulfure de phosphore est devenue courante depuis que le gouvernement français l'emploie dans ses manufactures d'allumettes pour remplacer le phosphore blanc, sur lequel il a l'immense avantage de ne pas donner la nécrose aux ouvriers. Mais le sesquisulfure se prépare sous forme de poudre très fine, qui a une action très irritante sur les muqueuses et les yeux. Les ouvriers sont généralement atteints de conjonctivités et d'eczémas sur divers parties du corps. Souvent ils sont pris d'accès de toux, par suite de l'irritation de la muqueuse bronchique. Il serait facile de protéger l'ouvrier en forçant les chefs d'entreprise à effectuer le broyage sous l'eau, le sesquisulfure étant insoluble, puis le séchage en vases clos ; le remplissage des boîtes pourrait s'effectuer sous vitre, c'est-à-dire,

dans une caisse recouverte d'un verre laissant passer les mains gantées.

« MALADIES DES IMPRIMEURS SUR MÉTAUX ». — Ces maladies sont dues à l'emploi des acides chromique et phosphorique nécessaires pour l'impression initiale sur le zinc. L'emploi de ces acides a pour but d'aider à la préparation des clichés de zinc en faisant disparaître le gras ou voile qui se forme sur le métal et de donner plus de relief au dessin. Il semble que l'emploi de ces acides n'est pas indispensable puisque dans une imprimerie on les a remplacés par une autre composition ne présentant pas les mêmes dangers. Ces acides, dilués dans l'eau en proportion variable, sont étendus à l'aide d'éponges sur la surface des feuilles de zinc. L'acide phosphorique seul ne présente pas beaucoup de danger ; mais, il n'en est pas de même de l'acide chromique, qui agit sur l'organisme de certains ouvriers en provoquant des abcès ou des érosions de la peau aux mains, aux bras et même au visage et sur le cou. Quelques ouvriers sont tellement sensibles à l'action de ce produit qu'ils doivent renoncer à ce travail au bout de très peu de temps.

« ACCIDENTS PROVOQUÉS PAR LE ROUGE D'ANILINE. »

— La teinture « rouge russe » se fait en deux phases :

1° On trempe les cotons dans une dissolution alcaline sodique de b β -naphthol et on fait sécher ; c'est le mordantage ;

2° Les cotons mordancés sont, ensuite, trempés dans une dissolution de chlorure de paranitraniline diazotée ce qui opère le développement. Si l'ouvrier ne prend pas de grandes précautions, l'action irritante de ces deux bains se fait rapidement sentir. Il se produit une série de phénomènes morbides : l'ouvrier accuse des maux de tête et des troubles de la digestion ; les mains et les avant-bras sont le siège d'éruptions eczémateuses assez tenaces et très douloureuses. L'ouvrier est obligé de s'aliter et quelquefois de renoncer à ce genre de travail.

« DERMATOSE ÉLECTROLYTIQUE ». — Cette affection se rencontre dans la fabrication du chlorure de chaux par l'électrolyse du chlorure de sodium et de potassium. Cette maladie est relativement récente. Elle est née avec le procédé de fabrication qui se généralise de plus en plus.

Un certain nombre d'ouvriers ont déjà été successivement atteints de cette maladie toute spéciale donnant naissance sur la face, la poitrine et le dos à une éruption de petits boutons d'acné, accompagnés de tubercules de grosseur variable. Ces petits boutons présentaient tous un point noir, de telle sorte qu'ils rappellent, assez bien, l'effet d'une décharge de poudre, reçue à courte distance.

Les caractères de cette maladie sont sa persistance, par suite d'une poussée continuelle d'acné et, ensuite, les traces indélébiles qu'elle laisse sur les différentes

parties du corps. Le Dr. Fumouze la dénommée : « dermatose chlorique électrolytique. » Cette maladie est due au contact des matières déposées sur les électrodes parmi lesquelles se trouve un oxydant très énergique, le quinone tétrachloré, dont les vapeurs sont très irritantes. Les produits gazeux qui accompagnent ces matières comme le chlore ne sont susceptibles que de produire une irritation des tissus ; mais, il est bien certain que c'est là encore une condition très propice pour donner un champ de prise à la maladie. Le contact de ces matières étant plus particulièrement le fait des ouvriers chargés de l'enlèvement des éléments de décompositions, c'est parmi eux que la maladie produit ses ravages.

III

Quelles sont les conclusions de la Commission d'hygiène industrielle ?

Dans son rapport général, M. Leclerc de Puligny fait observer que « la Commission a reçu un mandat limité aux maladies dont la profession est la cause organique, exclusive ou essentielle. Elle est obligée, par conséquent, d'ignorer ceux qui souffrent d'une maladie ordinaire et qui auraient pu la gagner en exerçant une autre profession ou en exercer aucune. »

De la limitation apportée à son programme la commission tire une première conséquence importante,

c'est que la tuberculose n'est pas comprise dans le champ de son étude. Elle n'y a été rattachée que dans un cas spécial : celui des pneumokonioses. Il est trop certain, en effet, que la tuberculose est une maladie fréquente dans l'industrie surtout la moyenne et la petite. Des ateliers surpeuplés où l'air se renouvelle mal, où la lumière pénètre insuffisamment, des heures de travail trop longues et des tâches qui exigent un excès de force ou un excès d'attention. Voilà des causes de dépression et de surmenage qui rendent l'invasion du microbe facile. Mais, ces causes ne sont ni particulières à une industrie, ni spéciales à l'industrie elle-même.

On les rencontre dans bien d'autres occupations celles du commerce notamment. Ces causes enfin sont loin d'être seules et il est presque impossible d'évaluer leur importance relative par rapport à d'autres conditions malheureusement usuelles de la vie ouvrière, l'hérédité pathologique, les soucis, l'alimentation défectueuse, les logements surpeuplés et malpropres même sans parler de l'alcoolisme et d'autres excès.

Puis, la commission constate que les maladies professionnelles, qu'elle est chargée d'étudier, sont surtout des maladies chroniques que peut produire à la longue la répétition constante des mêmes intoxications. Mais, envisageant le cas où ces intoxications se produisent « à dose massive et presque foudroyante

comme dans la septicémie charbonneuse, l'empoisonnement par l'hydrogène sulfuré ou l'hydrogène arsénieux, elle constate que ces intoxications brutales ont tous les caractères d'un événement soudain et violent d'un véritable accident du travail. La réparation peut donc en être poursuivie d'après les principes de la loi de 1898 et les tribunaux ont jugé plusieurs fois en ce sens. Il résulte de là qu'il y a une distinction à faire entre les maladies aiguës et les maladies chroniques professionnelles. Cette distinction a son importance à cause du délai de la déclaration des maladies professionnelles sur lequel la commission avait à se prononcer.

La loi du 9 avril 1898 exige que la déclaration de l'accident soit faite à la mairie dans les quarante-huit heures non compris les dimanches et jours fériés. Il ne pouvait être question d'un délai semblable pour la maladie professionnelle qui n'apparaît pas soudainement mais qui est d'abord cachée, et qui évolue peu à peu. Elle ne peut être déclarée que lorsqu'elle est reconnue par le médecin ; il faut laisser au médecin le temps de faire son diagnostic. « Il y aurait une distinction théorique à faire, dit le rapport général de la commission, entre les maladies chroniques professionnelles. Les maladies aiguës, interrompant brusquement le travail, faciles à reconnaître et à rattacher à leur cause, pourraient être déclarées dans un bref délai. Au contraire les mala-

dies chroniques dont le diagnostic causal est beaucoup plus délicat et demande d'être mûrement pesé ne sauraient dans la plupart des cas faire l'objet d'une déclaration immédiate. Un délai de plusieurs semaines à plusieurs mois sera souvent nécessaire. »

Dans la pratique, la distinction théorique qui vient d'être établie ne saurait être admise. La commission a pensé qu'il y avait lieu seulement d'établir une règle générale comptant avec les cas les plus difficiles et de dire que toute maladie professionnelle doit être déclarée dans les trois mois qui suivent l'incapacité de travail.

L'idée de la commission a été évidemment, celle-ci : laisser au médecin le temps d'établir son diagnostic même pour les cas les plus difficiles. Mais, il y a des inconvénients de fixer pour tous les cas un délai aussi long. Il arrivera, en effet, que des maladies de courte durée pourront n'être déclarées qu'au bout de trois mois lorsqu'elles seront presque terminées ou même terminées complètement. Ce sera une source de procès entre patrons et ouvriers.

Il eut fallu établir un délai différent pour chaque maladie. Mais, justement, il est impossible de fixer le délai dans lequel un médecin peut faire son diagnostic. Les maladies professionnelles caractéristiques sont de suite reconnues et peuvent être déclarées sans délai ; mais, les maladies d'aspect banal peuvent passer pendant très longtemps pour des

maladies de cause banale. On ne peut pas dire au bout de combien de temps le médecin aura les éléments nécessaires pour diagnostiquer l'origine professionnelle du mal. Si la commission base la réparation sur le diagnostic médical, pourquoi fixe-t-elle un délai quelconque au médecin ? Pourquoi ne lui laisse-t-elle pas toute liberté pour formuler à l'aise son diagnostic ? Il n'y a qu'un seul délai qui soit admissible c'est celui d'un an fixé par la loi du 9 avril 1898 pour l'action en indemnité.

Au sujet du cas de plusieurs patrons occupant successivement le même ouvrier, la commission vit bien que le dernier patron pouvait n'être pas responsable de la maladie de cet ouvrier, mais, elle ne vit pas le moyen de déterminer quel est le patron véritable responsable. Elle proposa donc simplement que le dernier patron fût responsable de toute maladie professionnelle : « Une question de principe a été résolue par la commission, c'est celle qui concerne la prédisposition aux manifestations d'une maladie professionnelle, prédisposition dont un ouvrier peut être déjà affecté quand il entre chez un patron soit qu'elle résulte d'une faiblesse personnelle soit que son organisme ait déjà souffert de la même maladie dans un autre métier. »

« La commission constate que l'âge, l'intempérance et diverses dispositions personnelles diminuent les défenses naturelles de l'organisme et facilitent ou

aggravent les intoxications, mais, elle constate aussi qu'ici comme en matière d'accidents du travail, la responsabilité du patron actuel ne peut pas être écartée. Là aussi, la vie antérieure de l'ouvrier, ses dispositions naturelles et son hygiène peuvent modifier ses chances d'accident, l'ouvrier intempérant, âgé, épuisé par des excès ou par sa profession, voyant mal, incapable d'attention, de mouvements précis ou rapides est plus exposé qu'un autre. »

« Si un patron l'engage dans ces conditions sans chercher à les connaître ou les connaissant, s'il l'occupe à un travail dangereux il doit en supporter la responsabilité. »

« En matière de maladie professionnelle les deux seules questions qui se poseront seront toujours celles-ci :

1° La manifestation morbide considérée provient-elle d'une maladie professionnelle ?

2° Cette maladie professionnelle dépend-elle de la dernière occupation du malade ? »

« Si les deux réponses sont affirmatives, c'est le patron qui sera responsable. »

« Si, au contraire, la maladie actuelle dépend d'une profession précédente la responsabilité du patron antérieur pourra être recherchée sauf la prescription établie par la loi (1). »

1. Rapport général de M. LECCLERC DE PULIGNY, pp. 118 et 119.

L'argumentation de la commission d'hygiène n'est pas absolument juste. Un ouvrier peut avoir contracté une maladie chez un patron par suite du manque de précautions de ce patron. Il travaille ensuite chez un autre, homme scrupuleux, qui prend toutes les précautions possibles. Néanmoins la maladie que l'ouvrier a contractée chez le premier patron éclate chez le second. Est-il juste que le second soit responsable ?

Non, évidemment, et il faut trouver un moyen légal de faire tomber la responsabilité sur le premier.

Enfin, la commission conclut à la nécessité de créer dans chaque usine un registre sanitaire sur lequel serait consignée l'histoire pathologique de l'ouvrier. « En effet, dit M. Leclerc de Puligny, l'histoire individuelle de la pathologie professionnelle de chaque ouvrier sera un élément de diagnostic indispensable dans tous les accidents chroniques des divers empoisonnements industriels. »

« Sous quelle forme l'histoire pathologique du sujet doit-elle être enregistrée ? Registre d'usine ou livret individuel ? Le deuxième serait évidemment, d'un usage plus commode que le premier ; mais, l'ancien livret d'ouvrier a encouru des reproches très graves qui l'ont fait supprimer et qui seraient, sans doute opposés au livret sanitaire individuel. On ne voit pas, d'ailleurs, en quoi il serait absolument nécessaire. Il suffit qu'un registre nominatif des ouvriers

soit tenu et conservé à l'usine ou ailleurs avec les inscriptions voulues et qu'il soit muni d'un répertoire également nominatif pour que l'histoire pathologique soit reconstituée le jour où elle sera nécessaire. Le malade pourra indiquer les maisons où il a travaillé et l'époque de son passage ; il aura tout intérêt à être muni de ces renseignements. »

« Ce qui est certain, c'est que le registre sanitaire pour être complet devra mentionner avec un détail suffisant toutes les maladies de l'ouvrier qu'elles soient spéciales à sa profession ou non » (1).

Section IV

DE L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DE CERTAINS POISONS INDUSTRIELS

On a soutenu qu'à raison des difficultés de distinguer entre les maladies non professionnelles et les maladies professionnelles, il était préférable au lieu d'organiser un système de réparation pécuniaire des dommages causés par ces dernières, d'interdire purement et simplement la fabrication ou l'emploi de certains produits éminemment nocifs. C'est la thèse qui a été soutenue au Congrès médical de Marseille d'octobre 1903 par le D^r Cazeneuve, député et pro-

1, Rapport général de LECLERC DE PULIGNY, pp. 119 et 120.

fesseur de toxicologie à la Faculté de médecine de Lyon, lorsque la cinquième commission de ce Congrès a présenté à sa ratification un vœu résumant le système d'assimilation de M. Breton. Mais, le Congrès ne s'est pas prononcé dans le sens de la prohibition directe des produits nocifs et s'est borné à adopter une résolution conçue en termes généraux tendant à ce que le bénéfice des indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898 pour les victimes d'accidents du travail fût étendu aux ouvriers atteints de maladies professionnelles ou à leurs ayantsdroit.

Quoi qu'il en soit un fait certain est qu'à l'heure actuelle un courant se dessine vers l'interdiction de l'emploi de certains poisons industriels et vers leur remplacement par des produits moins nocifs.

La Commission d'hygiène industrielle en 1901 laissait déjà en dehors de son étude le phosphore blanc parce que depuis 1898 l'emploi de ce produit pour la fabrication des allumettes était entièrement supprimé et cette substance est remplacée par le sesquisulfure de phosphore presque inoffensif.

Mais depuis, plusieurs Congrès ont adopté des projets tendant à l'interdiction du phosphore et de la céruse.

C'est ainsi qu'en 1902 le Congrès de Cologne adoptait sans discussion le projet de résolution suivant :

« Les dangers que présentent pour la sécurité des ouvriers et ouvrières la manipulation et l'emploi du

phosphore blanc et du plomb étant exceptionnellement graves il est urgent de charger une commission de rechercher les moyens propres à faire disparaître ces dangers et à amener par entente internationale la prohibition générale du phosphore blanc et la suppression, dans la mesure du possible, du blanc de céruse.

En 1905, la conférence officielle de Berne a mis en tête de son programme l'interdiction du phosphore dans l'industrie des allumettes, et a posé les bases d'une convention internationale sur cette interdiction dont voici l'article 1^{er}.

« A partir du 1^{er} janvier 1911 il sera interdit de fabriquer, d'introduire ou de mettre en vente des allumettes contenant du phosphore blanc. »

Le résultat de la conférence de Berne sur cette question de l'interdiction de l'emploi du phosphore dans l'industrie des allumettes a été d'appeler plus instamment l'attention des pays représentés à la conférence sur cette question. La condamnation expresse de l'emploi du phosphore blanc a été prononcée et s'est seulement pour des raisons d'intérêt que certaines puissances ont refusé d'adhérer à la convention.

Quant à l'emploi de la céruse nous verrons que l'interdiction a été purement et simplement prononcée dans plusieurs autres États. Mais nous verrons qu'il a fallu lutter bien longtemps pour atteindre ce résultat.

C'est vers la fin de décembre 1848 que les pouvoirs publics commencent à s'occuper des dangers de la céruse et le 20 décembre, le ministre des Travaux publics, qui était alors M. Vivien, nommait une commission spéciale chargée d'examiner les procédés proposés par M. Leclaire dont les travaux sur le blanc de zinc sont bien connus, pour arriver à la suppression du blanc de céruse dans les travaux de peinture.

Quelque temps après M. Lacrosse, le nouveau ministre des Travaux publics qui avait succédé à M. Vivien, prenait enfin un arrêté interdisant l'emploi du blanc de céruse dans les travaux publics.

A la suite de cette première mesure, le Préfet de la Seine soumettait cette intéressante question à la commission d'architecture du département de la Seine pour l'étudier en ce qui concerne les travaux du département.

Le ministre de la Marine, à son tour, constituait le 3 juillet 1850 une nouvelle commission composée d'officiers de marine ; cette commission déposait le 19 août 1850 un rapport dont les conclusions étaient absolument favorables à la substitution des peintures à l'oxyde de zinc aux peintures à base de céruse.

Pendant quelque temps la question sommeilla et ce n'est qu'à la suite des travaux d'une série de savants hygiénistes que l'on demanda de nouveau la substitution de l'oxyde de zinc à la céruse.

Mais c'est surtout dans ces derniers temps que la campagne a été reprise vigoureusement avec une activité nouvelle.

Le 13 janvier 1901 une conférence fut faite sur la céruse par le D^r Laborde. Elle eut un grand retentissement et les pouvoirs publics s'émurent. Ce fut à ce moment que M. Baudin, ministre des Travaux publics, soumit la question aux ingénieurs en chef des Ponts et chaussées tant des services spéciaux que des services ordinaires des départements. Ces ingénieurs envoyèrent leurs rapports qui étaient pleinement favorables à la substitution de l'oxyde de zinc au blanc de céruse.

Successivement plusieurs ministres, notamment MM. Millerand et Baudry prirent une série de décrets pour interdire l'emploi de la céruse dans les travaux publics.

Tel était exactement l'état de la question au moment où la Chambre en fut saisie pour la première fois par l'interpellation de M. Breton. On était malheureusement à ce moment-là à la veille des vacances, et malgré le tour de faveur que la Chambre voulût bien accorder à cette interpellation la discussion en fut forcément ajournée. Néanmoins M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil, profita du dépôt de l'interpellation pour informer la Chambre qu'il avait déjà préparé une circulaire adressée aux préfets visant les travaux communaux et départementaux.

Cette circulaire fut en effet émise quelques jours après le 11 juillet 1901. Le 21 octobre 1901, le général André, ministre de la Guerre, adressait une circulaire dans le même sens à MM. les Généraux commandant les corps d'armée. Le 30 novembre 1901, M. Leygues, ministre de l'Instruction publique, émettait une circulaire concluant aussi à l'interdiction de l'usage des couleurs et enduits à base de céruse pour tous les travaux exécutés pour le compte de son administration. Enfin, quelques mois plus tard, M. Pelletan, ministre de la Marine, adressait aux vice-amiraux une circulaire ordonnant la substitution du blanc de zinc au blanc de céruse.

On pouvait donc considérer la question comme résolue presque entièrement en ce qui concernait les travaux publics ; mais il restait les travaux particuliers beaucoup plus nombreux, et c'est pour cela que le 4 février 1902 M. Breton interpella de nouveau. A ce moment la Chambre adopta l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, comptant sur le Gouvernement pour rendre conformément à la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, un règlement d'administration publique visant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture passe à l'ordre du jour. »

On pouvait donc espérer que la question serait bientôt résolue d'autant plus que le ministre du Com-

merce, M. Millerand, était tout à fait bien disposé en ce sens et que l'article 3 de la loi du 12 juin 1893 lui donnait plein pouvoir.

Cette bonne volonté s'est notamment manifestée par la publication, au mois d'août 1901, d'un ouvrage extrêmement remarquable, *Les Poisons Industriels*.

Du reste, le ministre du Commerce n'avait pas attendu le vote de la Chambre pour s'occuper de cette question et pour soumettre à la commission d'hygiène industrielle un projet de réglementation qui fut d'ailleurs extrêmement formel puisque l'article 1^{er} disait : « L'emploi de la céruse est interdit dans l'industrie de la peinture en bâtiments. »

Ce projet fut déposé en novembre 1902 à la Chambre des députés. Dès le 25 novembre une commission parlementaire était nommée pour l'étudier.

Cette commission se montra unanimement favorable à la réforme et le 30 juin la Chambre discutait et votait le projet de loi en n'y apportant qu'une légère modification.

Ce projet fut envoyé au Sénat qui nomma une commission, laquelle choisit comme président M. Berthelot, qui, très partisan de la réforme, rencontra de grandes résistances et finalement donna sa démission. M. Treille, puis M. Pedebidou, eurent à dresser leur rapport sur le projet dont la discussion générale s'ouvrit le 23 novembre 1906 et qui se termina par l'adoption du projet de loi, le 4 décem-

bre 1906. L'article 2 seul nous intéresse. Le voici :

Art. 2. — Dans un délai de trois ans à partir de la promulgation de la présente loi, l'emploi de la céruse et de l'huile de lin lithargirée sera interdit dans tous les travaux d'impression, de rebouchage et d'enduisage.

Section V

DEUXIÈME PROPOSITION DE M. BRETON

Le système adopté par la Commission d'Hygiène industrielle n'était, en somme, que celui de la première proposition de loi de M. Breton, mais complété par un casier sanitaire. Or, nous avons vu que dans cette proposition de loi sur l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail, on arrivait à ce résultat que le juge, saisi de la demande en indemnité, devait admettre l'origine professionnelle de la maladie dès lors qu'il lui était prouvé qu'il s'agissait d'une intoxication provenant de l'emploi ou de la fabrication des substances énumérées dans le texte. Il y a là une sorte de présomption légale en faveur de l'ouvrier ; mais, ce système ne résout ni la question de l'établissement de l'origine de la maladie ni celle de la détermination des responsabilités quand l'ouvrier a passé chez plusieurs patrons. Ce sont là des difficultés et des obstacles à

l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents dont M. Breton s'est parfaitement rendu compte. Puis, les efforts mêmes de la commission pour améliorer ce système en avaient fait apparaître davantage les défauts.

Aussi M. Breton l'abandonna-t-il pour adopter un système tout différent dans sa deuxième proposition déposée à la Chambre des députés le 3 juillet 1903.

Voici ce projet de loi :

ARTICLE PREMIER. — Les maladies d'origine professionnelle sont assimilées aux accidents du travail visés par la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 12 mars 1902.

ARTICLE 2. — Sont considérées comme maladies professionnelles, les affections aiguës ou chroniques mentionnées au tableau annexé à la présente loi lorsqu'elles atteignent des ouvriers travaillant dans les industries correspondantes indiquées audit tableau.

Ce tableau, très complet, comprend : le saturnisme, l'hydrargyrisme, l'arsenicisme, le sulfocarbonisme, l'hydrocarbonisme professionnels, la septicémie professionnelle ; les pneumokonioses professionnelles ; les maladies causées par le travail dans l'air comprimé, l'ankilostomacée. Enfin, dans un dernier numéro, qui élargit singulièrement la portée de la proposition de loi, vingt et une maladies contagieuses, pour lesquelles sept industries sont déclarées

susceptibles d'en caractériser l'origine professionnelle.

En ce qui concerne le saturnisme professionnel, le tableau comporte trente cinq industries susceptibles de provoquer l'intoxication saturnine des ouvriers et neuf états pathologiques différents : coliques de plomb, myalgie, etc. En ce qui concerne l'hydrargyrisme professionnel, le tableau prévoit douze industries et quatre maladies ; pour l'arsénicisme professionnel neuf industries et sept maladies ; pour le sulfocarbonisme professionnel, cinq industries et neuf maladies ; pour l'hydrocarbonisme, six industries et quatre maladies ; pour la septicémie professionnelle, dix industries ; en ce qui concerne l'intoxication charbonneuse et, tout travail mettant l'ouvrier en contact avec les chevaux en ce qui concerne la morve ; pour les pneumokonioses, douze industries susceptibles de provoquer ces maladies causées ou aggravées par les poussières et la tuberculose ; pour les maladies causées par le travail dans l'air comprimé, deux industries et trois maladies. Le tableau comprend encore un numéro pour l'ankylostomiasie, maladie fréquente chez les mineurs ; et, enfin, un dernier titre se rapportant aux maladies contagieuses au sujet desquelles sept industries et vingt et une maladies sont prévues.

ARTICLE 3. — Lorsqu'un ouvrier quitte une des usi-

nes assujetties à la présente loi son ancien patron demeure responsable des maladies professionnelles correspondant à son industrie qui peuvent atteindre cet ouvrier durant un délai spécialement fixé au tableau annexé pour chacune de ses affections.

Toutefois cette responsabilité va décroissant proportionnellement au temps écoulé entre le départ de l'usine et le moment où se réalise l'incapacité du travail résultant de la maladie.

Si à ce moment, l'ouvrier travaille dans une autre usine également classée dans les industries correspondant à ladite maladie, son nouveau patron n'est pas responsable que pour le surplus de l'indemnité fixée par les articles 2 et 4 de la loi du 9 avril 1898.

Néanmoins, s'il est établi que l'un des patrons, a négligé de prendre toutes les précautions indiquées par les règlements concernant l'hygiène des ateliers ou s'il a commis une faute quelconque ayant pu avoir une répercussion sur la santé de la victime, le travail pourra augmenter sa part de responsabilité.

ARTICLE 4. — Tout industriel qui pourra établir qu'il emploie depuis un temps au moins égal au délai de responsabilité indiqué pour sa profession, des procédés de travail ne comportant plus la manipulation des produits vénéneux visés par la loi ne sera plus soumis aux obligations de cette loi.

Toute déclaration de ce genre reconnue inexacte entraîne pour l'industriel coupable une condamnation

de 500 à 1.000 francs d'amende et de trois jours à un an de prison.

ARTICLE 5. — Des règlements d'administration publique rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures et de la Commission d'hygiène industrielle instituée auprès du ministre du Commerce pourront, au fur et à mesure des nécessités constatées, ajouter ou retrancher des maladies ou des professions au tableau annexé et modifier les délais de responsabilité indiqués pour chacune d'elles.

ARTICLE 6. — Seront également considérées comme maladies professionnelles et assimilées aux accidents du travail tout empoisonnement, maladie ou dermatose non mentionnées au tableau annexé lorsque l'origine professionnelle de l'affection pourra être établie.

ARTICLE 7. — Toutes les dispositions prévues dans la loi du 9 avril modifiée par la loi du 22 mars 1902 sont applicables aux maladies professionnelles sauf le mode de déclaration indiquée à l'article 11 et qui est modifié en ce qui concerne les maladies de la manière suivante :

Toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation, en vertu de la présente loi, doit être par ses soins déclarée dans les dix jours qui suivront l'interruption du travail au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé. Un certificat de médecin, indiquant la nature

de la maladie et ses suites probables, doit compléter cette déclaration.

Avis de cette déclaration est donné immédiatement par le maire au chef d'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des usines chargé de la surveillance de l'entreprise.

ARTICLE 8. — Les opérations de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents créée par la loi du 11 juillet 1868 sont étendues aux risques prévus par la présente loi pour les maladies professionnelles, ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle.

Les tarifs correspondants seront, dans les cinq mois qui suivront la promulgation de cette loi, établis par la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et approuvés par décret rendu sur le rapport du ministre du Commerce de l'Industrie, des Postes et Télégraphes et le rapport du ministre des Finances.

ARTICLE 9. — La déclaration à l'autorité publique de tout cas de l'une des maladies visées par la présente loi et semblant présenter une origine professionnelle est obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en constate l'existence.

Cette déclaration qui indiquera la nature de la maladie et la profession du malade est faite à l'aide de cartes-lettres détachées d'un carnet de souche circulant

en franchise et gratuitement mises à la disposition des médecins.

ARTICLE 10. — La présente loi ne sera applicable que six mois après sa promulgation, sauf en ce qui concerne les dispositions de l'article 9 qui seront immédiatement en vigueur.

Telle est la deuxième proposition de loi de M. Breton.

Certes, cette proposition contient un effort intéressant en ce sens que les difficultés qui apparaissaient tout d'abord semblent avoir disparu ou tout au moins diminué. Ainsi, la détermination des maladies professionnelles n'est plus dans ce système un problème médical impossible à résoudre complètement. Du fait de l'article 2, elle devient un problème légal dont la solution est simple et ingénieuse. « Nous proposons, dit M. Breton, que la loi elle-même indique, en face de chaque genre d'industrie, les maladies dont sont susceptibles d'être atteints les ouvriers qui y sont occupés de telle sorte qu'il suffira qu'un de ces travailleurs soit atteint d'une quelconque des ces affections pour que l'indemnité lui soit due en cas d'incapacité ou que la pension soit due aux siens en cas de mort. » Il est évident qu'au moyen de cette présomption légale M. Breton fait disparaître les difficultés de diagnostic. Le médecin, appelé à soigner un malade, n'a qu'à faire un diagnostic ordinaire sans s'inquiéter de l'origine du mal. On ne lui demande

que d'appliquer ses connaissances médicales et non plus d'énoncer une affirmation incertaine et hasardeuse sur des faits que, scientifiquement, il n'est pas à même de connaître.

Le rôle du juge, en cas de procès, est bien simple. Étant donné le métier de l'ouvrier et la maladie dont cet ouvrier est atteint, il n'a qu'à appliquer la loi, pour ainsi dire, automatiquement. Les contestations sont donc réduites au minimum et la loi s'applique, peut-on dire, d'elle-même.

Ce système est poussé très loin. Mais, la largeur de la proposition apparaît surtout quand il s'agit des maladies contagieuses. Ainsi, d'après le tableau de ces maladies, il résulte que quiconque s'occupe du blanchissage du linge ou du cardage des matelas, par exemple, et se trouve atteint d'une des vingt et une maladies professionnelles, est indemnisé à ce titre.

C'est peut-être donner au système une portée trop vaste. Il est vrai que ce projet trouve en lui-même, en son article 5, un remède à une exagération dans le système puisqu'il laisse la possibilité d'ajouter ou de retrancher des professions ou des maladies.

Il faut remarquer que M. Breton n'a pas été hostile au travail de la commission. Au contraire, il en a tiré le meilleur parti et il l'incorpore en quelque sorte à son projet. Ainsi, comme elle, il écarte de sa proposition le phosphore parce que « l'usage de phosphore blanc est maintenant totalement abandonné

en France et que la fabrication des allumettes monopolisée par l'État ne semble plus donner lieu à une intoxication dangereuse ». De même, la nicotine parce que les fabriques de l'État prennent toutes les précautions utiles et qu'on n'y signale pas d'intoxication. Il ne mentionne pas dans sa liste, les dermatoses professionnelles parce que depuis les rapports des D^{rs} Le Roy des Barres et Courtois-Suffet, il paraît « difficile d'établir une liste complète et précise de ces affections et des professions correspondantes et aussi parce que la cause professionnelle de l'affection est, dans presque tous les cas, suffisamment nette et précise pour ne pas nécessiter cette énumération. »

On saisit bien ici tout le fond de la pensée de M. Breton. C'est surtout pour les maladies dont la cause professionnelle n'est pas nette qu'il a établi sa liste. Pour celles dont l'origine professionnelle est évidente, il n'est pas besoin de liste. M. Breton les a, néanmoins, indiquées toutes les fois qu'il a pu en établir l'énumération précise et complète. Pour les autres cas, il a rédigé un article spécial (article 6):

« Sont également considérées comme maladies professionnelles et assimilées aux accidents du travail, tout empoisonnement, maladie ou dermatose non mentionnées au tableau annexé lorsque l'origine professionnelle de l'affection pourra être établie. »

Le D^r Bremond, dans son rapport sur les virus

n'avait étudié que les empoisonnements par les virus de la variole du charbon et de la morve. M. Breton dans sa première proposition n'avait indiqué que ces trois là.

« La variole, disait le D^r Bremond, menace les blanchisseuses, les batteurs de tapis, les brocanteurs, les cardeurs de matelas, les chiffonniers, les délis-seurs, les fripiers, les peintres, chargés d'arracher les vieux papiers de tenture et de gratter les plafonds des chambres de malades, et de tous les ouvriers qui manipulent ou transportent les papiers ou étoffes hors d'usage. D'après Variot le même danger menaçait les trieurs de plumes. » Il faut ajouter les ouvriers employés par des entreprises de désinfection, de transport, de garde des malades et de travaux se rapprochant aux funérailles. Or, la commission remarqua que la variole n'était pas la seule maladie menaçant les ouvriers que nous venons d'énumérer. C'est pourquoi, elle émit l'avis « que tout ce qui vient d'être dit de cette maladie s'applique aussi bien à toutes les autres maladies contagieuses autant qu'elles peuvent atteindre les ouvriers des professions énumérées.

Dans ces professions, toutes les maladies contagieuses peuvent, le cas échéant, avoir une origine professionnelle et leur réparation doit être prévue par la loi (1). »

1. Rapport de M. LECLERC DE PULIGNY.

Cet avis ne fut pas perdu pour M. Breton. Il mit dans une catégorie à part le charbon et la morve à cause de la rareté de ces maladies et de leur caractère non épidémique. Puis il ajouta à la variole sous le titre : « Maladies contagieuses » une longue suite de maladies qui peuvent être professionnelles selon l'avis de la Commission d'Hygiène industrielle au même titre que la variole ; mais, qui n'ont évidemment par elle-mêmes, aucun caractère professionnel. Citons : la fièvre typhoïde, le choléra, la scarlatine, la rougeole, la diphtérie, la fièvre jaune, la dysenterie, la tuberculose pulmonaire, la coqueluche, la grippe, etc

La commission ayant, de même, émis l'avis :

« 1° Que les pneumokonioses présentent le caractère de maladies spéciales à des industries déterminées ;

« 2° Que dans ces industries, les chances d'infection tuberculeuse sont telles que la tuberculose doit également être considérée comme une maladie professionnelle (1). » M. Breton indiqua comme maladies causées par les poussières, les pneumokonioses et la tuberculose. Il ajouta à la liste de la commission des maladies causées par le travail dans l'air comprimé et l'anquilostomiasie des mineurs. L'air comprimé cause plutôt de véritables accidents que des maladies professionnelles. Mais M. Breton tient à éviter certaines difficultés dans les cas délicats.

1. Rapport de M. LECLERC DE PULIGNY.

En somme M. Breton a dressé une liste, non pas seulement de substances nocives, mais d'industries dangereuses employant les mêmes substances nocives, mais omises dans la liste. Ce n'est pas tout. La liste des substances nocives est elle-même nécessairement incomplète et M. Breton ne l'ignore pas. « Bien d'autres produits autrement vénéneux, dit-il, pourraient encore être examinés au point de vue de l'intoxication professionnelle. Il suffit, pour s'en rendre compte, de jeter un coup d'œil sur la liste des substances visées par l'arrêté du Conseil fédéral suisse du 18 janvier 1901. Mais beaucoup de ces substances sont d'un emploi relativement peu courant et les affections qu'elles peuvent provoquer ne sont pas encore nettement déterminées. Les mentionner dans notre proposition présenterait sans grand avantage le grave inconvénient de lui enlever sa précision et sa clarté. »

Il est vrai que l'article 5 de la proposition permet de compléter la liste des maladies professionnelles. Malgré tout il est regrettable que la proposition de M. Breton n'ait pu prévoir toutes les maladies. Elle repose, en effet, sur un expédient. Dans l'impossibilité de demander au médecin le diagnostic de l'origine professionnelle ou banale d'une maladie, elle remplace le diagnostic par une présomption légale. Dès lors, il serait désirable que cette présomption légale ne fût pas inapplicable à un certain nombre de cas, ce qui a lieu pour ceux relevant de l'article 6

Ce n'est pas tout encore. La proposition de M. Breton organise évidemment la réparation d'un grand nombre de maladies qui ne sont pas professionnelles. M. Breton présume, que ces maladies auront toujours une cause professionnelle. Il fait donc ni plus ni moins supporter par l'industrie des charges qui ne devraient pas lui incomber en bonne justice. M. Breton en convient ; mais il ne voit là qu'une application logique du système même de la loi de 1898, qu'une analogie de situation absolue avec le régime de réparation des accidents du travail proprement dits. Voici comment il raisonne : La loi du 9 avril 1898 repose sur une transaction et un forfait. Il y a des cas où l'accident est dû à la faute du patron, d'autres où il est dû à l'industrie elle-même, sans qu'il y ait faute du patron. Dans l'un et l'autre cas, l'ouvrier a l'indemnité complète. Seulement, si la loi refuse la réparation totale ; par compensation, quand l'accident est dû à la faute de l'ouvrier, elle lui fournit la même indemnité qu'elle lui donne dans les autres cas. Donc, dit M. Breton, je ne fais qu'appliquer ce système pour les maladies professionnelles.

« Pour éviter tout litige, dit-il, toute contestation, toute difficulté d'application de la loi, pour éviter qu'un ouvrier ou patron se rejettent mutuellement la responsabilité de tous les accidents, pour rendre pour ainsi dire automatique le fonctionnement de la

loi, le Parlement a finalement adopté le principe d'une indemnité transactionnelle et forfaitaire réduite pour tous les accidents quelles qu'en soient les circonstances. S'il y a faute du patron, l'ouvrier reçoit une indemnité inférieure à celle qui, en bonne justice, lui serait due; mais, en revanche, s'il est victime de son imprudence, il récupère la perte qu'il a subie dans le premier cas en touchant néanmoins la même indemnité. Eh bien ! il en sera absolument de même avec l'application de la loi aux maladies professionnelles : Si dans certains cas, les ouvriers qui en sont victimes reçoivent une indemnité inférieure à celle qui leur serait légitimement due, par mesure de compensation, ils obtiendront dans d'autres une indemnité bien supérieure. Comme il est matériellement impossible de doser exactement dans chaque cas particulier le fait de responsabilité pouvant incomber à l'employeur et à l'employé, ce procédé est le seul pratiquement employable. »

Ainsi, M. Breton applique très ingénieusement la transaction forfaitaire de la loi du 9 avril 1898 aux maladies professionnelles. Pour déterminer la responsabilité des employeurs successifs. d'un même ouvrier, il a également une méthode très ingénieuse et d'une application facile.

Il s'agit, en effet, d'une nouvelle présomption légale.

Supposons un ouvrier d'une profession insalubre

qui quitte cette profession. Il n'est pas malade, mais peut-être a-t-il cependant en lui le germe d'une maladie qui va se développer plus tard. S'il en est ainsi, le dernier patron, chez lequel il a exercé son métier insalubre doit être déclaré responsable. Il faut donc établir que cette responsabilité pourra être mise en jeu pendant un certain délai qui variera suivant les maladies.

C'est ce que M. Breton appelle : délai de responsabilité.

En pratique, l'ouvrier d'une profession insalubre qui quitte un patron s'en va presque toujours chez un autre patron exercer la même profession.

Le délai de responsabilité reste fixé pour le premier patron, comme nous venons de le voir ; mais, comme les chances de maladies, dues à l'intoxication chez lui, diminuent progressivement sa responsabilité va diminuant de même. Au contraire, les chances de maladies dues à l'intoxication chez le nouveau patron vont en augmentant progressivement ; sa responsabilité nulle au début va en augmentant à mesure que celle de l'ancien patron diminue jusqu'à ce qu'enfin celle de l'ancien patron soit nulle tandis que celle du nouveau patron est devenue complète. Voilà donc une nouvelle transaction et un nouveau forfait complétant très heureusement ceux qui existaient déjà dans la loi et rentrant dans son esprit.

D'ailleurs, comme le fait remarquer M. Breton, il est matériellement impossible de préciser dans chaque cas particulier la part de responsabilité pouvant revenir à chacun des industriels ; il est donc nécessaire d'avoir également ici recours à une évaluation forfaitaire devant éviter toute contestation.

On pourra objecter que ce système ne répartira pas toujours les responsabilités suivant la plus absolue justice et qu'il sera, par exemple, assez illogique d'attribuer une part de responsabilité qui pourra être assez lourde à un patron n'ayant occupé que quelques jours un ouvrier. C'est possible ; mais, ce n'est là, en somme, qu'une évaluation forfaitaire de la responsabilité patronale en tout point analogue à l'évaluation forfaitaire servant de base à la fixation de l'indemnité dans la loi du 9 avril 1898.

« Si cette base d'évaluation peut parfois être désavantageuse pour un patron, dit M. Breton, elle pourra en revanche le favoriser dans un autre cas ; d'où il résultera, dans l'application, une compensation rendue bien plus efficace encore par le jeu de l'assurance. »

Il est, en effet, évident, comme cela se produit pour les accidents proprement dits que tous les patrons seront rapidement amenés à contracter des assurances contre le nouveau risque créé par la loi ; ce seront, par suite, les compagnies d'assurances qui remplaceront presque toujours les patrons.

La loi, proposée par M. Breton, serait donc comme celle du 9 avril 1898 une loi d'assurance obligatoire pour tout patron prudent.

Au point de vue de la protection du travailleur, ce système aurait l'avantage d'écarter tout danger de renvoi des ouvriers malades, malingres ou âgés. Les primes d'assurances étant les mêmes pour tous les ouvriers, les patrons n'auraient pas d'intérêt à renvoyer un ouvrier parce qu'il serait plus sujet qu'un autre à contracter une maladie.

Il y aura, dira-t-on, des patrons non assurés ? Mais, ceux-là non plus n'auront pas intérêt à renvoyer un ouvrier présentant des symptômes de maladie. Le patron, qui renverrait ainsi un ouvrier, serait forcé d'embaucher un nouvel ouvrier pour remplacer l'ancien et il deviendrait par suite, responsable de sa santé tout en demeurant partiellement responsable durant un certain temps, de la maladie professionnelle pouvant atteindre celui qu'il aurait renvoyé, même si ce dernier allait parfaire son empoisonnement dans une usine analogue. De même, un patron n'a pas intérêt à refuser d'embaucher un ouvrier ayant des chances d'être intoxiqué puisque sa responsabilité est considérablement atténuée pendant un certain temps par celle de l'ancien patron.

On voit combien le système de M. Breton forme un tout harmonieux et logique, présentant une solution, peut être imparfaite, mais, simple et élégante du pro-

blème posé. Il a formulé une proposition de loi facilement applicable et ne suscitant pas de procès. L'indemnité prévue est la même que celle de la loi du 9 avril 1898.

Elle est inférieure au dommage subi par l'ouvrier ; mais, cela tient au caractère transactionnel et forfaitaire de cette indemnité. La procédure est la même que celle de la loi sur les accidents du travail et, par suite, le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit à la victime.

Enfin, la réparation prévue par le projet de M. Breton est supportée par l'industrie, ce qui est conforme à la théorie du risque professionnel.

Section VI

TROISIÈME PROPOSITION BRETON

Le 13 juillet 1906, un mois après le dépôt du projet de M. G. Doumergue, dont nous parlerons plus loin, M. Breton déposa à la Chambre une troisième proposition de loi d'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail. Cette nouvelle proposition de M. Breton n'est, en somme, que la reproduction de son deuxième projet de loi auquel il a ajouté deux nouveaux articles qui ont pour but d'intéresser les patrons à prendre toutes les précau-

tions préventives possibles contre les maladies et particulièrement contre la tuberculose.

Voici ces deux nouveaux articles :

ARTICLE 4. — Dans chaque département une commission composée d'un délégué du ministre du Commerce, de l'Industrie et du Travail, d'un délégué du préfet, d'un délégué des Chambres syndicales patronales intéressées, d'un délégué des syndicats ouvriers intéressés et de l'inspecteur du travail répartira chaque année les usines assujetties en six classes en prenant pour base de cette classification l'hygiène générale des ateliers de ces usines et les moyens de prévention des maladies qui y sont employés.

La première classe comprendra les usines comportant dans leur aménagement toutes les conditions d'hygiène et prenant toutes les mesures préventives indiquées par l'état actuel de la science.

La sixième classe contiendra les usines négligeant totalement ces mesures de salubrité. Les classes intermédiaires se partageront les usines se rapprochant plus ou moins de ces deux extrêmes.

Un règlement d'administration publique précisera les détails de fonctionnement de ces commissions départementales et le mode de nomination des délégués des syndicats patronaux et ouvriers.

ARTICLE 5. — En ce qui concerne exclusivement la tuberculose, l'indemnité due par le patron à l'ouvrier

et fixé par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898 ne sera totale que pour les patrons des usines de la sixième classe ; elle sera réduite :

De 10 0/0 pour les patrons des usines de la 5^e classe ;

De 20 0/0 pour les patrons des usines de la 4^e classe ;

De 30 0/0 pour les patrons des usines de la 3^e classe ;

De 40 0/0 pour les patrons des usines de la 2^e classe ;

De 50 0/0 pour les patrons des usines de la 1^{re} classe.

Section VII

RAPPORT DE M. PAULET

Quelques mois après le dépôt du second projet de M. Breton, M. Paulet présenta, au Comité consultatif des assurances un rapport préparatoire dont les conclusions ont inspiré le législateur dans le projet de loi du 16 mai 1905.

Après un court examen de la question au point de vue historique et jurisprudentielle, après avoir envisagé la question au point de vue des solutions qu'elle a reçues à l'étranger et avoir cité les conclusions de la commission d'hygiène industrielle, M. Paulet s'exprime ainsi : « Une première et double constatation s'impose : il est impossible de tenter pour les maladies professionnelles une législation complètement différente de la législation appliquée aux accidents du travail, les rapports entre la maladie et les acci-

dents étant trop étroits pour qu'il n'y ait pas un intérêt évident à laisser ces deux manifestations du risque professionnel sous l'empire des mêmes principes et pour autant que les faits s'y plient, des mêmes formalités ; mais, il n'est pas moins impossible d'appliquer purement et simplement la législation des accidents aux maladies professionnelles à raison des différences profondes qui les séparent quant à la constatation de leur origine aux phases de leur survenance et à la détermination des responsabilités qu'elles entraînent. »

D'après M. Paulet, il ne saurait donc s'agir que d'adopter un système nouveau qui tout en s'inspirant le plus possible de la loi du 9 avril 1898 puisse permettre cependant de parer aux difficultés spéciales suscitées par la nature même du risque.

« Les maladies professionnelles doivent être réparées comme les accidents du travail ; mais on doit s'attacher à prévenir les maladies évitables. »

« Il importe, dès l'abord, d'indiquer toutes les difficultés de détail et d'envisager les deux difficultés maitresses du problème ; difficulté de discerner l'origine de la maladie ; difficulté de partager la responsabilité entre les employeurs successifs de l'ouvrier malade. Pour résoudre la première difficulté, M. Paulet, tout en reconnaissant que le diagnostic causal n'a rien d'impossible, n'hésite pas à ajouter : « Pourvu qu'il soit éclairé par l'état civil médical du

sujet » au moyen du livret sanitaire et d'un registre sanitaire d'usine, car il peut être utile de combiner ces deux éléments d'information et de preuve afin de laisser un titre aux mains de l'ouvrier et aux mains du patron ».

« Quant à la répartition de la responsabilité patronale des maladies professionnelles entre les différentes exploitations dans lesquelles l'ouvrier a successivement contracté, entretenu ou aggravé sa maladie, il semble téméraire d'établir juridiquement sans courir les risques de déterminations arbitraires, de litiges intéressants et, en définitive, d'inégalités qui rendraient la réparation aussi injuste pour les patrons qu'aléatoire pour les ouvriers. »

En un mot, M. Paulet repousse le système de présomptions légales de M. Breton.

Il est bien certain que lorsque plusieurs industriels ont employé successivement un même ouvrier, tous peuvent être cause de la maladie de cet ouvrier, puisque tous l'auront exposé aux mêmes causes d'intoxication. Et pourtant, il est bien difficile de déterminer la part de responsabilité de chacun et, dès lors, se pose la question de solidarité dans la réparation de la maladie de cet ouvrier. Et pour M. Paulet, une telle solidarité qui pourrait se réaliser au moyen de syndicats de garanties, comme il en existe de par la loi de 1898, aurait pour avantage non seulement « de substituer la responsabilité commune des industries

insalubres aux responsabilités individuelles des chefs d'entreprises », mais aussi « de prévenir pour les ouvriers, entamés par la maladie professionnelle, les congédiements prématurés que pourrait provoquer le jeu de ces responsabilités individuelles, de permettre l'évaluation globale des charges, de laisser aux intéressés eux-mêmes le soin délicat de ventiler entre eux ces charges d'après leurs risques et leurs dispositions préventives, de faciliter, enfin, et de provoquer aussi par l'intérêt financier la propagation efficace et rapide de ces dispositions préventives.

Section VIII

Le Comité consultatif des assurances.

C'est donc sur ces bases générales que le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail arrêta, après discussion, le cadre du projet de loi qui lui était demandé. Tout en prenant pour guide la loi du 9 avril 1898, et, en retenant le principe du risque professionnel et ses conséquences forfaitaires de réparation, il estima que la responsabilité patronale, au cas de maladie professionnelle, doit être collective et non personnelle; que la responsabilité des maladies caractérisées doit être exclusivement supportée par cette collectivité; que cette responsabilité ne saurait être couverte que par une

assurance obligatoire organisée par groupements professionnels centralisés avec des sous-organisations locales pour la surveillance et le paiement des petites indemnités ; que l'incapacité professionnelle, en matière de maladie, doit être assimilée à l'incapacité permanente en matière d'accidents ; enfin, qu'il conviendrait de réserver l'intervention d'une juridiction arbitrale pour éviter qu'en cette matière très technique le médecin seul conseil effectif du juge civil, ne devienne, en réalité, sous son couvert, l'arbitre unique et irresponsable de l'exécution de la loi. Dans ces conditions, le projet délibéré par le Comité consultatif est restreint pour le début en vue d'une expérimentation prudente aux deux plus graves intoxications seulement : celle du plomb et celle du mercure. Pour les industries similaires, le projet organise des syndicats de garanties subdivisés en mutualités locales d'arrondissement qui englobent, pour toute la France, tous les patrons des industries du groupe. Le syndicat est appelé à faire directement face, par répartition annuelle des charges entre ses membres, à la réparation des maladies professionnelles graves, c'est-à-dire celles entraînant la mort, l'incapacité permanente ; et, lorsqu'elle excède une durée de trente jours, l'incapacité temporaire. La réparation de cette première catégorie de maladies incombe intégralement au patron à condition qu'elles soient réellement professionnelles. La charge de la preuve offre peu

d'inconvénients pour ces incapacités qui sont relativement peu nombreuses et qui, à raison même de leur durée et de leur caractère de gravité offrent aux médecins des diagnostics moins incertains. Au contraire, les maladies professionnelles de courte durée n'occasionnant que des incapacités temporaires de trente jours au plus qui sont de beaucoup les plus nombreuses qui pourraient donner lieu à plus de difficultés de diagnostic et qu'il importe, à raison même de leur brièveté, de pouvoir réparer rapidement, seront toujours et toutes réparées pour éviter que chacune d'elles ne soit la cause d'un procès portant sur son caractère professionnel. — Cette réparation globale des maladies de courte durée implique d'ailleurs que les patrons ne sauraient être tenus d'en faire seuls les frais. Au moyen de statistiques à établir ou à poursuivre, on aura dans l'intégralité du risque des courtes maladies un départ à faire entre les éléments d'ordre professionnel et les éléments d'ordre général, les patrons devant faire face seulement à la portion du risque correspondant à la part présumée de la maladie professionnelle et les ouvriers devant supporter celle qui résulte de la maladie ordinaire.

« Pour la connaissance des différentes difficultés que pourra soulever l'application si complexe et si technique de toute législation sur les maladies professionnelles, le projet prévoit l'institution de comi-

tés locaux d'arbitrage et d'un comité central d'arbitrage, tout en déférant leurs décisions importantes à la Cour de cassation pour ne pas faire brèche à l'unité de la jurisprudence (1). »

Tel est le système qui a paru au Comité consultatif des assurances le seul susceptible en définitive d'atteindre le but qu'il se propose, sans se heurter aux trois principaux écueils à redouter puisqu'il peut :

« 1° Éviter qu'il n'y ait un litige à l'occasion de chaque maladie ;

2° Prévenir les renvois d'ouvriers qui tendraient à se produire en l'absence d'une organisation corporative obligatoire ;

« 3° Écartier la nécessité de livrets ou registres sanitaires qui, en dernière analyse, n'échapperaient que difficilement aux inconvénients et aux griefs auxquels a entendu mettre un terme le législateur de 1890 en abolissant les anciens livrets d'ouvriers. »

Nous passerons successivement en revue les différentes dispositions de ce projet qui comprend cinq titres.

1. *Documents parlementaires*, Chambre des députés, Annexe n° 2447.

Section IX

LE PROJET GOUVERNEMENTAL

TITRE I

Des indemnités dues à la suite de maladies.

I

INDUSTRIES ET PERSONNES ASSUJETTIES

Le projet commence par déterminer, dans son article 1^{er}, qu'elles sont les industries auxquelles la loi s'appliquera. Ce sera l'objet de décrets rendus après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles, dont la création est visée

l'article 36 du projet. Ces décrets ne devront désigner que les industries ou professions » donnant lieu du fait de la fabrication de la manutention ou de l'emploi, soit du plomb et de ses composés, soit du mercure et de ses composés, à des affections aiguës ou chroniques fréquentes. »

La loi est donc restreinte aux maladies professionnelles causées par le plomb et le mercure. Si le législateur n'a pas accordé de réparation aux maladies résultant d'autres intoxications, ce n'est pas qu'il les ait trouvées peu susceptibles de retenir l'at-

tention ; mais, il a craint, en allant plus loin, de s'exposer à des difficultés d'exécution et de compromettre la réalisation de son projet. Ce qu'il a voulu surtout « c'est instituer le plus tôt possible le régime même de réparation des maladies professionnelles ; lorsque ce régime aura été introduit dans la législation et expérimenté pratiquement il sera plus facile d'y englober des intoxications nouvelles d'après les résultats de l'expérience acquise. »

Pour ces mêmes raisons de prudence il a paru nécessaire, au moins au début, au législateur de ne pas trop étendre le champ d'application de la loi qui aurait pu être singulièrement large s'il avait dû s'appliquer à toutes les industries employant sous une forme ou à un degré quelconque le plomb et ses composés, le mercure et ses composés. Aussi, l'article premier spécifie-t-il que pour être assujetties à la loi « les professions ou industries devront présenter un risque certain de maladies professionnelles fréquentes. »

C'est sur ces bases que les décrets prévus à l'article 3 « auront à établir la liste des industries et travaux assujettis et à opérer entre eux des classifications pour grouper les industries similaires présentant des degrés de risques voisins. Les chefs des entreprises ainsi groupés constitueront aussi de plein droit les syndicats centraux de garantie solidaire et les mutualités locales organisés par les titres II et III.

Enfin, l'article 3 dispose que les décrets prévus par l'article premier pourront être modifiés tous les trois ans.

D'après l'exposé des motifs, cette disposition a pour but de permettre d'atteindre les industries nouvellement créées faisant emploi de plomb ou de mercure, ou les entreprises anciennes dans lesquelles les conditions d'emploi de ces substances se seraient aggravées. Elle permet aussi de dégager de l'assujettissement certaines professions qui seraient parvenues à limiter notablement ou même à supprimer leurs risques de maladies professionnelles.

Le projet ne s'applique donc qu'aux industries ou professions présentant des risques certains d'intoxications plombiques ou mercuriels fréquents.

L'article 2 du projet spécifie formellement d'ailleurs que les ouvriers et employés intéressés ne pourront se prévaloir à raison des maladies visées au projet d'aucunes dispositions législatives autres que celles qu'il édicte en même temps qu'il écarte de sa sphère d'application les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire et n'emploient qu'accidentellement un ou plusieurs de leurs camarades.

II

INDEMNITÉS ALLOUÉES AUX OUVRIERS MALADES

Le projet gouvernemental consacre l'attribution d'indemnités journalières en cas d'incapacité tempo-

raire, l'allocation de rentes en cas de mort et d'incapacité permanente absolue ou partielle, le paiement de frais médicaux et pharmaceutiques, de frais funéraires et de frais d'hospitalisation. Mais, l'idée fondamentale qui est la base de l'économie de ces indemnités, c'est la distinction faite entre les maladies graves et les maladies qui n'occasionnent qu'une incapacité de travail ne dépassant pas trente jours.

Cette distinction n'est pas autre chose qu'une nouvelle application d'une idée qu'on trouve déjà à la base de la détermination des indemnités accordées aux ouvriers blessés par la loi du 9 avril 1898 : l'idée de forfait. En vertu de ce forfait, le projet comporte la réparation de toutes les maladies ; mais, en revanche, il comporte également la participation des ouvriers aux frais de cette réparation totale en ne mettant à la charge exclusive du patron que la réparation des maladies graves, c'est-à-dire occasionnant une incapacité de travail de plus de trente jours.

Il y a donc désormais deux sortes de maladies professionnelles. Les unes graves dont la responsabilité et la charge incombent au patron pourvu que leur origine professionnelle soit démontrée ; les autres de courte durée n'occasionnant qu'une incapacité de travail de trente jours au plus. La charge de ces dernières incombe à la fois aux patrons et aux ouvriers.

Cette distinction laisse entrevoir de grosses diffi-

cultés dans l'application de la loi. La lecture de l'article 5 nous apprend, en effet, que l'indemnité journalière est due pour toute incapacité de travail occasionnée par une maladie quelle qu'en soit la cause à dater du jour fixé par la loi de 1898 (1) jusqu'au trentième jour inclusivement. L'indemnité cessera d'être due à cette date à moins, toutefois, qu'il ne s'agisse d'une maladie professionnelle ; si le caractère de l'affection est reconnu, l'indemnité de demi-salaire continue à être servie jusqu'au jour de la guérison complète de l'ouvrier malade ou jusqu'à la constatation du caractère permanent de son incapacité. A partir de ce moment, il aura droit à une rente. Le système est, on le voit, bien complexe et comme tel susceptible d'entraîner des contestations et des retards à l'indemnisation des ouvriers.

En ce qui concerne la première catégorie de maladies, les ouvriers ont droit à une indemnité journalière égale à la moitié du dernier salaire quotidien, si ce salaire est fixe, et s'il est variable, à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois précédent.

Pour toute incapacité excédant trente jours et due à une maladie professionnelle, les ouvriers ont droit à la même indemnité ; mais, jusqu'au jour de leur

1. A partir du premier jour si l'incapacité a duré plus de dix jours, loi de 1898 modifiée par la loi du 31 mars 1905.

guérison à moins qu'ils ne soient frappés de mort ou atteints d'incapacité permanente auxquels cas la victime ou ses représentants auront droit aux rentes fixées par l'article 3 de la loi de 1898.

Le projet reproduit textuellement les dispositions de la loi de 1898 en ce qui concerne les époques et le lieu du paiement de l'indemnité journalière et des rentes, leur caractère d'incessibilité et d'insaisissabilité, etc. Il en est de même en ce qui touche l'allocation éventuelle et le règlement des frais funéraires. Au contraire, au regard des frais médicaux et pharmaceutiques et des frais d'hospitalisation, le projet se borne à consacrer le principe de leur paiement cumulativement avec l'allocation de l'indemnité journalière (art. 5).

Quant aux ouvriers étrangers, leur situation est réglée par l'article 7 du projet. Il les met sur le même rang que les ouvriers français pour l'indemnisation des incapacités n'excédant pas trente jours et leur applique pour les autres incapacités les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sous réserve de conventions internationales intervenues en conformité de cette législation.

Le projet prévoit également le cas des ouvriers qui « sans avoir été atteints encore d'incapacité permanente auront souffert à plusieurs reprises d'incapacités temporaires et pour lesquels le médecin aurait fait prévoir, s'ils continuent l'exercice de leur pro-

fession ou passent dans une industrie similaire, des rechutes susceptibles d'aboutir à l'incapacité permanente. » L'article 8 donne à ces ouvriers le droit de requérir leur sortie définitive de la profession et d'obtenir une rente viagère correspondant à la moitié de la réduction de salaire que peut leur occasionner un tel abandon.

Réciproquement, le patron pourra se dégager des charges correspondant à de telles menaces d'incapacité graves en provoquant l'éviction des ouvriers menacés et l'allocation de la rente viagère dont nous avons parlé.

Les ouvriers titulaires de rentes de cette nature en perdraient naturellement le bénéfice et seraient déchus de tout droit à une indemnité ultérieure du fait de maladie professionnelle s'ils venaient à reprendre du travail dans leur ancienne profession ou dans une profession similaire.

TITRE II

Des mutualités locales.

Les organes administratifs de l'assurance contre les maladies professionnelles créés par le projet gouvernemental sont d'une part les mutualités locales et d'autre part les syndicats centraux de garantie.

Les mutualités locales sont des subdivisions des

syndicats centraux de garantie dont nous parlerons au titre III. Ces mutualités créées par arrêté du ministre du Commerce, après avis de la commission supérieure des maladies professionnelles, comprennent de plein droit tous les chefs d'entreprises situées dans la circonscription et ressortissant au groupe, ainsi que les ouvriers et employés occupés dans ces établissements.

D'après les articles 10 et 11, qui en réglementent la constitution, les mutualités locales correspondent en principe à l'arrondissement ; toutefois, une mutualité peut être restreinte à un ou plusieurs cantons ou bien par exception être étendue à plusieurs arrondissements.

Leur établissement est soumis à deux conditions principales : d'une part la confection administrative de listes électorales patronales et ouvrières dans chaque commune ; d'autre part, la déclaration du fonctionnement ou de l'ouverture des établissements ou des ateliers. Les chefs d'entreprises assujettis à la loi devront remplir ces formalités et faire les déclarations de personnel dans le mois de l'entrée en vigueur de la loi et ultérieurement huit jours au moins avant l'ouverture de l'exploitation.

Les mutualités locales ont à leur tête un comité directeur chargé de les administrer. Ce comité est élu dans les conditions fixées pour les élections aux conseils de prud'hommes. Il est renouvelable par

moitié tous les trois ans et se compose : 1° de trois patrons ou préposés des patrons ; 2° de trois ouvriers ou employés ; 3° d'un président désigné à la suite de chaque élection triennale par les membres précédents ou à défaut d'entente entre eux par le président du tribunal civil (art. 12).

Quant au rôle du comité directeur, il consiste à administrer la mutualité locale. « Il désigne les médecins et les pharmaciens, exerce, par l'intermédiaire de son président, les droits de la mutualité locale et fait face aux obligations qui lui incombent. » Celles-ci ont trait au paiement des indemnités de maladies qui constituent des charges qu'elle supporte définitivement, telles que les indemnités journalières, les frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation, afférents aux incapacités, quelle qu'en soit l'origine, dont la durée ne dépasse pas trente jours. La mutualité locale acquitte d'autres charges ; mais, pour le compte du syndicat central. Ce sont les indemnités dues pour les incapacités de plus de trente jours et les arrérages des rentes attribuées en cas de décès ou d'incapacité permanente.

L'article 18 du projet donne au comité directeur de chaque mutualité la facilité de confier le service des indemnités qu'il a mission d'assurer à certaines autres caisses ; soit aux sociétés de secours mutuels soit à des caisses patronales ou à des sociétés d'assurances dûment agréées à cet effet par le ministre du

Commerce dans les conditions déterminées par décret.

« Mais, il est à présumer que les mutualités locales s'adresseront principalement aux sociétés de secours mutuels et en même temps qu'elles pourront ainsi sensiblement se décharger elles-mêmes, apporteront à ces sociétés du fait du régime nouveau une appréciable augmentation de clientèle. »

Enfin, l'article 19 « autorise les comités directeurs à organiser sous réserve du consentement des ouvriers à la majoration de leurs cotisations la réparation des premiers jours de maladie non indemnisés en vertu du projet ou, au delà du trentième, des maladies non professionnelles constatées. »

Le comité directeur peut également décider qu'il effectuera pour le compte des chefs d'entreprise inscrits à la mutualité locale le service des indemnités en cas d'accidents du travail pour les incapacités n'excédant pas trois mois. Si l'ouvrier trouve ainsi, quelque soit le risque qui l'atteigne, l'avantage d'avoir devant lui le même organisme pour le règlement de ses indemnités, une telle mesure ne nuit à personne, puisque ces services spéciaux doivent être exactement couverts par les ouvriers dans le premier cas, par les patrons dans le second, et que les ressources normales de la mutualité locale n'en peuvent être ni réduites ni accrues.

Quant à la répartition des charges résultant du paiement des indemnités, elle s'effectue entre les mutua-

lités locales et les syndicats centraux de garantie.

La mutualité locale supporte les dettes d'indemnités journalières, de frais médicaux pharmaceutiques, d'hospitalisation et les frais funéraires ; et pour faire face à ces dépenses, la caisse de la mutualité locale est alimentée par les versements des patrons et les retenues opérées par ces derniers sur les salaires de leurs ouvriers. Ces contributions devront, aussi exactement que possible et à l'aide d'approximations que viendront de plus en plus faciliter les statistiques successives, correspondre les premières, au risque de maladie professionnelle dans les maladies des trente premiers jours, les secondes, pour les mêmes maladies au risque de maladie banale que n'ont point à couvrir les patrons, de telle sorte qu'en définitive, ces derniers aient à supporter intégralement, mais exclusivement, la charge qu'ils auraient à subir si la législation sur les accidents du travail avait pu s'appliquer purement et simplement aux maladies professionnelles.

De manière à encourager efficacement les mesures de prévention, qui doivent demeurer une des préoccupations essentielles de toute législation sur les maladies professionnelles, le projet laisse à un décret le soin d'établir les conditions et les limites dans lesquelles le comité directeur de chaque mutualité locale pourra réserver un sort différentiel aux établissements les mieux tenus. Il pourra ainsi réduire

les contributions patronales afférentes aux entreprises dont l'installation et le fonctionnement ont pour effet d'amoindrir le risque de maladie professionnel. (art. 17).

En ce qui concerne les indemnités résultant des incapacités de travail de plus de trente jours, le projet dispose que les contributions patronales seront établies sur la base même des contributions aux mutualités locales. Le législateur a été obligé de faire état en l'absence de statistiques précises d'une correspondance entre les incapacités graves d'origine professionnelle et les incapacités de trente jours au plus ayant même origine présumée.

La contribution des chefs d'entreprise aux dettes du syndicat central est fixée dans ces conditions en fin d'exercice par voie de répartition entre eux du total des charges annuelles incombant au syndicat.

Enfin, en cas d'insolvabilité constatée des chefs d'entreprises, il ne pouvait être question de responsabilité individuelle de chaque chef d'entreprise puisque le principe même des responsabilités collectives sur lequel est basé le projet s'y opposait.

Aussi, l'article 27 dispose-t-il qu'au cas d'insolvabilité constatée des chefs d'entreprises le montant non recouvré des contributions dues pour l'exercice aux mutualités locales et de la répartition faite au sein des syndicats centraux fait l'objet d'un état fourni par chaque syndicat central au ministère du Commerce.

Le total de ces états est réparti par ses soins entre les syndicats centraux au prorata du chiffre de leurs répartitions successives. La part incombant ainsi à chaque syndicat central fait ensuite par ses soins l'objet d'une répartition complémentaire entre les chefs d'entreprises qui le composent.

Le législateur a pensé qu'il pouvait être excessif dans des syndicats ne réunissant qu'un petit nombre d'établissements de faire peser sur les patrons solvables du groupe le montant de l'insolvabilité des autres et tenant compte du lieu de solidarité économique qui unit les industries, il a jugé préférable d'établir une répartition globale des insolvabilités propres à chacun d'entre eux.

TITRE III

Syndicats centraux de garantie.

Les syndicats centraux de garantie sont le deuxième organe administratif de l'assurance contre les maladies professionnelles créé par le projet du gouvernement. Composés des patrons de chaque groupe d'industries similaires réparties entre les diverses mutualités locales, ils s'étendent à toute la France et ont leur siège à Paris. C'est à eux qu'incombe la réparation de toutes les incapacités graves d'origine professionnelle, dont la charge n'incombe pas aux

mutualités locales. A leur tête, se trouve un conseil d'administration, qui correspond au comité directeur des mutualités locales. Il est composé de sept membres patrons élus par tous les chefs d'entreprise faisant partie des comités directeurs des mutualités locales ressortissant au syndicat. Comme les mutualités, le syndicat central de garantie peut ester en justice. Toutefois, le projet restreint sa personnalité civile aux besoins de son fonctionnement et lui enlève la faculté de recevoir des libéralités mobilières qu'il avait accordée aux mutualités locales (art. 14).

Le syndicat central de garantie centralise la comptabilité des mutualités locales en ce qui concerne les dépenses faites pour son compte. Il fait face au paiement des indemnités et des rentes mises à sa charge par l'article 15 du projet et il en répartit le montant à la fin de chaque année entre tous les membres du syndicat en proportion des contributions dues par eux aux mutualités locales. Ces syndicats ont la liberté de gérer eux-mêmes les capitaux représentatifs des rentes dont ils sont les débiteurs ou de les déposer à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. L'article 27 règle le jeu de la solidarité en cas de non-recouvrement dans chaque syndicat par suite d'insolvabilités individuelles constatées au regard des mutualités locales ou du syndicat central.

Enfin, l'article 29 inspire aux syndicats centraux de garantie et aux mutualités locales l'obligation de

produire certains documents destinés à l'établissement d'une statistique générale des maladies professionnelles.

TITRE IV

Des Comités d'arbitrage et de la Commission supérieure des maladies professionnelles.

Le titre IV du projet emprunte ses dispositions à la loi du 9 avril 1898 en ce qui concerne la déclaration des maladies professionnelles, la procédure d'enquête devant le juge de paix, la prescription annale de l'action en indemnité (art. 30 et 31) et la révision triennale des décisions ayant statué sur les incapacités de travail (art. 35) ; il renvoie également aux dispositions de la loi de 1898, pour le règlement nécessairement judiciaire des incapacités comportant attribution de rentes et la possibilité de l'appel contre les décisions liquidant de telles indemnités.

Il contient, au contraire, une importante innovation en ce qui concerne la désignation des juridictions chargées en toute hypothèse d'arbitrer les rentes et, au cas de désaccord, entre les intéressés, de prononcer sur l'attribution des indemnités journalières, des frais médicaux et pharmaceutiques, des frais d'hospitalisation et des frais funéraires (art. 32).

La compétence de droit commun du juge de paix et celle du tribunal civil sont, en effet, remplacées par celle des comités locaux d'arbitrage. La compétence ordinaire de la Cour d'appel est elle-même écartée et remplacée par celle d'un comité central d'arbitrage, émanation de la commission supérieure des maladies professionnelles, organes créés et organisés par l'article 36 du projet.

Deux considérations principales ont amené le législateur à faire cette importante innovation. C'est d'abord la nécessité évidente de parvenir très rapidement à la liquidation des indemnités et, ensuite, la nature même des questions que soulève l'application du projet. La détermination des caractères exacts de la profession ou du travail assujettis, le discernement de l'origine de la maladie et de ses causes médicales, professionnelles constituent, en effet, des questions si particulièrement techniques qu'elles suffisent à justifier cette innovation et qu'elles ont paru, au législateur, une condition essentielle à la réalisation pratique d'une législation sur les maladies professionnelles.

Ces tribunaux arbitraux sont composés de deux membres patrons, de deux membres ouvriers, du comité directeur de la mutualité locale élus par ce comité, d'un président et d'un médecin désignés par ces quatre premiers membres en dehors du comité directeur de la mutualité locale.

Le président du comité local d'arbitrage a voix prépondérante au cas de partage (art. 32).

Ces tribunaux arbitraux statuent en dernier ressort sur les contestations relatives aux indemnités journalières pour incapacité ne dépassant pas trente jours, sur les frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et frais funéraires. Mais, ils statuent à charge d'appel sur les rentes à allouer en cas d'incapacité permanente ou en cas de mort. Qu'il y ait ou non accord préalable entre les parties sur les contestations relatives à l'attribution des indemnités journalières et au règlement des frais médicaux et pharmaceutiques pour les maladies professionnelles excédant trente jours.

La juridiction d'appel devant laquelle sont portées ces décisions est constituée par un comité central d'arbitrage siégeant à Paris. Il est composé, indépendamment de deux conseillers à la Cour de cassation et de deux conseillers d'État désignés par décret, des membres de la commission supérieure des maladies professionnelles les mieux qualifiés pour connaître les difficultés techniques que peut soulever l'application du projet ou pour arbitrer les indemnités qu'il prévoit, savoir : deux membres du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ; deux médecins, membres de la commission d'hygiène industrielle ; un conseiller prud'homme patron et un conseiller prud'homme ouvrier, désignés

par le Conseil supérieur du travail parmi ses membres, et un professeur à la Faculté de droit. Le comité central d'arbitrage élit son président et son vice-président. Il ne peut statuer que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Le législateur a pensé que pour favoriser l'établissement d'une rapide unité de jurisprudence, il était préférable de créer un seul tribunal d'appel. Le projet réserve contre les décisions de ce comité d'arbitrage le pourvoi devant la Cour de cassation.

Comme en matière d'accidents du travail, c'est donc elle qui aura finalement à dire le droit en matière de maladies professionnelles. Au cas où elle infirmerait une décision du comité central d'arbitrage, la commission supérieure des maladies professionnelles statuerait alors comme juridiction de renvoi et, sur les points jugés par la Cour de cassation, devrait se conformer à ses décisions.

Enfin, au point de vue de sa composition et indépendamment des membres qu'elle délègue au comité central d'arbitrage, la commission supérieure des maladies professionnelles comprend trois députés et deux sénateurs élus par leurs collègues. Elle comprend également le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales, le directeur du travail, le directeur général de la caisse des dépôts et consignations un professeur à la Faculté de médecine et quatre

personnes spécialement compétentes en matière de maladies professionnelles.

TITRE V

Dispositions diverses et transitoires.

Le titre V du projet groupe des dispositions d'ordre divers, dont les plus importantes ont trait aux sanctions prévues pour assurer l'exacte application de la loi et à la déclaration de toutes les maladies professionnelles.

Il est prévu, par l'article 41, des amendes de simple police et, en cas de récidive, des amendes correctionnelles pour qui contreviendrait à la loi.

L'article 42 prévoit en plus la dissolution du comité directeur de la mutualité locale, en cas de violation des dispositions de la loi ou d'inexécution du règlement intérieur. En ce cas, l'autorité administrative est chargée de gérer la caisse de la mutualité locale.

Sous réserve d'adaptations réglementaires qui appellent des études particulières, le projet assure expressément le bénéfice de son principe aux ouvriers et employés des exploitations de l'État.

Enfin, dans son article 39, en vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure du régime qu'il organise, il rend obligatoire la déclaration de ces maladies même dans les entreprises

non assujetties au début. Un décret établira une liste des maladies à déclarer et, nous avons vu que l'obligation de cette déclaration qui incombe au médecin traitant est sanctionnée pénalement puisque l'article 41 lui est applicable. En revanche, le projet accorde au médecin des émoluments, dont le montant est à fixer par décret, et qui seront imputables sur les frais de contrôle et de surveillance prévus à l'article 20.

On ne saurait trop souhaiter que ces déclarations soient faites d'une façon rigoureusement exacte puisqu'elles sont la base de toute statistique sérieuse en matière de maladies professionnelles.

Tel est le projet de loi du gouvernement.

M. G. Doumergue, ministre du commerce, à la demande de l'administration des finances en modifia quelques détails et le déposa à la chambre des députés à la séance du 14 juin 1906.

CHAPITRE VII

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

I

Il faut, certes, reconnaître que le législateur du projet gouvernemental, tout en limitant provisoirement le champ d'application du nouveau régime aux industries les plus menacées, celles employant le plomb et le mercure, a tenu compte des difficultés signalées jusqu'ici ; en sorte que le projet paraît poser dès maintenant les bases d'une organisation de principes nouveaux et propres à assurer, par la suite, dans toutes les industries, la réparation des maladies professionnelles. C'est là le grand mérite du législateur de 1905. Il eut également l'heureuse idée d'organiser des mutualités locales et des syndicats centraux de garantie ; de créer des tribunaux arbitraux et professionnels et d'obliger les médecins à déclarer les maladies professionnelles qu'ils traitent. Ce sont là évidemment des dispositions qui donne-

raient aux ouvriers et même aux patrons les plus sérieuses garanties.

Nous ne croyons pas, cependant, que la meilleure solution de la question, si intéressante de la réparation des maladies professionnelles puisse se trouver dans le système proposé par le gouvernement.

Il semble bien, en effet, que la solution du problème doive être cherchée dans le système qui s'écartera le moins possible de la législation actuellement en vigueur pour les accidents du travail. C'est ce qu'a compris M. Breton et ce qui fait l'avantage de son système. Il veut appliquer la loi du 9 avril 1898, dans son essence même, à la réparation des maladies d'origine professionnelle et il propose simplement les modifications indispensables pour déterminer nettement, sans conflit possible, le caractère professionnel de l'affection.

Le projet de loi du gouvernement, au contraire, comporte une législation spéciale toute nouvelle et entièrement différente de celle qui régit les accidents du travail ; il constitue, en réalité, ce qui est d'ailleurs d'un très grand intérêt, une amorce à l'assurance-maladie telle qu'elle fonctionne en Allemagne.

Pourtant, l'exposé des motifs de ce projet indiquait la nécessité de rattacher la réparation des maladies professionnelles à la loi sur les accidents du travail. Nous y trouvons en effet, le passage suivant : « Quant à la réparation même, elle devait évidemment, à rai-

son des liens étroits qui à certains égards rapprochent la maladie professionnelle de l'accident se rattacher dans son ensemble au régime institué par la loi du 9 avril 1898. Mais, en même temps, les différences profondes qui marquent la manifestation ordinaire de la maladie, la constatation de son origine et la détermination des responsabilités qu'elle met en cause, ne permettent qu'une adaptation de ce régime. Cette adaptation elle-même se heurte initialement à deux difficultés essentielles, l'une, tenant au discernement toujours incertain du caractère professionnel de la maladie, l'autre, à raison des causes souvent lointaines de l'affection à la recherche et au partage des responsabilités patronales. »

En réalité, ces deux différences que M. Breton ne conteste pas, mais, qu'il a résolues au moyen de présomptions légales, c'est-à-dire indiscutables, ont conduit le gouvernement à une méthode toute nouvelle et qui ne saurait être considérée comme une adaptation, même très lointaine, de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. L'exposé des motifs du projet de loi le reconnaît d'ailleurs clairement : « Le comité se trouve ainsi conduit à une solution différente écartant la difficulté de discerner pour chaque maladie constatée la part exacte de la profession et celle des circonstances extérieures, et de répartir les responsabilités entre les employeurs successifs. »

C'est ainsi qu'il a rejeté toute distinction entre les maladies n'occasionnant que des incapacités de travail inférieures à trente jours, et les maladies ordinaires, les englobant dans une commune réparation ; en sorte que les maladies frappant les ouvriers des industries assujetties sont divisées en deux catégories : celles qui entraînent une incapacité de travail inférieure à trente jours, et celles qui provoquent une incapacité de travail excédant trente jours. Or, il y a là une distinction bizarre. Pourquoi cette différence de traitement entre les maladies graves et les maladies de courte durée ? Pourquoi appliquer aux premières la loi de 1898, et aux secondes le système de l'assurance obligatoire ? Voici un ouvrier qui est malade pendant trente-cinq jours. Pendant trente jours, il sera indemnisé quelle que soit la maladie, mais, pendant les cinq derniers jours, il n'aura rien si sa maladie n'est pas évidemment professionnelle. Même dans ce dernier cas, s'il veut recevoir une indemnité pour les cinq derniers jours, il faudra qu'il fasse constater l'origine professionnelle de sa maladie, constatation souvent très difficile et contestable. Le plus probable est qu'il sera privé de toute indemnité pour les quelques jours excédant le délai de trente jours. Il est vrai que l'on pourrait faire les mêmes suppositions si le délai fixé par la loi était de quarante jours, de cinquante ou de soixante jours, au lieu de trente. Et, en effet, la véritable objection qui vient à

l'esprit est celle-ci : Pourquoi fixer un délai ? Le projet gouvernemental prévoit, certes, que les ouvriers pourront s'assurer pour la réparation de toutes les maladies au delà d'un mois. Mais, ce n'est pas là une innovation. Ils peuvent s'assurer dès aujourd'hui s'ils le veulent. Il n'est pas besoin de créer pour cela une nouvelle loi.

De plus, en ce qui concerne les maladies de courte durée, dont la réparation est supportée en commun par les patrons et les ouvriers, la proposition gouvernementale se heurtera à une grosse difficulté : la détermination exacte de la part incombant aux patrons et de celle qui sera à la charge des ouvriers. Le projet nous dit bien qu'à l'aide de statistiques on déterminera l'importance de l'élément banal de la maladie et que les cotisations des ouvriers y seront proportionnelles ; mais, c'est là une opération bien délicate et qui nécessite l'existence de statistiques plus perfectionnées que celles dont on dispose actuellement sur la matière.

Quant à la répartition des frais des indemnités entre les divers patrons, il faut reconnaître que dans ce système il y a un effort louable et, à coup sûr, plus de justice que dans le système de M. Breton.

Mais, le reproche qu'on peut lui faire est de s'être trop préoccupé de l'intérêt des patrons et pas assez de celui des ouvriers.

Il organise pour les patrons une réparation écono-

mique, répartie équitablement, plus avantageuse évidemment pour eux que le paiement de primes d'assurance à des compagnies.

L'ouvrier atteint de maladie professionnelle et qui voudra obtenir l'indemnité légale devra s'adresser au syndicat de garantie. Ce syndicat aura naturellement tendance, tout comme une compagnie d'assurance, à refuser le paiement de l'indemnité. Il aura à sa solde des médecins qui opposeront leur diagnostic à celui du médecin de l'ouvrier. Si l'ouvrier veut plaider, il trouvera devant lui le contentieux du syndicat habitué à de tels procès et connaissant toutes les roueries de la procédure.

Il nous paraît que dans ces conditions les intérêts des ouvriers seront nécessairement lésés.

L'organisation des syndicats de garantie serait excellente si elle fournissait aux patrons un moyen économique d'acquitter des indemnités dont la loi aurait déterminé la fixation automatique.

Ainsi une telle organisation paraît bonne pour le paiement des indemnités en cas d'accidents parce qu'en général on ne peut discuter l'accident. Mais la maladie professionnelle peut toujours être discutée. Au point de vue de la prévention des maladies professionnelles, le projet du gouvernement serait infiniment moins efficace que la proposition Breton, en n'intéressant pas suffisamment les patrons à prendre toutes les précautions préventives possibles. L'arti-

le 17 ne remplirait qu'insuffisamment ce but en indiquant que le comité directeur de la mutualité locale pourra réduire les contributions patronales afférentes aux entreprises dont l'installation et le fonctionnement ont pour effet d'amoindrir le risque de maladies professionnelles.

Ce projet ne présente qu'un avantage, très important il est vrai, c'est celui d'amorcer d'une façon très efficace l'assurance-maladie en général pour tous les ouvriers et toutes les affections. En effet, lorsque les travailleurs de certaines industries insalubres jouiront d'une assurance mise partiellement à la charge des patrons pour toutes les maladies, professionnelles ou non, d'une durée inférieure à trente jours, l'extension de cette mesure ne pourra tarder à s'imposer pour tous les autres travailleurs. Mais, en revanche, ce projet présente le très gros inconvénient de rendre bien plus difficile le vote rapide de la réforme concernant les maladies professionnelles. Il comporte, en effet, l'assurance obligatoire qui jusqu'ici a systématiquement été écartée par le Sénat.

Enfin, comme le montre clairement le rapport de M. Marc Larchevêque à la Chambre de commerce de Bourges, les industriels intéressés accepteraient plus facilement la proposition Breton que le projet du gouvernement.

Loin de simplifier, en effet, la solution du problème, ce projet la complique étrangement. Loin de résoudre

dre les difficultés, il ne fait que les aggraver en les déplaçant.

Aussi, croyons-nous pouvoir affirmer que la proposition de M. Breton résout la question d'une façon beaucoup plus pratique, sans se heurter davantage aux trois principaux écueils résumés dans les termes suivants dans l'exposé des motifs du projet gouvernemental :

1° Éviter qu'il n'y ait un litige à l'occasion de chaque maladie ;

2° Prévenir les renvois d'ouvriers qui tendraient à se produire en l'absence d'une organisation corporative obligatoire ;

3° Écarter la nécessité de livret ou registre sanitaires qui « n'échappent que difficilement aux griefs de l'ancien livret ouvrier ».

II

Si nous admettons, pour résoudre la question de l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail, la proposition Breton dans son principe, sauf à y apporter quelques modifications de détails, nous pouvons dire que la solution de cette question est plus aisée que les théoriciens ne se l'imaginent. Il ne faut pas prétendre, en effet, résoudre des questions de cette complexité par une loi exempte de tout reproche et qui donne une solution

à toutes les objections qui peuvent être soulevées à propos de son application. C'est là un idéal irréalisable. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les débats qui ont précédé et suivi le vote de la loi du 9 avril 1898 pour se rendre compte au milieu de combien d'objections fut posé le principe de cette législation, et combien nombreuses furent les imperfections qui ont été constatées à chaque instant dans son application.

Voici un cas particulier à titre d'exemple. Dans une rue deux voitures se rencontrent. Les deux conducteurs sont tués. L'un conduisait un omnibus, entreprise de transport public. L'autre conduisait une voiture des magasins du Bon Marché. La veuve et les enfants du premier conducteur recevront une rente ; tandis que la veuve et les enfants du deuxième conducteur ne recevront d'indemnité que s'il y a faute du grand magasin. Et quelle faute peut-on lui imputer ?

Voilà une de ces inégalités choquantes que consacre la loi du 9 avril 1898. Est-ce à dire que nous devons rejeter purement et simplement cette loi ? Assurément non. Son principe est excellent ; nous le conservons ; mais, nous faisons subir à la loi elle-même des modifications qui tendent à supprimer les inégalités dont nous parlions tout à l'heure. Or, il semble que nous pourrions atteindre le but d'un seul pas. Il suffirait de déclarer que la loi du 9 avril 1898

s'appliquera toutes les fois qu'il y aura travail salarié. Certains textes, en ce sens, ont été soumis au parlement ; mais, la commission d'assurance et de prévoyance sociales, la Chambre elle-même, paraissent se rallier à une méthode moins expéditive et moins radicale.

Elles préfèrent procéder par étapes.

Et bien ! c'est par étapes également que la question de l'assimilation devrait être résolue. Une fois le principe posé, il faut l'adapter, en suivre les mouvements, et être prêt à donner aux difficultés qui pourraient surgir une solution à la fois équitable et conforme au principe du risque professionnel. Car, il faut bien le dire, pour éviter une inégalité dans la réparation, ceux qui regrettent l'assimilation commettent une injustice. Ils refusent de réparer la maladie professionnelle connue, certaine, patente, parce qu'ils ne trouvent pas le moyen de réparer toutes les maladies professionnelles. Mais, n'est-ce pas commettre une erreur de tactique que de procéder de la sorte ? S'il y a des cas délicats, difficiles, qui ne permettent pas clairement de discerner le caractère professionnel de la maladie, est-ce une raison pour ne pas réparer les cas certains et qui ne laissant aucun doute sur leur caractère professionnel ? Voici dix ouvriers qui sont frappés de maladies après avoir travaillé dans des usines employant le plomb. Cinq sont atteints de maladies faciles à diagnostiquer et

que, sans le moindre doute, les médecins reconnaissent provenir de l'intoxication par le plomb, et cinq autres, dont les lésions ne rappellent pas celles que l'on rencontre dans l'intoxication par le plomb et, par conséquent, difficiles à caractériser.

A cause de cette incertitude, devons-nous laisser les cinq premiers sans aucune réparation ? Certes, il est fâcheux que tous ne soient pas indemnisés par une organisation comprenant toutes les maladies ; mais, dans les cas de réparation de maladies professionnelles, est-ce une raison pour refuser toute indemnité aux ouvriers vraiment victimes de leur profession ? C'est là l'injustice.

Dans la loi sur les accidents, ne rencontrons-nous pas des cas analogues ? N'y a-t-il pas des cas parfois délicats et difficiles ? La hernie est-elle un accident ou une maladie ? On ne saurait pourtant pas rejeter cette loi à cause des quelques difficultés qui peuvent s'élever au sujet de la détermination d'une lésion qui peut être ou ne pas être considérée comme étant un accident du travail. La loi du 9 avril 1898 a résolu la question assez simplement en laissant au juge le soin d'apprécier si tel ou tel cas peut être considéré comme étant ou non un accident produit par le travail ou à l'occasion du travail. Or, si les juges sont experts en matière d'accidents, pour les maladies ce sera les médecins.

Certains théoriciens rejettent l'assimilation parce

qu'en rendant le patron responsable des maladies professionnelles, celui-ci sera tout disposé à refuser le travail à l'ouvrier qui serait jugé prédisposé à contracter la maladie pour laquelle il est responsable. Or, il suffit de se reporter à l'application de la loi de 1898 pour constater que les patrons, pour la plupart, déchargés par le système d'assurance quasi-obligatoire inauguré par cette loi, n'ont jamais refusé le travail à un ouvrier déjà victime d'un accident, tel qu'il pourrait, par un second accident du même genre, entraîner une incapacité totale et permanente. Jamais, un patron n'a refusé le travail à un borgne parce qu'il était exposé à une responsabilité plus grande du fait de l'incapacité primitive de l'individu. Selon toutes les probabilités, la même chose se reproduirait pour les maladies professionnelles quand elles seraient assimilées aux accidents du travail. Et l'assimilation pure et simple serait, assurément, un excellent moyen de favoriser l'assurance-maladie généralisée. Du reste, en admettant que les patrons refusent d'employer des ouvriers prédisposés ou qu'ils reconnaissent comme étant déjà frappés par la maladie, il est un fait bien certain, c'est qu'ils ne refuseraient que les ouvriers déjà atteints de la maladie pour laquelle ils sont responsables vis-à-vis de leurs ouvriers. En admettant qu'il se présente chez un plumassier un individu reconnu tuberculeux, il est bien évident que celui-ci pourra ne pas l'em-

ployer, tandis qu'un cultivateur l'engagera volontiers, parce que ce dernier ne sera pas responsable de maladies de ce genre. De même, le plumassier responsable, pour ce qui est des pneumokonioses, pourra engager un intoxiqué par le plomb pour lequel cas de maladie il n'est pas responsable; en sorte qu'il n'y a ici que changement de travail pour l'ouvrier malade. Or, un tel changement de métier peut être un bien pour l'ouvrier malade lui-même et aussi pour la société.

Si un patron plumassier interdit l'entrée de son atelier à un ouvrier tuberculeux, ne lui rend-il pas le plus grand service, puisqu'il lui refuse la possibilité d'aggraver ses lésions, parce qu'il l'oblige à trouver une situation qui ne l'exposera plus aux poussières qui lui ont été si funestes ? Pour la société elle-même, est-ce que cela ne sera pas un bien que le patron boulanger, par exemple, refuse l'entrée de son fournil aux gindres tuberculeux pouvant être la cause de trop nombreuses infections ? C'est pour cela, aussi, qu'il serait excellent, comme le voudrait M. Breton, que chaque patron ne fût responsable que pour un certain nombre de maladies se rattachant à son genre d'industrie, avec possibilité, toute fois, pour le législateur d'augmenter ou de retrancher ultérieurement des maladies à la liste qui serait arrêtée, une première fois, au moment du vote de la loi.

Si donc, l'on veut débiter dans cette voie, comme

il semble nécessaire, par une expérience prudente, le mieux est, à notre avis, d'assimiler purement et simplement les maladies professionnelles aux accidents du travail, sauf à modifier ou à étendre la législation par des lois ultérieures, comme cela a été fait pour la législation sur les accidents du travail.

Mais, disons-le tout de suite, l'assimilation pure et simple des maladies professionnelles aux accidents du travail, au point de vue de la protection légale, ne nous semble être qu'un moyen. Il est à notre avis, nécessaire d'y adjoindre une prévention bien comprise des maladies professionnelles. Nous nous expliquerons à ce sujet, dans le chapitre qui va suivre.

CHAPITRE VIII

LA PRÉVENTION DES MALADIES PROFESSIONNELLES AU POINT DE VUE DE LA PROTECTION LÉGALE

Section I

RAPPORTS DE COEXISTENCE ENTRE LA PRÉVENTION ET LA RÉPARATION.

Si à toute époque il s'est trouvé des chefs d'industrie bienveillants par nature pour assurer spontanément aux divers ouvriers, auxquels ils faisaient appel, non seulement les meilleures conditions de vie possible dans le régime du travail, mais, aussi, le secours le plus généreux dans le cas où les travailleurs venaient à être frappés par la maladie, d'autres patrons, au contraire, ont souvent fait preuve d'une incurie révoltante.

M. Breton a cité le cas d'un patron qui poussait l'absence de scrupules jusqu'à exposer ses ouvriers aux dangers les plus grands sans la moindre précaution, pourvu qu'il y trouvât son bénéfice.

D'autres chefs d'entreprises exposent leurs ouvriers à des maladies souvent fort graves, par simple négligence.

Il n'est pourtant pas douteux qu'un grand nombre de maladies professionnelles pourraient être, sinon évitées, du moins atténuées grandement par l'emploi de mesures préventives particulières. Aussi, beaucoup de gens ont-ils pensé qu'obliger les patrons à la réparation des maladies professionnelles serait le meilleur moyen de leur imposer, en même temps, les mesures préventives destinées à rendre cette réparation aussi peu coûteuse que possible.

Voilà donc un nouvel aspect de la question de l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail.

Et, de fait, une bonne législation de réparation des maladies professionnelles doit être en même temps une législation de prévention, en sorte qu'il y a entre la réparation et la prévention un rapport de coexistence vraiment remarquable.

Il est, en effet, assez curieux de constater que c'est seulement lorsqu'on s'est préoccupé de réparer les conséquences des accidents du travail qu'on a songé à les prévenir, et comme la réparation des accidents a lieu la plupart du temps au moyen d'assurances, on a pu dire que les progrès de la prévention en général ont coïncidé avec ceux de l'assurance.

Ce parallélisme entre le développement de la pré-

vention et celui de la réparation n'est pas fait pour nous étonner si nous nous rappelons que « ce qui fait la beauté et la complexité des questions sociales c'est précisément leur unité et ce sont leurs réactions réciproques », comme l'a dit M. Cheysson.

Aussi, attendons-nous de la réparation des maladies professionnelles la meilleure et la plus souhaitable influence.

Lorsqu'on voudra bien se rendre compte que celles-ci ne sont pas le résultat fatal et inévitable des conditions dans lesquelles s'effectue le travail ; lorsque la science aura mis au jour des produits moins toxiques et capables, cependant, de rendre les mêmes services que ceux que l'on emploie actuellement, on verra leur fréquence diminuer du tout au tout.

Nous ne saurions mettre en doute la compétence de M. Bodiker, président de l'office impérial d'assurances à Berlin.

Or, M. Bodiker, en la matière, affirme qu'on peut éviter la moitié des maladies professionnelles. Du reste, les expériences faites jusqu'à ce jour dans le domaine de la production et de l'emploi industriel de poisons témoignent de la possibilité de réduire considérablement un mal contre lequel il s'en faut de beaucoup que l'on se soit suffisamment mis en garde et qui menace toujours et continue malheureusement d'atteindre les ouvriers.

« Si la maladie professionnelle, dit M. Paulet, compte

tant de victimes, c'est que la science appliquée n'a point encore été suffisamment incitée à trouver, ou l'industrie à réaliser, les dispositifs et les précautions qui, de l'aveu de tous les techniciens, pourraient très souvent en atténuer ou même en écarter les atteintes. Il est d'expérience que dans nombre de cas la question de salubrité industrielle est surtout une question de dépense pour le choix des matières exploitées ou les aménagements d'exploitation et, par conséquent, une question de prix de revient. Or, nul ne saurait douter que le meilleur moyen de pousser l'industrie à ces dépenses nécessaires, sans contrainte légale, serait l'organisation de responsabilités financières qui mettraient directement l'intérêt patronal aux prises avec la recherche des perfectionnements réalisables. » — « On peut avancer, sans hésitation, que la lutte contre les maladies professionnelles est moins encore affaire de médecins qu'affaire d'ingénieurs et que notre législation devra, en instituant la réparation de ces maladies, provoquer en quelque sorte automatiquement la prévention progressive des maladies professionnelles évitables. »

« L'application d'une législation de réparation, est-il dit dans l'exposé des motifs du projet de loi, doit par son propre mécanisme financier, inciter les industriels assujettis à prendre les mesures d'hygiène et de salubrité jusqu'ici trop souvent négligées et dont l'efficacité n'est plus mise en doute au point que des

comparaisons récentes entre les exploitations diversement aménagées ont pu relever contre la moyenne des journées de maladie atteignant le personnel des uns et le personnel des autres des différences allant jusqu'aux trois quarts. »

La législation suisse, dont nous avons parlé précédemment, a eu des résultats très appréciables au point de vue de leur prévention. Les industriels, intéressés matériellement à n'avoir pas de maladies à indemniser, se sont montrés tout disposés à accepter et, même, à devancer les mesures indiquées par l'inspecteur du travail en matière d'hygiène.

Les métiers Jacquard sont ordinairement munis de contrepoids en plomb dont le frottement continu provoque des poussières qui intoxiquent les ouvriers. Ces contrepoids pourraient tout aussi bien être en fer et, ce n'est pas une grosse dépense de les changer. Mais, la routine plus encore que l'intérêt, s'oppose à ce changement si simple. Le législateur suisse décréta le 29 décembre 1883 que, tant que la substitution des contrepoids en fer aux contrepoids en plomb ne serait pas faite, la responsabilité prévue pour les accidents par la loi concernant le travail dans les fabriques serait étendue aux ateliers de tissage Jacquard. Cette mesure eut pour résultat la disparition complète des contrepoids en plomb qui subsistent encore en France.

On voit l'effet naturel de toute loi de réparation

des maladies professionnelles sur leur prévention ; mais, le législateur ne doit pas seulement attendre cet effet, il doit le provoquer. « Plus encore qu'en matière d'accidents du travail, dit M. Paulet, la préoccupation dominante du législateur en matière de maladies professionnelles doit être de provoquer dans l'organisation des responsabilités l'organisation corrélatrice de la prévention. »

Section II

L'ASSIMILATION, MOYEN DE PRÉVENTION.

Nous avons montré que le meilleur moyen de prévenir les maladies professionnelles consistait à organiser les responsabilités de leurs conséquences. Or, pour cela, point n'est besoin d'une législation spéciale. Une loi, si complète soit-elle, ne peut prévoir par le détail toutes les mesures à prendre en vue de prévenir les maladies. Toute réglementation légale n'est-elle pas nécessairement générale et uniforme ? Les nécessités de la prévention ne sont-elles pas, au contraire, multiples et variées ? Car, les mesures propres à réduire le nombre des maladies diffèrent suivant la position salubre ou non de l'établissement, suivant qu'il applique tel ou tel procédé, ou qu'il emploie tel ou tel produit. Il y a là, en un mot des détails infinis dans lesquels la loi ne peut en-

trer. Aussi, pensons-nous que, précisément, l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail serait le moyen le plus efficace d'organiser la prévention de ces maladies. Une législation qui n'aurait pour but que de régler les conséquences pécuniaires des maladies se combine, en effet, parfaitement avec les mesures déjà édictées et celles plus complètes qui pourraient être prises dans l'avenir pour la protection du travail dans l'industrie. Plus les prescriptions seront précises, plus le contrôle de l'inspection du travail sera sévère, et moins seront lourdes les charges pécuniaires entraînées par les maladies professionnelles.

D'autre part, nous sommes convaincus que l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail, mettant ainsi la réparation à la charge des patrons, aurait le don de rendre ceux-ci plus soucieux de la santé de leurs ouvriers.

De plus, lorsque les chefs d'établissements verront que la préparation ou l'utilisation d'un produit entraîne pour eux trop de frais d'indemnités, ils renonceront à s'en servir. Il est évident que si les frais des maladies causées par la céruse avait été à la charge des patrons, le blanc de zinc aurait été depuis longtemps seul utilisé. C'est du reste l'opinion de M. Pédebidou : « L'extension de la législation sur les accidents du travail à l'intoxication par la céruse, dit-il en substance, entraînera pour les

entrepreneurs de peinture de telles responsabilités que le devoir s'imposera à eux de donner la préférence à des produits non toxiques et d'exiger par une surveillance étroite de leurs chantiers la pratique par leurs ouvriers de toute règle d'hygiène. » Et il ajoute : « En l'absence de cette législation coercitive toute réglementation nous paraît destinée à demeurer lettre morte (1). »

Ainsi la perspective des charges résultant de la responsabilité patronale aurait, sans nul doute, pour effet de faire prendre par les industriels toute une série de mesures prophylactiques qui atténueraient la fréquence et l'importance de ces maladies et, par conséquent protégeraient efficacement le travailleur.

Section III

L'ACTION DE L'INITIATIVE PRIVÉE, L'ACTION DE L'ÉTAT ASSOCIATIONS PRÉVENTIVES ET RÈGLEMENTS PATRONAUX

Le grand avantage que nous obtiendrions ainsi de l'assimilation pure et simple, et, par conséquent, de la responsabilité patronale, serait de laisser l'initiative privée prendre d'elle-même les mesures de prévention contre les maladies de la profession du travailleur.

1. Extrait du rapport de M. PÉDEBIDOU, sur le projet relatif au blanc de céruse.

L'assurance obligatoire jette trop facilement le patron dans une indifférence dangereuse, alors que l'initiative privée incite à prévoir et à prévenir les causes des maladies.

Mais, l'action de l'initiative privée, excellente en elle-même, ne doit, cependant, pas être exclusive ; car, il faut toujours compter avec la mauvaise volonté de ceux qui se laissent dominer par des considérations d'intérêt particulier, considérations qui quelquefois semblent se mettre en opposition avec le sentiment de leur devoir. Il est donc nécessaire que l'action de l'État soit combinée à celle de l'initiative privée.

Et précisément, à propos des maladies professionnelles, nous voudrions que pour réaliser dans les meilleures conditions possibles la prévention de ces maladies et la salubrité des ateliers, les pouvoirs publics favorisent le développement des associations libres de patrons qui ne manqueraient pas de se créer dans ce but par le fait de l'initiative privée, puisque les patrons seraient responsables des maladies professionnelles au même titre qu'ils le sont pour les accidents du travail pour la prévention desquels de telles associations se sont formées librement.

Ces associations auraient pour but de propager de nouvelles méthodes, d'étudier les moyens de remplacer certains produits nocifs par d'autres moins dangereux, de préparer des règlements qui devien-

draient obligatoires pour tous les patrons associés. Ces associations préventives pourraient encore suivre les changements qui surviendraient dans l'exploitation de chaque industrie et introduire dans leurs règlements les modifications appelées par ces changements aussitôt qu'elles seraient nécessaires.

Du reste, il n'est pas douteux que les industriels adopteraient plus facilement une mesure qui leur serait prescrite par l'association préventive. Ils seraient moins tentés d'y voir une exigence inutile et tracassière que si elle leur était imposée par un règlement officiel. Ils en comprendraient mieux la raison d'être et l'appliqueraient avec une meilleure volonté.

Nous savons quelle est l'opinion des Allemands au sujet des règlements préventifs rédigés par les corporations. Tous s'accordent à dire que les règlements si minutieux et si détaillés élaborés par les groupements professionnels, n'auraient pas été acceptés s'ils avaient été imposés par l'administration.

Or, pour favoriser le développement de telles associations de patrons, il importe qu'une loi pose les principes généraux, ne serait-ce que pour affirmer la nécessité de la prévention et en imposer le souci aux industriels. Tout en laissant l'initiative privée diriger l'organisation de ces associations, l'État se réserverait le droit d'intervenir dans les mesures de détails prescrites par les associations, lorsque l'initiative n'agirait pas ou n'agirait que lentement.

Nous proposons, en outre, que chaque patron soit chargé obligatoirement de la rédaction de règlements pour la sécurité des travailleurs qu'il emploie, et soit tenu de les faire approuver par la commission d'hygiène industrielle. Il y aurait cette fois, non plus un règlement général nécessairement incomplet, mais un grand nombre de règlements particuliers, dans lesquels il serait tenu compte des différences d'exploitation et d'installation de chaque industrie ou même de chaque établissement. Ces prescriptions seraient d'autant plus efficaces qu'elles émaneraient de ceux mêmes qui connaissent les moindres détails des industries auxquelles elles doivent s'appliquer.

Enfin, pour conclure sur ce point, nous citerons l'initiative humanitaire qu'a prise, en 1902, la Chambre des mines de Johannesburg dans le Sud-Africain(1). Désireuse d'enrayer dans la plus grande mesure possible la maladie dite « la phtisie des mineurs » ou maladie due à l'inhalation de la poussière légère qui résulte des opérations de forage, cette Chambre vient d'ouvrir un concours auquel étaient invités à prendre part les inventeurs de tous les pays. Il s'agissait de découvrir un appareil susceptible de protéger les ouvriers contre la nocivité des poussières. La Chambre des mines offrait pour les propositions et inven-

1. Journal *Le Matin*, 10 octobre 1902.

tions qui seraient jugées les plus efficaces des prix d'une très réelle importance.

Section IV

DIFFICULTÉS DE LA PRÉVENTION DE LA PART DE L'OUVRIER LUI-MÊME

Nous ne nous dissimulons pas que malgré tout ce qui pourrait être fait pour protéger l'ouvrier, soit par les patrons, soit par la loi, les chefs d'entreprise rencontreront de la part des ouvriers eux-mêmes des résistances très grandes.

M. Jacques, inspecteur divisionnaire de la troisième circonscription, après avoir constaté certains progrès réalisés par les industriels, en ce qui concerne les mesures d'hygiène, s'exprime aussi dans un de ses rapports : « Je regrette d'avoir à répéter que les ouvriers, principaux intéressés dans la question, n'apportent pas, à la réalisation de l'œuvre de protection entreprise, un concours aussi dévoué. »

M^{me} de Coutencin, inspectrice du travail à Paris, raconte ce fait qu'en entant dans un atelier de couture du quartier de l'Opéra et, saisie par l'odeur de renfermé, elle expliqua aux ouvrières l'intérêt qu'il y avait pour elles à ouvrir souvent la fenêtre pour changer l'air de la pièce. « La première et les ouvrières elles-mêmes ne parurent pas, dit-elle, se ren-

dre à mes observations. Je suis partie pénétrée de cette idée que les lois les meilleures seront longues à être comprises et observées. »

Dans certaines industries, l'emploi de masques a été préconisé pour éviter aux ouvriers l'absorption de poussières nuisibles.

Si nous nous en rapportons aux dires du D^r Mazin, qui s'est particulièrement occupé de cette question, cet appareil serait très efficace. Le D^r Mazin a pu voir, en effet, un ouvrier qui poudrait la porcelaine depuis plus d'un an et qui, grâce à son masque, n'avait jamais ressenti le moindre malaise. Croirait-on que les poudreuses employées dans la même usine ne consentirent jamais à se munir de ce masque protecteur ? Il présentait pour elles un inconvénient, auquel une fille d'Ève ne sut, dit-on, jamais se plier ; et celles-ci préférèrent renoncer au masque plutôt qu'aux charmes de la conversation.

Enfin, une des prescriptions relatives à l'hygiène, et que l'on a le plus de peine à faire observer, est celle qui interdit aux ouvriers de prendre leurs repas dans les ateliers. Ils préférèrent rester pendant l'hiver dans un atelier bien chauffé. « Si le patron installe un réfectoire, dit M. Chambard, inspecteur divisionnaire de la quatrième circonscription, les ouvriers ne veulent pas y aller. »

On voit quelle résistance on rencontre quelquefois de la part des ouvriers. Mais, il ne faut pas oublier

que la principale raison de cette résistance est un manque d'instruction, de même que la crainte de paraître ridicule est un obstacle à l'emploi des appareils protecteurs. Un tel obstacle disparaîtrait si tous les ouvriers savaient à quoi ils s'exposent en ne portant pas cet appareil, et s'ils étaient contraints tous de s'en servir quand le genre d'industrie l'exige. C'est pour cela que nous avons dit et que nous proclamons bien haut que la question de la réparation des maladies professionnelles est liée à une question d'instruction à donner à l'ouvrier.

Section V

LA QUESTION DE L'ASSIMILATION EST LIÉE A UNE QUESTION D'INSTRUCTION A DONNER A L'OUVRIER

Il s'en faut, en effet, de beaucoup que les ouvriers travaillant dans des atmosphères plus ou moins viciées, manipulant des substances plus ou moins toxiques, soient, autant qu'on pourrait le souhaiter, renseignés sur les dangers qu'ils courent. Non seulement, cette connaissance fait particulièrement défaut à la masse flottante d'ouvriers, qui ne cherchent et ne trouvent dans certaines industries dangereuses et malsaines qu'un emploi, le plus souvent, de courte durée, ou aux ouvriers travaillant en chambre, mais elle laisse encore beaucoup à désirer dans le groupe

plus stable et plus compact qui forme dans certaines branches d'exploitation, comme le noyau du personnel en activité.

Le renouvellement rapide du personnel dans beaucoup d'industries insalubres, notamment dans celles où, soit le plomb, soit des préparations de plomb, entrent en contact avec l'ouvrier par la voie externe ou interne, ne tient pas à la difficulté du travail, mais, provient de ce que ce travail ne tarde pas à empoisonner ceux qui s'y livrent. D'où serait venue à ces ouvriers d'occasion la connaissance du danger qu'ils affrontent. Ils se comportent comme l'alpiniste novice qui dans la traversée des glaciers s'avance de pied ferme et est englouti, tandis que le montagnard expérimenté franchit aisément l'abîme sur l'étroit pont de neige, dont il sait deviner la présence.

Toutes les mesures d'hygiène, tous les règlements industriels sont impuissants avec ces ouvriers sans travail, pressés par le besoin. Or, l'ouvrier qui semblerait le mieux en situation de connaître le danger et d'apprendre à l'éviter est celui qui est attaché à demeure à un établissement déterminé. Mais, ici, encore, il y a beaucoup de progrès à réaliser ; cela tient, en partie, à ce que l'ouvrier a rarement l'occasion de s'instruire sur la nature et l'étendue du risque couru.

Quand on voit des centaines et des milliers d'ou-

vriers, succomber à l'attaque brutale ou au travail lentement destructeur des innombrables substances toxiques qui jouent un rôle dans la technique industrielle, on peut, sans hésitation, imputer une partie de ce mal au fait que les ouvriers manquent de notions sur les matières qu'ils travaillent et sur les principes de l'empoisonnement. Que ces notions leur soient données, qu'on leur ouvre les yeux, ils deviendront eux-mêmes des promoteurs en matière d'hygiène industrielle, et l'on pourra vérifier cette observation souvent faite qu'il y a chez l'ouvrier une grande somme d'intelligence, non purement réceptive, mais créatrice, facile à éveiller et à mettre en pleine valeur par une question d'instruction.

Nous tenons donc pour très importante une instruction aussi étendue que possible donnée à l'ouvrier sur les dangers qu'il court. On peut concevoir de différentes façons le mode suivant lequel cet enseignement se présenterait ; mais, tout le monde conviendra qu'un procédé pratique et dont on ne peut attendre que des effets utiles consisterait à éclairer l'ouvrier au moyen de notices sur feuilles détachées, rédigées dans un langage intelligible pour les personnes les moins initiées et condensant les résultats acquis par la science, au cours du dernier siècle, dans le vaste domaine de la toxicologie. Il faudrait établir pour chaque catégorie d'industries des instructions particulières exposant en quelques pages

les dangers courus et les moyens de s'en préserver. C'est par centaines de mille exemplaires que ces éléments d'instruction et de vulgarisation devraient être répandus par le monde. Ils devraient pénétrer, aussi bien dans les exploitations minières les plus éloignées de la circulation, que dans les ateliers des grandes villes et dans l'étroit logement où travaille la moyenne partie des ouvriers.

Il n'y a pas à redouter que la science acquise par les ouvriers les éloigne des industries toxiques. On ne voit pas, en effet, que les charpentiers ni les couvreurs soient détournés de travailler dans les airs par la crainte de chutes mortelles auxquelles ils se savent exposés ; mais la conscience du péril qui les menace les incite à la prudence. Il en sera de même de tous les ouvriers, lorsque leur sera révélée l'existence des dangers qu'ils ignorent en grande partie à l'heure actuelle.

Voici, à titre d'exemple, une notice traduite de l'allemand que M. Lewin, professeur à la Faculté de Médecine de Berlin, a proposé de faire distribuer aux ouvriers manipulant spécialement les poisons industriels. On conçoit facilement qu'il pourrait en être composées de semblables pour chaque genre d'industrie.

Section VI

INSTRUCTION A L'USAGE DES OUVRIERS DES INDUSTRIES TOXIQUES

Qu'est-ce qu'un poison ?

Un poison est toute chose qui ne nuit pas à la façon d'une coupure, d'une piqûre, d'un choc, d'une pression, du courant électrique ou du feu, et qui, cependant, peut rendre malade l'homme tout entier ou quelque partie de son corps.

Que désigne t-on par ces mots : « Ouvriers des industries toxiques » ?

On désigne ainsi les ouvriers qui fabriquent des poisons, par exemple : les usines de produits chimiques ; et ceux qui, pour faire leur métier, emploient des poisons, soit dans une fabrique, soit à domicile.

A qui s'attaquent les poisons ?

Tout ouvrier travaillant aux poisons peut être empoisonné, s'il ne cherche pas à se préserver, s'il commet des imprudences ou si l'on ne fait pas ce qu'il faut dans la fabrique ou à la maison pour écarter ou détruire le poison. Celui qui dit que le poison ne lui fait aucun mal se trompe. Tout homme est attaqué par le poison, tôt ou tard, plus ou moins gravement. Alors qu'un ouvrier a travaillé une ou plusieurs années avec des poisons et ne se sent pas encore malade, il

peut avoir déjà dans le corps le commencement d'une maladie, car, ordinairement on ne remarque pas soi-même une maladie qui commence. Quand on se sent malade c'est que la maladie ou l'empoisonnement existait depuis un certain temps.

Empoisonnement rapide et empoisonnement lent ?

Un homme peut être empoisonné très rapidement s'il est entré dans son corps beaucoup de poison, n'en eût-il absorbé qu'une ou deux fois. Par exemple, celui qui respire d'un seul coup beaucoup de vapeur de charbon ou de fumée ou d'autres gaz dangereux peut se trouver gravement empoisonné au bout de dix minutes ou d'un quart d'heure.

La chose peut encore être plus grave s'il n'entre dans le corps que très peu de poison à la fois, car, en général, on devient alors de plus en plus malade, et l'on peut se croire atteint d'une maladie ordinaire. Très souvent, ces empoisonnements lents sont sans remèdes, surtout si l'on ne s'y est pas pris de bonne heure pour les soigner. Pour revenir à la santé l'homme qui s'est empoisonné lentement est forcé d'abandonner son métier.

Comment le poison entre-t-il dans le corps ?

De façons bien diverses. Un poison vous rend malade quand on l'avale. Quand un ouvrier a du poison sur les mains et qu'il prend tous les jours son pain avec ses mains empoisonnées, sans s'être lavé à fond, il peut être empoisonné.

Quand un poison entre dans la bouche pendant le travail sous forme de poussière, si l'ouvrier ne se rince pas bien la bouche plusieurs fois par jour il avalera le poison avec sa salive ou avec sa nourriture et sera ainsi empoisonné.

Un poison peut encore rendre malade quand on le respire par le nez ou par la bouche. Il arrive très souvent que des ouvriers sont ainsi empoisonnés parce qu'ils ne se préservent pas et aussi parce qu'ils ne veillent pas à ce que la fabrique fasse ce qu'elle doit faire pour les préserver.

Quelques-uns des poisons qu'on respire avec l'air, comme le chlore, comme la vapeur des acides, et aussi certaines poussières comme la poussière d'arsenic, empoisonnent la bouche avec les dents, ou l'intérieur du nez, ou la gorge, ou le poumon, tandis que beaucoup d'autres poisons entrent dans le sang après qu'on les a respirés et empoisonnent le corps tout entier. par exemple : les poussières des produits du plomb, celles du bioxyde de manganèse, de l'arsenic, les vapeurs de mercure, d'aniline, d'esprit de bois, de sulfure de carbone.

Il y a aussi des poisons qui entrent dans la peau et passent de là dans le sang ; par exemple, tous les poisons qui rougissent la peau ou qui la mettent à vif comme certains produits du mercure, du chrome, de l'arsenic. Tous les poisons qui ne rougissent pas la peau et ne la mettent pas à vif, mais qui sont

liquides et volatiles peuvent aussi entrer dans la peau, passer de là dans le sang et empoisonner l'ouvrier ; par exemple : l'essence de Mirbane (nitrobenzine), l'essence d'aniline, ou les poisons dissous dans un liquide volatil comme l'alcool, la benzine, l'éther, l'essence de térébenthine, le sulfure de carbone, le chloroforme.

Il est possible enfin qu'un poison entre dans le corps par la peau lorsque d'un bout de l'année à l'autre l'ouvrier doit saisir souvent avec des mains en transpiration des substances qui empoisonnent ; par exemple, des tuyaux de plomb.

Que doit faire un ouvrier d'une industrie toxique pour se préserver du poison ?

Un ouvrier d'une industrie toxique qui est propre et qui prend des précautions restera plus longtemps en bonne santé que l'ouvrier insouciant et malpropre. Si l'ouvrier pense au danger pendant son travail, il laissera le moins possible le poison arriver sur la peau, ou dans sa bouche, ou dans son nez.

Quant au poison qu'il n'aura pu empêcher d'y pénétrer, il pourra encore s'en débarrasser en grande partie en ayant soin le matin, à midi, le soir, avant les repas, de se laver les mains. Il faut qu'il prenne pour cela le temps nécessaire.

Les gaz et les vapeurs toxiques se répandent rapidement dans le poumon et dans le sang. Contre ce danger, les lavages ne peuvent rien ; mais, ce qui

peut beaucoup, c'est de faire entrer beaucoup d'air par les fenêtres et par les portes de l'atelier ou de faire sortir par un aspirateur les gaz dangereux.

L'ouvrier intelligent se servira aussi des autres moyens mis à sa disposition pour le préserver ; par exemple, masques respiratoires, éponges, gants, même si cela est incommode.

L'ouvrier exposé au poison doit, autant qu'il le peut, respirer non par la bouche mais par le nez.

Cet ouvrier doit pendant son travail ne pas manger, ne pas boire, ne pas fumer, ne pas chanter.

Celui qui ne peut renoncer à chiquer doit au moins ne pas détacher sa chique, ni l'enfoncer dans sa bouche avec des doigts sales, parce qu'il ferait entrer du poison dans sa bouche.

Avant de manger, à la fabrique ou chez lui, l'ouvrier employé dans ces industries doit retirer son foulard de son cou, quitter ses vêtements empoisonnés et en passer d'autres propres, parce que sans cela le poison peut arriver dans sa nourriture.

Cet ouvrier ne doit pas jouer avec ses enfants pendant qu'il porte ses habits de travail, parce que le poison pourrait aussi les attaquer.

CONCLUSION

Pour les conséquences logiques de responsabilité qu'entraînent pour le patron, les conditions actuelles du travail dans la grande industrie moderne et les substances dangereuses qui y sont employées, il nous semble regrettable que le législateur de 1898, après avoir admis et sanctionné le principe du risque professionnel, se soit borné à l'appliquer aux seuls accidents du travail. A notre avis, il ne peut faire œuvre réellement utile et socialement juste que du jour où il viendra également s'occuper de toute une catégorie de risques qui engagent la responsabilité patronale au même titre que les accidents et se confondent la plupart du temps avec ces derniers ; nous voulons parler des maladies professionnelles.

N'y a-t-il pas, en effet, une véritable anomalie à considérer, d'une part, comme accident du travail donnant droit à une juste réparation pour l'ouvrier, toutes les blessures reçues durant la période du travail, quelles que soient les causes qui les ont provoquées ;

en excluant d'autre part du bénéfice de la loi les empoisonnements, souvent infiniment plus graves, résultant de la manipulation de substances vénéneuses, manipulation qui constitue pourtant l'essence même du travail de l'ouvrier. Il ne faut pas oublier, en effet, que le chef d'entreprise doit autre chose à ses ouvriers que le salaire. Il a à remplir vis-à-vis d'eux des devoirs de paternité sociale ; il a à s'occuper de leur condition morale et physique. Or, ces devoirs qu'aucune espèce de salaire ne saurait remplacer, doivent primer les considérations d'intérêt particulier qui semblent quelquefois se mettre en opposition avec ce sentiment. Aussi, demandons-nous que les maladies professionnelles soient assimilées aux accidents du travail.

Nous avons parlé des différentes propositions de loi qui ont été successivement déposées sur le bureau de la Chambre. Nous avons retenu particulièrement deux projets : celui de M. Breton et celui du gouvernement. Or, des deux systèmes, le premier, qui comporte l'application de la loi des accidents aux maladies professionnelles, a l'inconvénient d'abuser des solutions forfaitaires, de conduire à des distinctions subtiles et d'entraîner dans le jeu des responsabilités successives une complexité qui serait de nature à compromettre l'application de l'assurance et ne manquerait pas de soulever des litiges ; le second, qui suppose l'obligation de l'assurance, a les inconvé-

nients inhérents à la suppression de la liberté ; il menace les sociétés de secours mutuels et ne fournit qu'une solution incomplète de la question.

Le premier système a, sur le second, l'avantage de la facilité d'institution légale, puisqu'il se réduit à l'extension du domaine d'une loi existante ; il contribuerait, du reste, plus que le second à la prévention des maladies, chacun des chefs d'entreprise étant intéressé à diminuer les charges éventuelles de sa responsabilité et ne trouvant pas dans l'assurance mutuelle « un oreiller de paresse ». Par contre, le second système simplifierait les relations de responsabilité des patrons successifs d'un même ouvrier et permettant d'intéresser chacun des chefs d'entreprises à l'amélioration des conditions sanitaires par une répartition adéquate des charges financières.

De ces deux systèmes, nous avons montré qu'au point de vue de la protection légale des travailleurs, celui qui assimile purement et simplement les maladies professionnelles aux accidents du travail, c'est-à-dire la proposition de M. Breton, était préférable à cause des avantages que nous avons signalés.

Nous ajouterons que ce système favorise le développement de l'assurance libre de beaucoup supérieure à l'assurance obligatoire ; il incite par là l'initiative privée à rechercher les moyens capables de prévenir le plus possible les maladies professionnelles. Or ce dernier point a une très grosse importance

puisqu'il touche à l'hygiène industrielle, et que l'histoire nous enseigne que les conditions hygiéniques dans lesquelles s'accomplit le travail, en ménageant les forces et la santé de l'ouvrier, rendent la production plus active, plus féconde et plus rémunératrice. Moralité, indépendance, esprit de famille, patriotisme, tous ces sentiments sont à jamais flétris dans l'âme du malheureux ouvrier asservi à un labeur écrasant et malsain.

Mais, n'oublions pas que la protection de l'ouvrier sera d'autant mieux assurée que celui-ci sera instruit sur les dangers qu'il court de par sa profession.

Ce qu'il faut à l'ouvrier, c'est, avant tout, la sécurité dans le travail, et il ne l'obtiendra que par les moyens préventifs mis en œuvre par les patrons, et par l'hygiène qu'il observera de lui-même, d'après les instructions qu'il aura reçues. M. Waldeck-Rousseau a dit au Sénat : « Je crois encore plus à l'hygiène préventive qu'à la médication. La médication, c'est un peu comme le secours après le désastre. On peut l'atténuer ; il vaudrait mieux le prévenir. »

L'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail aura ce double avantage : Prévenir d'abord, réparer ensuite.

Enfin, le jour où cette œuvre de l'assimilation sera réalisée, notre pays aura fait un grand pas vers la paix sociale. Qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée. Nous n'osons pas espérer que le socialisme

sera désarmé, nous pensons, au contraire, qu'en France c'est de là que partiront les plus vives attaques contre l'assurance obligatoire contre la maladie en général, qui serait un complément de la réparation des maladies professionnelles. Mais, qu'importe. Au-dessus des luttes de classes, il y a l'humanité, et nous considérons que la lutte contre la misère de l'ouvrier est l'accomplissement d'un devoir de solidarité et de sympathie humaine. Comme l'a écrit M. Cauwès : « Un instinct de solidarité humaine dirige les mœurs et les lois. » C'est, envisagée sous cet aspect particulier, que l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail, nous apparaît, pour l'ouvrier, comme l'œuvre de progrès et de protection par excellence.

Vu : le Président de la thèse
PERREAU

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	7
CHAPITRE I. — <i>Le principe du risque professionnel s'applique aux maladies professionnelles comme aux accidents du travail</i>	10
CHAPITRE II. — <i>Accidents du travail et maladies professionnelles. La maladie professionnelle considérée comme une série d'accidents répétés</i>	15
CHAPITRE III.	23
<i>Section I. — Situation actuelle des ouvriers victimes de maladies professionnelles.</i>	23
<i>Section II. — Situation spéciale faite à certaines catégories d'ouvriers</i>	28
CHAPITRE IV. — <i>Diverses propositions de loi tendant à assimiler les maladies professionnelles aux accidents du travail</i>	36
<i>Section I. — Avant la loi du 9 avril 1898</i>	36
<i>Section II. — Après la loi du 9 avril 1898</i>	41
CHAPITRE V. — <i>La question des maladies professionnelles à l'étranger</i>	49
<i>Section I. — En Allemagne</i>	49
<i>Section II. — En Belgique</i>	55
<i>Section III. — En Italie</i>	55

Section IV. — En Angleterre	60
Section V. — En Suisse	63
CHAPITRE VI. — <i>La question des maladies profession-</i> <i>nelles en France</i>	70
Section I. — Première proposition Breton . . .	70
Section II. — Les questions à résoudre . . .	73
Section III. — La Commission d'hygiène indus- trielle et les poisons industriels	79
Section IV. — De l'interdiction de l'emploi de certains poisons industriels.	107
Section V. — Deuxième proposition Breton . .	114
Section VI. — Troisième proposition Breton . .	131
Section VII. — Rapport de M. Paulet	133
Section VIII. — Le Comité consultatif des assu- rances.	136
Section IX. — Projet gouvernemental.	140
CHAPITRE VII. — <i>Considérations générales.</i>	160
CHAPITRE VIII. — <i>La Prévention des maladies profession-</i> <i>nelles au point de vue de la protection légale.</i>	174
Section I. — Rapport de coexistence entre la pré- vention et la réparation	174
Section II. — L'assimilation moyen de prévention. .	179
Section III. — L'action de l'initiative privée. — L'action de l'État. Associations préventives et règlements patronaux.	181
Section IV. — Difficultés de la prévention de la part de l'ouvrier lui-même	185
Section V. — La question de l'assimilation est liée à une question d'instruction à donner à l'ou- vrier	187
Section VI. — Instruction à l'usage des ouvriers des industries toxiques	191
Conclusion	197



